



FRANCE
**VACCINATION : FALLAIT-IL
PASSER EN FORCE ?**

**AFGHANISTAN — LA CHINE À LA
MANŒUVRE *TECHNO* — SINGAPOUR
CULTIVE L'ALIMENTATION DU FUTUR**



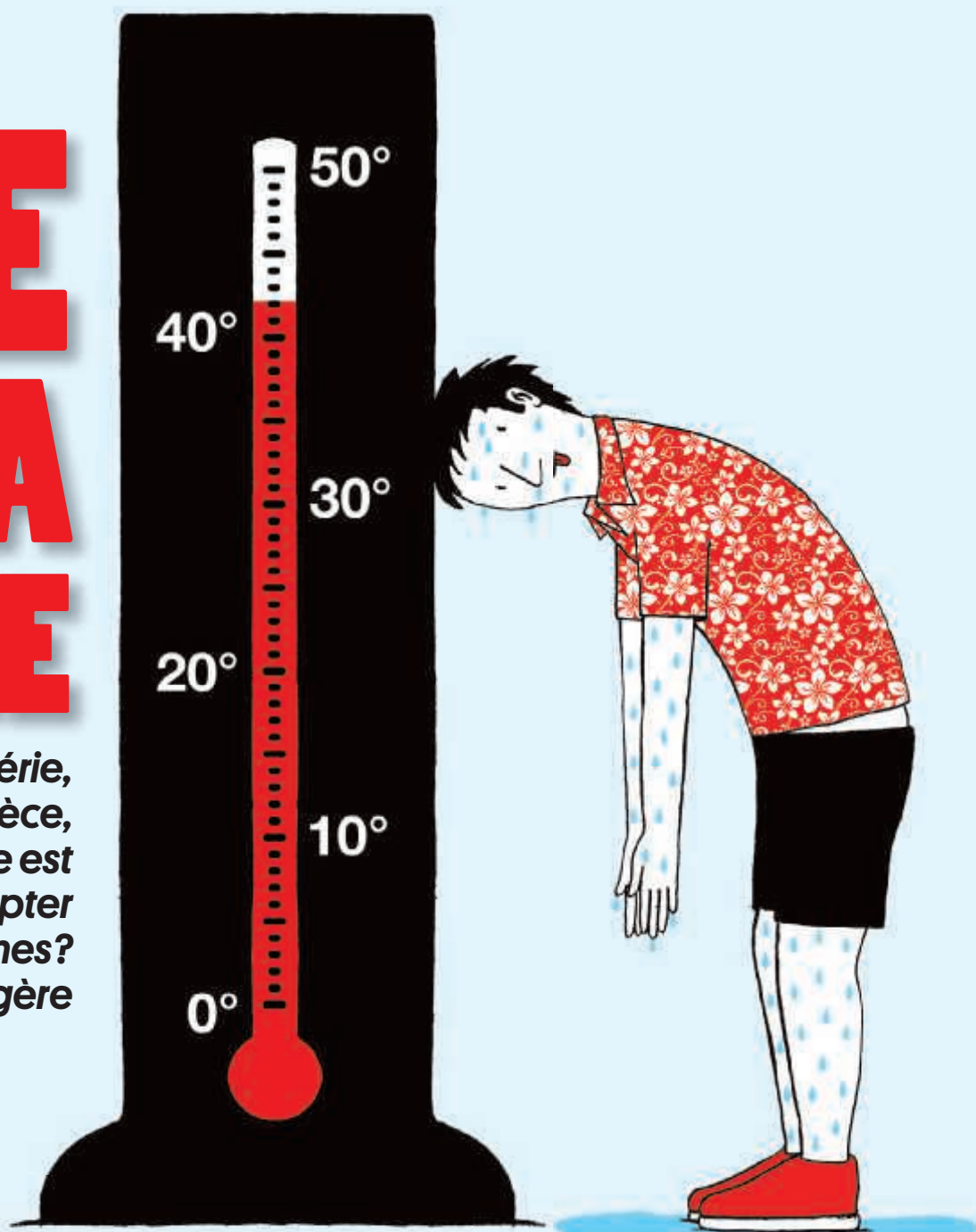
**Courrier
international**

N°1606 du 12 au 18 août 2021
courrierinternational.com
France : 4,50 €

Afrique CFA 3,40 € CFA, Algérie
5,30 DA, Allemagne 5,40 €, Andorre
5,00 €, Canada 7,75 \$ CAN, DOM
5,00 €, Espagne 5,20 €, Grande-
Bretagne 4,60 €, Grèce 5,20 €, Italie
5,20 €, Japon 850 ¥, Maroc 41 DH,
Pays Bas 5,20 €, Portugal cont.
5,20 €, Suisse 6,70 CHF, TOM
850 XPF, Tunisie 7,20 DT.

VIVRE AVEC LA CANICULE

*De l'Ouest américain à la Sibérie,
en passant par la Grèce,
l'Italie ou l'Irak, la planète est
en surchauffe. Comment s'adapter
aux chaleurs extrêmes?
Les pistes de la presse étrangère*



M 03183 - 1606 - F: 4,50 €



MARTINI

NOUVEAU

L'APERITIVO SANS ALCOOL*

LE PREMIER APÉRITIF À BASE DE VINS, SANS ALCOOL

Notre sélection de vins blancs est désalcoolisée puis assemblée à des plantes aromatiques. Cette méthode unique permet de préserver tous les arômes et le goût de Martini.

VIBRANTE

Notes de Bergamote
de Calabria

FLOREALE

Notes de Camomille
de Pancalieri

50%
MARTINI
SANS ALCOOL*

50%
TONIC

*<0.5 % ALC./VOL PROVENANT DES EXTRAITS DE PLANTES AROMATIQUES.



BMF - RCS BOBIGNY 414 749 200

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.



LES CHOIX DE "COURRIER"

CLAIRE CARRARD

Vivre avec la canicule

p.26

Aaron Gilbreath a grandi dans l'Arizona. Il y a vingt ans, il s'est installé à Portland, dans l'Oregon, "en partie pour fuir la chaleur". "Fin juin [2021], explique-t-il dans **The Atlantic**, elle m'a rattrapé. Le plafond de l'étage de notre maison et les murs irradiaient de chaleur, et nos chambres se sont transformées en étuves. Le simple fait d'aller chercher un vêtement dans un placard à l'étage était une épreuve." À l'autre bout du monde, à Bagdad, Aya Mansour, écrivaine, parle de l'été comme d'une guerre. Confrontés aux coupures d'électricité répétées, les Irakiens avaient pris l'habitude de se réfugier sur les toits, écrit-elle dans **Daraj**.

Impossible aujourd'hui, car la chaleur rend tout douloureux, dit-elle : "Même le toit s'obstine à être une fournaise." Fin juin, des manifestations ont éclaté en Irak. "Il faut s'attendre à une poudrière de tensions environnementales, politiques et économiques", prévient le quotidien israélien **Ha'Aretz**. Jacobabad, dans la vallée de l'Indus, au Pakistan, est une ville suivie de près par les scientifiques, qui en parlent comme de "l'épicentre du réchauffement climatique". Un journaliste du **Daily Telegraph** s'est rendu sur place. "Quand la chaleur frappe Jacobabad au plus fort de l'été, la ville se replie sur elle-même comme pour se protéger d'une attaque", écrit-il en citant plusieurs habitants qui résistent comme ils peuvent : "Quand il fait chaud comme ça, on ne peut même pas rester debout"; "Les gens ne sortent pas de chez eux et les rues sont vides"... Portland, Bagdad, Jacobabad... Trois villes, trois pays

et partout les mêmes phénomènes extrêmes : dômes de chaleur, températures record... Un quotidien de plus en plus invivable que nous avons voulu raconter ici en privilégiant des témoignages. En toile de fond, une question récurrente : comment s'adapter à ces canicules répétées? Il y a d'abord une problématique évidente de santé publique. L'organisme ne peut pas tout supporter, explique la **MIT Technology Review**. L'humidité de l'air, l'âge et l'effort peuvent modifier notre résistance à la chaleur extrême. "Une température humide de 35 °C constitue la limite absolue de ce que peut tolérer un être humain." Il y a aussi une question de justice sociale. Les chaleurs extrêmes sont sources d'inégalités. Dans les ateliers asiatiques, sur les chantiers au Qatar, dans les champs du Nicaragua... partout dans le monde, les travailleurs précaires en sont les premières

victimes, dénonce **The Guardian**. Et face aux canicules, nous ne sommes pas égaux, comme le montre une infographie tirée de notre hors-série à paraître le 18 août, **L'Atlas du réchauffement climatique**. On y voit très clairement qu'à New York les quartiers défavorisés, moins arborés et très urbanisés, sont les plus touchés par la chaleur. Alors que faire? "Nous nous devons de trouver des solutions, là où nous sommes, écrit encore Aaron Gilbreath dans **The Atlantic**. Nous pouvons apprendre à vivre dans un environnement extrême." Des solutions, il en existe, veut croire Julia Steinberger dans **Le Temps**. Selon la chercheuse, il est encore temps de bâtir une économie durable : "Si nous nous orientons vers une consommation d'énergie suffisante, une vie décente pour tous serait possible, estime-t-elle. Oui, bien sûr, c'est un avenir sans luxe : sans grosses voitures, sans excès. Mais c'est aussi un avenir possible, où le potentiel humain

peut s'épanouir sans détruire ses propres chances de survie." Un avenir possible, pas forcément un avenir probable, prévient-elle toutefois. On comprend mieux la nuance après la publication du premier volet du sixième rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec), le lundi 9 août, veille de notre bouclage (lire p. 6). En écho à la multiplication des événements extrêmes de ces derniers mois, António Guterres, secrétaire général de l'ONU, y lance un appel très clair : "C'est une alerte rouge pour l'humanité. Si nous unissons nos forces maintenant, nous pouvons éviter une catastrophe climatique. Il n'y a pas de temps à perdre, ni d'excuses à trouver." À trois mois de la COP26, prévue en novembre à Glasgow, on veut croire qu'il aura enfin été entendu.

En couverture : Canicule :
dessin de **Walenta** paru dans
Podroze, Varsovie. **Vaccination :**
dessin de **Bado**, Canada



Sommaire



CHAPPATTE, SUISSE

FRANCE p.10

Vaccination: fallait-il passer en force?

Obligation vaccinale déguisée et menace envers la démocratie pour les uns, choix raisonnable pour les autres, le pass sanitaire imposé par le gouvernement français divise la presse étrangère.

AFGHANISTAN p.14

Au tour de la Chine

Alors que l'Afghanistan semble à nouveau sombrer, de nombreux pays misent sur Pékin pour stabiliser la région. La Chine peut-elle réussir? s'interroge **The Indian Express**.

SINGAPOUR p.36

Singapour cultive l'alimentation du futur

La cité-État, première du monde à autoriser la viande de synthèse, innove aussi bien dans l'assiette qu'en matière de fermes verticales. Une façon de renforcer sa sécurité alimentaire, décrypte **Nikkei Asia**.

360°

p.40

LES CHASSEURS DE VINYLES DE JOHANNESBURG

Mxolisi est un Noir de Soweto, Charles un Afrikaner, Jun vient de Tokyo. Tous les trois ne se seraient jamais croisés si une passion commune pour la musique ne les avait réunis, raconte **Al-Jazeera**.



PHILIPPE DE KEMETER, BELGIQUE

LES SOURCES



Chaque semaine, les journalistes de **Courrier international** sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

The Atlantic Washington, mensuel. **Connectas** (connectas.org) Amérique latine, en ligne. **Corriere della Sera** Milan, quotidien. **The Daily Telegraph** Londres, quotidien. **Daraj** (daraj.com) Beyrouth, en ligne. **Financial Times** Londres, quotidien. **The Guardian** Londres, quotidien. **Heidi.news** (heidi.news) Genève, en ligne. **The Indian Express** Bombay, quotidien. **Al-Jazeera** (aljazeera.net) Doha, en ligne. **The Local** (thelocal.fr) Stockholm, en ligne. **MIT Technology Review** Cambridge (États-Unis), bimestriel. **The New York Times** New York, quotidien. **Nihon Keizai Shimbun** Tokyo, quotidien. **Nikkei Asia** Tokyo, hebdomadaire. **The Observer** Londres, hebdomadaire. **L'Orient-Le Jour** Beyrouth, quotidien. **El País** Madrid, quotidien. **Le Temps** Lausanne, quotidien. **Tygodnik Powszechny** Cracovie, hebdomadaire.



SOMMAIRE

7 jours dans le monde

6. **Climat.** Il ne nous est plus permis d'attendre

D'un continent à l'autre

10. **France.** Vaccination. Fallait-il passer en force ?

14. **Afghanistan.** La Chine à la manœuvre

16. **Liban.** À Beyrouth, ceux qui repartent de zéro

17. **Iran.** Ebrahim Raïssi déjà en terrain miné

18. **Tunisie.** Une bien étrange leçon de démocratie

19. **Soudan.** Khartoum retrouve son cimetière juif

20. **Nicaragua.** Daniel Ortega, un autocrate des temps modernes

22. **Cuba.** J'ai vu le régime s'effondrer de l'intérieur

23. **Royaume-Uni.** L'avenir retrouvé de Sunderland

24. **Norvège.** Dix ans après, les fantômes d'Utoya sont toujours là

À la une

26. Vivre avec la canicule

Transversales

36. **Économie.** Singapour cultive l'alimentation du futur

38. **Sciences.** Comme les six doigts de la main

39. Peut-on se doper par ARN messenger ?

360°

40. **Série d'été.** Les chasseurs de vinyles de Johannesburg

44. **Architecture** Construire comme Matrix

46. **Cinéma.** Hong Kong perd ses étoiles



SUR NOTRE SITE

À suivre. Les réactions à l'entrée en vigueur du pass sanitaire

Depuis le 9 août, le pass sanitaire est exigé à l'entrée des restaurants et autres lieux publics en France. La mobilisation anti-pass va-t-elle s'étendre pour autant ? Rien n'est moins sûr. Une actualité à suivre sur notre site.

Analyse. Le Moyen-Orient étouffe

Les deux vagues de chaleur qui ont touché récemment le Moyen-Orient sont un avant-goût de ce qui menace la région avec l'augmentation mondiale des températures. Il faut s'attendre à une poudrière liées à des tensions environnementales, politiques et économiques, affirme **Ha'Aretz**.

Courrier Expat. Tout quitter pour s'installer au soleil

Depuis le début de la pandémie, de plus en plus de Britanniques plaquent tout pour s'installer dans leur lieu de villégiature, comme le raconte le *Daily Telegraph*. Jusqu'au 30 août, retrouvez chaque lundi un nouvel épisode de cette série sur Courrier Expat.

L'horoscope de Rob Brezsny Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.



Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest.



Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : Courrier international
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

Je m'abonne pour :

☐ 1 AN (52 numéros) au prix de **119 €** au lieu de ~~218,80 €*~~

☐ 1 AN (52 numéros) + 6 hors-séries au prix de **149 €** au lieu de ~~269,80 €*~~

RCO21BO002

☐ Monsieur ☐ Madame

NOM..... PRÉNOM.....

ADRESSE.....

CP VILLE.....

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de Courrier international

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :

<https://abo.courrierinternational.com/ours2021>

ou téléphonez au 03.21.13.04.31 (du lundi au vendredi, de 9 heures à 18 heures)

* Prix de vente au numéro. Étranger nous consulter. Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site internet : [boutique.courrierinternational.com/cgv-cio](https://www.courrierinternational.com/cgv-cio)

En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et de la gestion des réclamations et, en fonction de vos choix, d'actions marketing sur ses produits et services et/ou ceux de ses partenaires. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 06/01/1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de portabilité, de suppression et d'opposition au traitement de vos données, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI - 67/69 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris. Pour toute réclamation, www.cnil.fr



Avantages abonnés :

Rendez-vous sur courrierinternational.com

■ La version numérique du magazine dès le mercredi soir

■ L'édition abonnés du site internet

■ Nos archives, soit plus de 100 000 articles

■ L'accès illimité sur tous vos supports numériques

■ Les applications iOS et Android

■ Réveil Courrier

Votre abonnement à l'étranger :

Belgique :

(32) 2 744 44 33 - abonnements@saipm.com

USA-Canada :

(1) 800 363 1310 - expressmag@expressmag.com

Suisse :

(41) 022 860 84 01 - abonne@edigroup.ch



Édité par Courrier international SA, société anonyme avec

directoire et conseil de surveillance au capital de 106 400 €

Actionnaire : La Société éditrice du Monde

Président du directoire, directeur de la publication : Arnaud Aubron

Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard

Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président

Dépôt légal Août 2021. Commission paritaire n° 0722c82101.

ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Accueil 33 (0) 1 46 46 16 00 Fax général 33 (0) 1 46 46 16 01 Fax rédaction 33 (0) 1 46 46 16 02 Site web www.courrierinternational.com Courriel lecteurs@courrierinternational.com

Directrice de la rédaction Claire Carrard (16 58) **Rédacteurs en chef adjoints** Raymond Clarinard (16 77), Virginie Lepetit (16 12), Claire Pomarès (web)

Responsable du numérique Joffrey Ricome **Direction artistique** Sophie-Anne Delhomme (16 31), **Conception graphique** Javier Errea Comunicación

ÉDITION Anouk Delport (16 98), Fatima Rizki (17 30), 7 JOURS DANS LE MONDE François Gerles (chef de rubrique, 17 48) **EUROPE** Gerry Feehily (chef de service, 16 95), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 16 36), Catherine Guichard (Allemagne, Autriche, Suisse allemande, 16 04), Carole Lyon (Belgique, 17 36), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 19 74), Beniamino Morante (Italie, 19 72), Antoine Mouteau (Pays-Bas), Vincent Barros (Portugal), Carolin Lohrenz (chef de rubrique, France, 16 93), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Romain Su (Pologne), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) **AMÉRIQUES** Béatrice Cognat (chef de service, Amérique du Nord, 16 14), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 16 57), Morgann Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) **ASIE** Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 16 39), Christine Chaumeau (Asie du Sud-Est, 16 24), Zhang Zhulin (Chine, 17 47), Guillaume Delacroix (Asie du Sud), Elisabeth D. Inandiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corée) **MOYEN-ORIENT** Ghazal Golshiri (Iran), Pascal Fenaux (Israël), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe) **AFRIQUE** Anna Sylvestre-Treiner (chef de rubrique, 16 29), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Boussion (Afrique australe et Afrique de l'Est), **TRANSVERSALES** Pascale Boyen (chef des informations, Économie, 16 47), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 16 15), Annick Rivoire (Économie), **MAGAZINE 360°** Marie Béliot (chef des informations, 17 32), Hugo Florent (16 74), Delphine Veaudor (16 76), **HISTOIRE** Mélanie Liffschitz (16 96)

SITE INTERNET Claire Pomarès (rédactrice en chef adjointe), Nicolas Coisplet (chef d'édition), Adrien Oster (chef d'édition), Paul Blondé (rédacteur éditeur web), Gabriel Hassan (rédacteur éditeur web, 16 32), Carole Lyon (rédactrice éditrice web, 17 36), Hoda Saliby (rédactrice éditrice web, 16 35), Mélanie Chenouard (vidéo édition, 16 65), Paul-Boris Bouzin (développement web) **COURRIER EXPAT** Ingrid Therwath (16 51), Jean-Luc Majourat (16 42)

TRADUCTION Raymond Clarinard (responsable, Courrier Histoire), Mélanie Liffschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcot (chef de service adjointe, anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Manon Delfour-Peyrethron (anglais, allemand), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol), Leslie Talaga (anglais, espagnol) **RÉVISION** Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 17 35), Isabelle Bryskier, Philippe Czerepak, Aurèle Delvigne, Françoise Hérol, Julie Martin

PÔLE VISUEL Sophie-Anne Delhomme (responsable), **WEB DESIGN ET ANIMATION** Alexandre Errichello (chef de service, 16 17), Benjamin Fernandez, Jonathan Renaud-Badet, Pierrick Van-Thé **ICONGRAPHIE** Luc Briand (chef de service, 16 41), Lidwine Kervella (16 10), Stéphanie Saindon (16 53), Céline Merrien (colorisation) **MAQUETTE** Alice Andersen (chef de service, 16 37), Denis Scudeller (chef de fabrication), Gilles de Obaldia **CARTOGRAPHIE** Thierry Gauthé (16 70) **INFOGRAPHIE** Catherine Doutey (16 66) **INFORMATIQUE** Denis Scudeller

AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 17 37), Jessica Robineau (16 08) Dially Konate (17 38)

DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 45 35) **IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE :** Maury, 45 330 Malesherbes

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Julien Abirama, Juliette Allin, Lionel Blot, Jean-Baptiste Bor, Isabelle Bouchery, François Burkard, Antoine Cuny-Le Callet, Anne-Françoise Cochet, Sébastien De Poortere, Maddalena De Vio, Marion Doutreligne, Elorri Laborde, Sophie Laurent-Lefèvre, Pauline Le Troquier, Clara Limouzin, Joséphine Maunier, Valentine Morizot, Astrid Mouget, Anne Romefort, Valentin Scholz, Nina Schreier, Manon Selli, Vincent Tarrière, Isabelle Taudière, Léo Thomas, Yuta Yagishita, Gudrun Zett

PUBLICITÉ MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11 469, 75007 Paris Cedex 13, tél. : 01 57 28 20 00 **Présidente** Laurence Boniccali Bridier, **Directrice générale adjointe, Marketing & Études** Elisabeth Cialdella (elisabeth.cialdella@mpublicite.fr, 39 68), **Directeur délégué, directeur de Marque** Courrier international David Eskenazy (david.eskenazy@mpublicite.fr, 38 63) **Directeur délégué Activités** **programmationnelles, AD Tech & Monétisation** Sébastien Noel (sebastien.noel@mpublicite.fr, 37 00) **Directeur délégué, pôle Agences** François de Ren (françois.deren@mpublicite.fr, 30 21) **Directeur délégué, pôle Opérations spéciales** Steeve Dablin (steeve.dablin@mpublicite.fr, 38 84)

RESPONSABLE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellon (16 06) Lucie Madalena (gestion) Droits Eleonora Pizzi (16 52) **Comptabilité** 01 48 88 45 51 **Directeur de la diffusion et de la production** Xavier Loth **Directrice des ventes** Sabine Gude **Responsable commerciale internationale** Saveria Colosimo Morin (01 57 28 32 20) **Chef de produits** Valentin Moreau (01 57 28 33 99) **Communication et promotion** Brigitte Billiard, Christiane Montillet **MARKETING** Sophie Gerbaud (directrice, 16 18), Véronique Lallemand (16 91), Véronique Saudemont (17 39), Kevin Jolivet (16 89), Martine Prévot (16 49)

Modifications de services ventes au numéro, réassortis 08 05 05 01 47 **Service clients** Abonnements Courrier international, Service abonnements, A2100 - 62066 Arras Cedex 9 Tél. 03 21 13 04 31 Fax 01 57 67 44 96 (du lundi au vendredi de 9h à 18h) **Courriel** abo@courrierinternational.com Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 119 €. Autres destinations : <https://boutique.courrierinternational.com>

Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>

Courrier international, USPS number 013-465, is published weekly 48 times per year (triple issue in August and in December), by Courrier International SA c/o Distribution Grid, at 900 Castle Rd Secaucus, NJ 07094, USA. Periodicals Postage paid at Secaucus, NJ, and at additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to Courrier International c/o Express Mag, 8275, avenue Marco-Polo, Montreal, QC H1E 7K1, Canada.

Origine du papier: Allemagne, 100 % de fibres recyclées. Ce magazine est imprimé chez MAURY certifié PEFC. Eutrophisations: Ptot < 0,002 kg/tonne de papier. Ouvrage imprimé à 100 % avec des encres respectueuses de l'environnement et conformes à la norme Blue Angel.

ACPM

Certifié PEFC

Ce produit est issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.

[pefc-france.org](https://www.pefc-france.org)

10-31-1282



VICHY ET LES GRANDES VILLES D'EAUX D'EUROPE fraîchement inscrites au Patrimoine Mondial de l'UNESCO

VICHY Célestins et sa ville débordent de ressources naturelles.

La nouvelle est tombée : **la ville de Vichy**, seule ville française aux côtés de 10 autres grandes villes d'eaux d'Europe, vient d'être inscrite au **Patrimoine Mondial de l'UNESCO**, reconnaissant de manière officielle la valeur universelle et inestimable de cette ville d'eau.

De la Source des Célestins en passant par le Grand Casino, l'Opéra de Vichy, la Buvette Lardy ou encore la Galerie du Parc des Sources, ses atouts sont inépuisables et connus depuis toujours par ses habitants, curistes, touristes et simples curieux. Dotée d'une architecture thermale et d'une villégiature foisonnante, la ville de Vichy s'est principalement développée autour des sources thermales. Dès l'époque de Napoléon III, la belle société y prend ses quartiers. « Prendre les eaux à Vichy » devient une expression à la mode : on s'y montre, on s'y fait soigner et surtout on s'y amuse.



Toute la ville mise en valeur grâce à l'UNESCO

Une inscription au Patrimoine Mondial de l'UNESCO apporte une visibilité internationale et un nouveau regard des habitants sur le patrimoine exceptionnel qui les entoure tout en les encourageant à le préserver.

Cette distinction s'accompagne d'un droit inaliénable et permanent à la protection de ses sites, pour les générations actuelles et futures. Outre sa station thermale synonyme de bien-être et d'art de vivre, cette reconnaissance d'excellence prouve combien la ville de Vichy est riche et dense. Au-delà des retombées touristiques, il s'agit donc d'une occasion de faire connaître, expliquer et partager ce patrimoine.

Pourquoi VICHY Célestins est-elle si précieuse...

VICHY Célestins est une eau minérale naturelle riche en minéraux. Ses minéraux et oligo-éléments sont indispensables au bon fonctionnement de l'organisme.

VICHY Célestins est particulièrement renommée pour ses vertus hydratantes et digestives*.

S'hydrater dès le matin avec un verre de VICHY Célestins, c'est le bon réflexe au quotidien. Elle est l'alliée d'un teint éclatant. *"Avec VICHY Célestins, je me sens belle et bien !"*

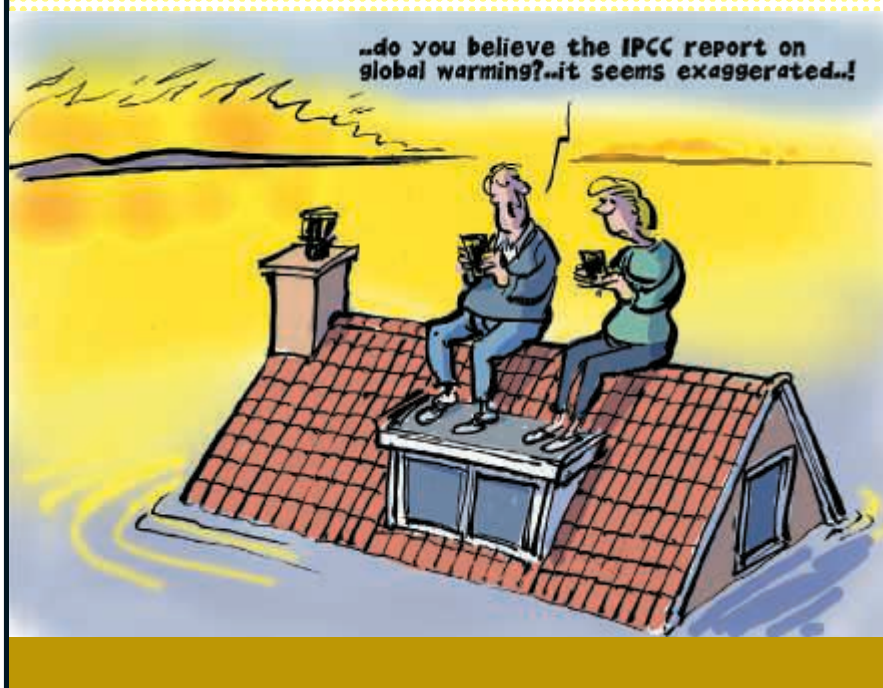
*L'eau minérale naturelle stimule la digestion
- arrêté du 14 mars 2007



7 jours dans
le monde

Climat. Il ne nous est plus permis d'attendre

Au lendemain du rapport du Giec qui parle d'«*alerte rouge pour l'humanité*», le *Guardian* insiste dans son éditorial sur «*l'immense responsabilité*» des dirigeants actuels.



—The Guardian Londres

La parution du sixième rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) a lieu sous un ciel embrasé par les incendies qui ravagent la Grèce et la Californie. Dans l'ouest de l'Allemagne, des milliers de foyers n'ont toujours pas d'eau courante ni d'électricité à la suite des inondations destructrices survenues en juillet. À Yakoutsk, ville de Sibérie qui connaît les hivers les plus rigoureux du monde, les habitants ont reçu pour consigne de rester enfermés en juillet en raison des fumées toxiques qui se dégageaient des feux de forêt déclenchés par les vagues de chaleur qui se sont enchaînées dès le printemps.

Le [sixième] rapport du Giec [dont le premier volet a été dévoilé lundi 9 août] a nécessité huit années de travail, il a été rédigé par les plus grands spécialistes du climat, et il a été validé par les gouvernements de 195 États. Ce document confirme et explique ce que nous observons au quotidien : l'effet cumulé des activités humaines depuis la révolution industrielle provoque «*incontestablement*» des changements climatiques rapides, susceptibles

d'être catastrophiques. Le jour que redoutaient les scientifiques, à la publication du premier rapport du Giec, en 1990, est arrivé.

En l'absence d'une réduction accélérée des émissions de gaz à effet de serre au cours des dix prochaines années, l'objectif énoncé dans l'accord de Paris en 2015 – limiter la hausse des températures à 1,5 °C – ne pourra pas être atteint. Cet échec aura un prix : le monde subira les effets irréversibles et exponentiels du réchauffement de la planète. Il y aura plus souvent des inondations plus graves, les canicules seront plus terribles et plus fréquentes, les sécheresses destructrices et récurrentes.

Si les données scientifiques sont irréfutables, le doute demeure quant à la volonté d'agir des politiques. Une immense responsabilité repose sur les épaules des dirigeants actuels, alors que l'humanité se trouve à la croisée des chemins : les décisions qui seront prises ou non d'ici à 2030 définiront le champ des possibles pour les générations futures. Un bond en avant est indispensable. Pourtant, sur tous les continents, les discours écologistes continuent de se traduire par des initiatives dont la lenteur sera mortelle. La Chine s'est engagée à atteindre la neutralité carbone en 2060, mais construit encore des centrales

à charbon sur son territoire et à l'étranger. À l'instar d'autres grands pollueurs, notamment la Russie et l'Inde, le pays a refusé de valider le plafond de 1,5 °C lors du sommet international organisé en avril 2021 par le président des États-Unis, Joe Biden. Comme l'a expliqué son envoyé spécial pour les questions climatiques, John Kerry, si l'on ne parvient pas à persuader ces pays de mettre en œuvre des mesures plus radicales d'ici à 2030, l'objectif de 1,5 °C sera probablement hors de portée.

À ce dangereux tournant de l'histoire, le Royaume-Uni, qui se trouve dans une situation unique pour agir, n'est pourtant pas prêt à accueillir le sommet crucial de la COP26 à Glasgow, en novembre. Alok Sharma, chargé des questions climatiques au sein du gouvernement britannique et président de la COP26, a voulu concentrer l'attention de tous sur le rapport du Giec. Dans un entretien paru au début d'août, il a déclaré qu'il serait bientôt trop tard pour enrayer la hausse des températures.

Tergiversations. Or, à l'approche de ce qui sera sans doute le sommet le plus important sur le sol britannique depuis la Seconde Guerre mondiale, l'action du gouvernement face au plus grand défi de notre temps se distingue par des retards et des tergiversations. La publication d'une stratégie sur la neutralité carbone, prévue au printemps 2021, a été reportée à l'automne, car certains craignent les dépenses qui en découleront. Des élus conservateurs ont commencé à faire pression pour ralentir la transition écologique, au motif fallacieux que les familles les plus pauvres devraient supporter l'essentiel des mesures.

De fait, il est bel et bien indispensable que la transition énergétique soit équitable, et cela est parfaitement à notre portée si les mesures et subventions adéquates sont adoptées. La pandémie de Covid-19 a montré que les responsables politiques étaient capables de relever les défis les plus impressionnants dès lors qu'ils admettaient qu'une époque exceptionnelle exigeait des mesures exceptionnelles. Mais, pour l'instant, rien n'indique que le gouvernement de Boris Johnson soit disposé à traiter la crise climatique de la même manière.

Cette position est inexcusable au vu des conclusions frappantes du Giec et du rôle d'organisateur de la COP26 que doit jouer le Royaume-Uni. Les données scientifiques ne laissent aucune place au doute. Le verdict est limpide : nous ne pouvons plus nous permettre de négocier ou de reporter la gestion de cette crise. La génération actuelle a la responsabilité de remédier à la situation.

Publié le 9 août

**Lire également notre dossier :
Vivre avec la canicule, pp. 26 à 35**

À la une



TURQUIE. «*L'ère du feu a commencé*», titre le quotidien *Milliyet*. Le pays a perdu cet été près de 900 km² de forêt.



COLOMBIE. «*Ce n'est pas le climat, c'est nous*», assène *El Espectador*, qui rappelle que le rôle de l'humain dans le dérèglement climatique est connu depuis longtemps.



BELGIQUE. «*À trois mois du sommet de Glasgow, le Giec présente un rapport alarmant*», titre *De Standaard* avec une photo d'Eubée, en Grèce.



MONDE ARABE. «*La Terre étouffe*», titre le 10 août le quotidien panarabe édité à Londres *Al-Araby Al-Jadid*.

DESPERADOS VIRGIN 0,0% ALC.



SERVICEPLAN H-Entreprise RCS Nanterre 414842062

Desperados Virgin 0,0 est une bière sans alcool (0,0% vol.) aromatisée agrumes & zestes de citron.

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.

Bienvenue aux pèlerins vaccinés

ARABIE SAOUDITE — Après dix-huit mois de fermeture de ses frontières, pour cause de pandémie, l'Arabie Saoudite a annoncé le 7 août qu'elle allait rouvrir La Mecque aux fidèles étrangers vaccinés. "Dans un premier temps, 60 000 permis par mois seront accordés aux pèlerins de l'omra [petit pèlerinage], mais ce nombre sera progressivement porté à 2 millions par mois", précise **Al-Jazeera**. Le petit pèlerinage, contrairement au hadj, peut être accompli tout au long de l'année. Il attire des millions de visiteurs, venus du monde entier.

Adiós!



ESPAGNE

— C'est une "bombe" qui a secoué dans la soirée du 5 août la Catalogne et plus largement l'Espagne, l'Argentine et le monde du football, une nouvelle à la une d'**El Periódico de Catalunya** dès le lendemain : "Le Barça a annoncé à la surprise générale que Messi s'en allait." "Incroyable", titre le quotidien barcelonais. La direction du club a rejeté sur la Liga la responsabilité du départ de son génie argentin, dénonçant notamment le plafond salarial qu'elle a mis en place. Le sextuple Ballon d'or a finalement conclu un accord avec le PSG qui réussit un recrutement tout aussi incroyable.

Accusé de blasphème à 9 ans

PAKISTAN — Dénoncé pour avoir "intentionnellement uriné sur un tapis à l'intérieur de la bibliothèque d'une école coranique", écrit depuis Lahore **The Daily Times**, un garçon hindou de 9 ans est poursuivi pour blasphème au Pendjab. En raison de son âge, il a été libéré sous caution. Une décision qui a provoqué la colère de musulmans, qui ont profané un temple hindou. Vingt d'entre eux ont été interpellés le 7 août. De peur des représailles, la famille du garçon est en fuite. Le garçon lui-même a été placé sous la protection de la police. Au Pakistan, les accusations de blasphème sont passibles de la peine de mort.

Biden peut crier victoire

ÉTATS-UNIS — Une large majorité de sénateurs démocrates et républicains ont voté le 7 août la fin des débats sur l'ambitieux plan d'investissement dans les infrastructures du président américain. Le projet de loi "semble bien parti pour être adopté par le Sénat – une victoire pour Biden", estime **Politico**. La loi autorise 550 milliards de dollars de nouvelles dépenses fédérales pour financer routes, ponts, aéroports et Internet à haut débit, et prévoit de réorienter d'autres financements publics déjà existants, pour porter l'enveloppe globale à 1 200 milliards de dollars.

➤ Dessin de De Angelis, Italie.



JEUX OLYMPIQUES DE TOKYO

Plus forts que le Covid

Reportés d'un an pour cause de pandémie, les Jeux olympiques se sont finalement tenus. Ils ont offert au monde, en plus des exploits sportifs, un beau symbole de combativité et de solidarité, estime ce quotidien espagnol.

—El País Madrid

Les Jeux olympiques de 2020 [reportés à 2021 en raison de la pandémie] se sont achevés [le 8 août]. Fidèle reflet des difficultés que traversent nos sociétés en raison du Covid-19, ces Jeux sont parvenus à transmettre le message suivant : avec de la détermination, de l'unité, le sens du sacrifice et de la solidarité, on peut s'en sortir.

Plus que jamais, les valeurs qui sont celles du sport, une saine compétitivité alliée à l'esprit de camaraderie et au travail en équipe, ont été l'élément moteur pour que ce rendez-vous, qui a dû être ajourné et dont l'organisation n'a longtemps tenu qu'à un fil, puisse avoir lieu avec toutes les garanties qu'exige l'un des rares événements de portée mondiale, mobilisant des milliers de professionnels et de bénévoles autour de la planète.

Les tensions accumulées pendant la

préparation des Jeux ont abouti à la démission de nombreux organisateurs. Ces tensions ont commencé à se calmer pendant la cérémonie d'ouverture qui, par sa sobriété, est parvenue à exprimer la solennité du moment : Tokyo allait être la preuve vivante que le monde n'était pas prêt à se rendre face à l'adversité. Tous les sportifs ont dû se préparer dans des conditions difficiles. Puis, l'émotion de la compétition a régné jusqu'au dernier jour. Tokyo 2020, non content de témoigner de l'immense effort consenti partout dans le monde pour sortir

de la pandémie, a aussi été au cœur de certains des débats qui agitent notre époque. Les gymnastes allemandes ont protesté contre la sexualisation de leur sport. L'Américaine Simone Biles a osé dénoncer la pression dans laquelle travaillent les sportives de haut niveau et qui nuit à leur santé mentale. La Biélorusse Krystsina Tsimanouskaya a affronté avec courage l'un des régimes despotiques qui piétinent les libertés individuelles.

Autres thèmes qui se sont invités lors de ces Jeux : le changement climatique, les joueurs ayant dû s'affronter par des températures épouvantables, ou encore les terribles conditions de vie des réfugiés, dont des représentants participaient pour la deuxième fois aux compétitions. Et plus que jamais, la parité aura été au rendez-vous. Via les téléviseurs permettant de suivre les épreuves, ces Jeux auront été un appel à lutter ensemble.

Les exploits sportifs proprement dits, qui n'ont pas manqué, ou la participation de la délégation espagnole – elle a obtenu autant de médailles qu'aux Jeux de 2016, à Rio – ont, malgré tout, été éclipsés cette année par la menace du virus. La combativité des participants, sportifs et non sportifs, a été plus forte.

Seiko Hashimoto, la présidente du comité organisateur, a parlé de "courage". Un mot adéquat pour résumer l'atmosphère d'une compétition réalisée dans des conditions anormales – sans public –, au diapason des grandes valeurs olympiques : universalisme, fair-play, solidarité. Tokyo a insufflé une énergie nouvelle au monde dans son combat contre une pandémie aux effets dévastateurs.—

Publié le 9 août

N°1

EN NOMBRE DE TÉLÉCHARGEMENTS MOBILES, Facebook a été devancé par TikTok. "TikTok, application de partage de vidéos développée en Chine, est tête de liste des plateformes de réseaux sociaux pour la première fois", annonce Nikkei Asia le 9 août. Elle dépasse désormais non seulement Facebook, mais aussi WhatsApp, Instagram et Messenger, tous propriété du réseau social américain, et ce "même aux États-Unis", souligne le magazine japonais.

Courrier international



Analyser

les points de vue de l'étranger
sur la France



Comprendre

l'actualité du monde



Débattre

des grandes questions
qui agitent le monde



Interpréter

les différents éclairages
sur l'histoire



Apprendre

en puisant dans les meilleures
sources d'information

9,90€
PAR MOIS
au lieu de
~~18,23 €*~~

**VOTRE
ABONNEMENT
COMPREND :**

1 an
(52 numéros)



l'accès au
site Internet
et au **Réveil**
Courrier sur
tous vos supports
numériques.



EN CADEAU

6 hors-séries
de **Courrier international**
si j'opte pour le prélèvement.



**Valeur
51€***

Bon d'abonnement

à retourner à : *Courrier international* - Service Abonnements A2100 - 62066 ARRAS Cedex 9

- ☐ **Oui, je profite de cette Offre liberté** pour **9,90 €** par mois au lieu de ~~18,23 €*~~
et je recevrai **en cadeau** les **6 hors-séries** de *Courrier international* au fur et à mesure de leur parution.
Je complète le mandat SEPA ci-dessous.

- ☐ **Je préfère régler en une fois 119 €** au lieu de ~~218,80 €*~~
par chèque bancaire à l'ordre de *Courrier international*

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :
<https://abo.courrierinternational.com/auto2>
ou téléphonez au 03.21.13.04.31 (du lundi au vendredi, de 9 heures à 18 heures)

Réduction
de plus de
45%**

☐ Monsieur ☐ Madame

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

*Prix de vente au numéro. Offre réservée aux particuliers, valable jusqu'au 31/12/2021 pour un premier abonnement en France métropolitaine. Etranger nous consulter. Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site Internet : boutique.courrierinternational.com/cgv-co. En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et de la gestion des réclamations et, en fonction de vos choix, d'actions marketing sur ses produits et services et/ou ceux de ses partenaires. Conformément à la loi "informatique et libertés" du 06/01/1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de portabilité, de suppression et d'opposition au traitement de vos données, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI - 67/69 avenue Pierre Mendès France - 75013 paris. Pour toute réclamation, www.cnil.fr.

RCO21BA1606

Je remplis le mandat de prélèvement SEPA ci-dessous et je joins un RIB.

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez Courrier international SA à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de Courrier international SA. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

Vous acceptez que le prélèvement soit effectué à l'installation de votre abonnement. Vos droits concernant le prélèvement sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Les informations contenues dans le présent mandat, qui doit être complété, sont destinées à n'être utilisées que par le créancier pour la gestion de sa relation avec son client. Elles pourront donner lieu à l'exercice, par ce dernier, de ses droits d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de portabilité, de limitation des traitements, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI - 67/69 avenue Pierre Mendès France - 75013 paris. Pour toute réclamation, www.cnil.fr.

TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER

Nom :
Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :

DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER

IBAN - Numéro d'identification international du compte bancaire
BIC - Code international d'identification de votre banque

RÉFÉRENCE UNIQUE DU MANDAT (RUM)

.....
Sera rempli par Courrier international
Paiement récurrent
Fait à :
Le :

Signature obligatoire

Organisme créancier :

Courrier international - ICS : FR11ZZZ396542
67, avenue Pierre-Mendès-France - 75013 Paris

d'un continent à l'autre.

france



Asie	14
Moyen-Orient...	16
Afrique	18
Amériques.....	20
Europe	23

Vaccination. Fallait-il passer en force ?



FOCUS

Obligation vaccinale déguisée et menace pour la démocratie pour les uns, choix raisonnable pour les autres, le pass sanitaire imposé par le gouvernement français divise la presse étrangère. Réactions.

NON

L'exemple à ne pas suivre

—The Daily Telegraph
(extraits) Londres

Il est toujours gênant pour un gouvernement d'opérer un virage à 180 degrés. Plus d'un responsable politique qui a promis de manger son chapeau s'il était amené à prendre telle ou telle décision s'est retrouvé à assaisonner son plus beau couvre-chef quelques semaines plus tard. Sauf qu'en pleine pandémie, où, la communication, les recommandations et la confiance sont primordiales, ces revirements de la parole publique peuvent avoir de lourdes conséquences.

Voyez l'exemple français, où après avoir insufflé le doute et la peur concernant les vaccins, le gouvernement menace à présent de pénaliser ceux qui ne s'empresent pas de se faire vacciner. Alors qu'il avait d'abord jugé le vaccin AstraZeneca "quasi inefficace" – contribuant ainsi à une

campagne de désinformation européenne sur l'efficacité et la sécurité du vaccin pour les plus de 65 ans –, Emmanuel Macron a fait adopter en toute hâte un nouveau texte de loi rendant le pass sanitaire obligatoire dans de nombreux espaces publics à compter du mois d'août. Il y a quelques jours, s'exprimant depuis l'entrée d'un hôpital de Polynésie française, Macron n'a pas hésité à critiquer "les gens qui sont dans la mobilisation irrationnelle, parfois cynique, manipulatrice" – admirable de la part d'un homme qui s'en est pris au britannique AstraZeneca par mesure de rétorsion après le Brexit.

Mur de critiques. L'extension du pass sanitaire à des pans de plus en plus larges de la société en France n'est pas une surprise. Le président a commencé par déclarer que "les médecins, infirmières, personnels soignants et bénévoles" au contact des personnes vulnérables devraient avoir reçu leurs deux doses de vaccins avant le 15 septembre, sous peine de perdre leur emploi. Il a ensuite annoncé que la participation à tout rassemblement de "plus de 50 personnes" serait soumise à la présentation d'une

preuve de vaccination complète ou d'un test négatif. Depuis le début du mois d'août, l'obligation vaccinale s'impose à toute personne désireuse d'entrer dans un café, un bar, un restaurant, un centre commercial ou de voyager dans un train longue distance [l'accès à ces lieux publics est également possible en présentant un test négatif de moins de 72 heures ou un certificat de rétablissement].

Le gouvernement français ne se préoccupe pas seulement d'imposer la vaccination aux adultes. Un peu plus tôt, le ministre de l'Éducation, Jean-Michel Blanquer, avait communiqué de nouvelles règles faisant le distinguo entre élèves vaccinés et non vaccinés. Depuis juin, les enfants de plus de 12 ans peuvent se faire vacciner en France. Un nouveau système sera mis en œuvre dans les écoles à partir de la rentrée de septembre, reposant sur un code couleurs : vert, jaune, orange et rouge. Outre l'obligation de porter un masque, les élèves non vaccinés seront renvoyés chez eux si un cas de Covid était signalé dans leur classe.

Ainsi que le souligne le syndicat national des enseignants de second degré, cette mesure est "déconnectée de la réalité" et voudrait faire croire que l'éducation peut être conditionnée au carnet médical.

En dépit du mur de critiques que suscitent ces incessantes atteintes à la liberté de choix des citoyens français, Emmanuel Macron semble déterminé à défendre son approche coercitive de la vaccination. Le nombre de personnes vaccinées a incontestablement augmenté depuis l'annonce des nouvelles menaces gouvernementales. Sauf que

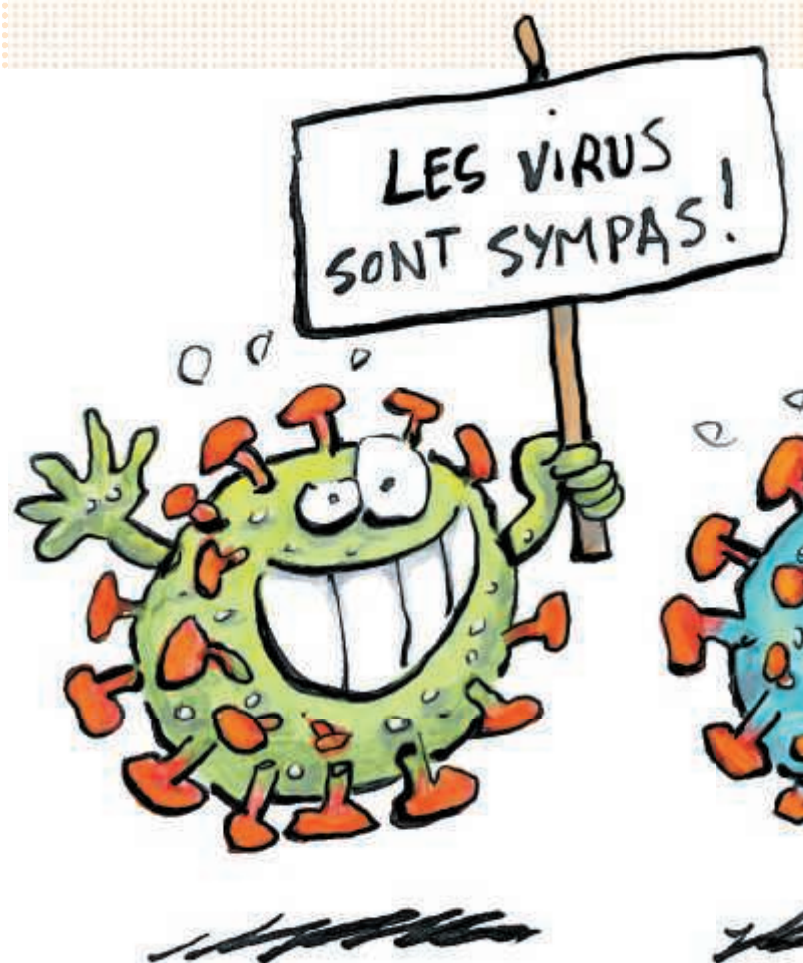
cela revient un peu à se féliciter de la baisse du tabagisme quand les autorités font tripler le prix du paquet de cigarettes et qu'il est interdit de fumer partout à moins de ne se trouver

au beau milieu d'un champ. La coercition fonctionne souvent parce que, par définition, l'usage de la force laisse généralement peu de choix aux gens.

Le président devrait toutefois se méfier des répercussions que ne manquera pas d'avoir le recours à la manière forte pour la démocratie française. Reste

qu'il n'est pas trop tard pour que le Royaume-Uni emprunte, lui, une voie différente. Les partisans d'une société "contrôle des papiers, s'il vous plaît" ont cessé de murmurer à l'oreille de Boris Johnson et commencent maintenant à hurler. La moitié de la population française sera bientôt entièrement vaccinée, un exploit pour un pays terrorisé par le risque de caillot sanguin il y a tout juste six mois. Au Royaume-Uni aussi, l'adoption du vaccin est l'une de rares réussites dont l'on peut se féliciter depuis les seize derniers mois. Alors pourquoi risquer d'entacher ce succès en adoptant à présent des mesures illibérales ?

La plupart des personnes non vaccinées ne sont pas convaincues que l'on veut leur insérer des micropuces dans l'organisme ni n'adhèrent à tout autre théorie démoniaque de ce genre, leurs craintes et hésitations peuvent être apaisées en discutant avec des médecins, des amis et d'autres concitoyens. Plutôt que d'essayer d'éradiquer le problème, les gouvernements doivent comprendre ce qu'ils ont eux-mêmes engendré en alertant sur la dangerosité de cette pandémie : l'inquiétude des gens se reporte à présent sur



OPINION

↓ Dessin de Cécile Bertrand, Belgique.



leur niveau de confiance envers les experts. Ce matin, les unes de journaux s'alarmaient du faible taux de vaccination des femmes enceintes – fait pourtant peu surprenant quand on sait qu'il y a quelques mois, leurs médecins leur disaient de ne pas se faire vacciner.

En temps de crise, ce sont nos actes qui comptent, et les principes ne valent que lorsqu'ils sont mis à l'épreuve. On peut avoir des discussions nuancées sur la meilleure façon de répondre aux craintes de ceux qui hésitent à se faire vacciner. Il ne paraît pas raisonnable de laisser une personne non vaccinée continuer à travailler dans une maison de personnes âgées, par exemple. Il

semble encore moins raisonnable de créer un système à double vitesse dans les écoles alors que la cohésion sociale a si cruellement fait défaut aux jeunes isolés et atomisés. Tous ces débats sont importants – alors qu'ils ont mené une politique de mésinformation générale sur les vaccins, Macron et son gouvernement jugent à présent "irrationnelle" toute personne qui émet des doutes sur le sujet. Après tous les beaux discours sur l'indépendance, la démocratie et la liberté du Royaume-Uni post-Brexit, il serait dommage de voir notre gouvernement suivre l'exemple de Manu.

—Ella Whelan
Publié le 2 août

OUI

La liberté est un bien commun

—The Local (extraits)
Stockholm

En France, les manifestations contre le pass sanitaire se poursuivent... et prennent de l'ampleur. Pendant ce temps, la campagne vaccinale française bat son plein.

Le nombre quotidien de premières doses a doublé depuis les annonces d'Emmanuel Macron le 12 juillet, soit l'impossibilité de prendre les transports en commun sur de longues distances et d'accéder aux loisirs, à moins d'être vacciné ou de multiplier les dépistages, qui seront bientôt payants.

Si Macron voulait forcer les hésitants et les flemmards à sauter le pas, c'est une franche réussite. Au Royaume-Uni, au contraire, la campagne, qui avait si bien commencé, a désormais un coup dans l'aile.

Dans quelle mesure doit-on prendre au sérieux les

manifestations d'opposition au pass sanitaire ? Commençons par quelques chiffres. Le 24 juillet, 160 000 personnes ont défilé dans plus de 200 manifestations partout en France, soit 30 % de plus que la semaine précédente. C'est moitié moins qu'au début des "gilets jaunes", en novembre 2018.

Le mouvement a-t-il le soutien des Français ? Selon un sondage Ifop pour le Journal du dimanche, 35 % des personnes interrogées étaient favorables à la mobilisation. Au début des "gilets jaunes", le soutien populaire était supérieur à 70 %. Une personne sur trois, ça paraît beaucoup, mais c'est peu en réalité dans le contexte français. Quasiment toutes les manifestations d'opposition au gouvernement – quel que soit le sujet – ont le soutien d'au moins 50 % des Français.

Argumenter. Selon le même sondage, ceux qui soutiennent les anti-pass sanitaire sont surtout affiliés à l'extrême gauche (57 %) ou à l'extrême droite (49 %), et une majorité de ces personnes s'identifient ou s'identifiaient aux "gilets jaunes" (67 %). Autrement dit, c'est en partie un mouvement anti-Macron.

Ce n'est toutefois pas aussi simple. L'opposition au pass sanitaire est forte au sein de la jeunesse, car 51 % des 18-35 ans déclarent avoir de la sympathie pour le mouvement. Ceux qui ont défilé les derniers samedis de juillet n'étaient pas tous des antivax ou des complotistes.

Le mouvement est hétéroclite. Quelques éléments isolés sont violents et plusieurs centres de vaccination ont été vandalisés. Le 24 juillet, de nombreux manifestants ont à nouveau recouru à d'odieuses comparaisons en portant l'étoile jaune qui était imposée aux Juifs pendant l'occupation nazie en France, ou en assimilant le pass sanitaire à un "apartheid". C'est odieux mais c'est aussi idiot. Les Juifs ne pouvaient pas choisir de ne pas être juifs entre 1940 et 1944. Les Sud-Africains noirs ne pouvaient pas choisir d'être blancs. Le fait que ces personnes aient été juives ou non blanches n'était pas une menace pour le reste de la société.

Par ailleurs, certains manifestants ont opposé des arguments cohérents à la stratégie de Macron.

N'oublions pas qu'avant juillet Macron lui-même était contre la vaccination obligatoire. Citons plusieurs des arguments avancés :

"C'est une attaque contre les libertés fondamentales... Notre corps nous appartient... Si on ne réagit pas, on perdra d'autres libertés..."

"Pourquoi est-ce que les jeunes doivent se faire vacciner alors que le Covid n'est pas un danger pour eux ?"

"Si l'obligation vaccinale n'était pas justifiée jusque-là, pourquoi l'est-elle aujourd'hui alors que beaucoup de gens sont déjà vaccinés et que les nouveaux variants ne provoquent pas tant de cas graves et de décès ?"

Au moins, ces arguments relèvent du rationnel. Ils méritent des réponses. Et c'est ce que semble faire le gouvernement : différencier les manifestants raisonnables des cyniques et des forcenés. Le gouvernement doit faire entendre ses contre-arguments, plus fermement et plus intelligiblement. Le philosophe Michel Onfray (qui est loin d'être un sympathisant de Macron) souligne que le refus de la vaccination n'est pas uniquement un choix individuel, car il a des conséquences pour nous tous.

En France, une dizaine de vaccins sont obligatoires. Ces règles sont déjà une "attaque contre la liberté individuelle". Un peu comme la ceinture de sécurité. Nous allons vivre encore des mois, voire des années, avec le Covid-19 et ses variants. S'il faut se réjouir que 60 % des Français aient reçu une première dose, ce chiffre n'est pourtant pas suffisant. Il faudra probablement 90 % de vaccinés pour atteindre l'immunité collective. S'il y a de moins en moins de décès et de cas graves, il reste un grand nombre de Covid longs, qui risquent de laisser des séquelles à vie – même chez les jeunes.

Macron aurait-il dû rendre obligatoire la vaccination contre le Covid, tout simplement ? Peut-être. Mais son compromis proposé aux non-vaccinés est raisonnable : "Vous refusez d'être protégés et c'est votre choix. Nous choisissons de ne pas être confrontés à vous dans les espaces clos."

À mon avis, les manifestations vont continuer. Les farfelus, les jusqu'au-boutistes et les manifestants du dimanche défilent indéfiniment. Les personnes plus modérées, plus raisonnables, passeront à autre chose.

—John Lichfield
Publié le 27 juillet

237 000

MANIFESTANTS. "Au regard des standards français, les manifestations qui se sont déroulées à travers le pays au cours des quatre derniers week-ends n'ont regroupé peu de monde", remarque le **Guardian**. Dans toute la France, 237 000 personnes se sont réunies samedi 7 août pour contester l'entrée en vigueur du pass sanitaire. Si la grande majorité des Français y est favorable, les craintes d'une "large minorité" sont légitimes et doivent être prises en compte, juge le titre.



La carotte ou le bâton ?

Gratifications pour les vaccinés, mise au ban pour les contrevenants ? Pour ce quotidien britannique, le recours à la contrainte ne doit pas faire oublier le besoin d'information de la population.

— **Financial Times** Londres

Face à la propagation sur toute la planète du variant Delta, une souche du coronavirus deux fois plus contagieuse que celle qui a déclenché la pandémie il y a dix-huit mois, les gouvernements des pays développés étudient un éventail de plus en plus large de mesures de type "carotte et bâton" pour persuader les personnes hésitantes de se faire vacciner.

Certes, des actions sont nécessaires à l'heure où les taux de contamination grimpent de nouveau en flèche tandis que les stocks de vaccins augmentent dans les pays développés. Pourtant, il est bien difficile de savoir quelle solution est la bonne entre exclure les personnes non vaccinées du monde du travail et des loisirs en exigeant des certificats de vaccination ou récompenser généreusement les personnes qui se font vacciner en leur accordant des avantages allant de simples billets de loterie à des récompenses financières.

Selon des enquêtes menées dans plusieurs pays, l'adoption d'une ligne dure pour encourager la vaccination aurait la faveur du public, et il est avéré

accéder aux lieux de divertissement et de restauration, et vingt-quatre heures plus tard, 1,7 million de Français supplémentaires s'étaient inscrits pour se faire vacciner.

Cependant, les pouvoirs publics doivent également tenir compte des inconvénients de la contrainte. L'un d'eux est le risque d'approfondir les divisions politiques et sociales sur le Covid, entre une majorité favorable aux vaccins et une minorité bruyante opposée à la vaccination obligatoire pour diverses raisons, touchant aussi bien à des questions d'innocuité qu'à des objections libertaires aux traitements médicaux obligatoires. Des milliers de personnes ont ainsi manifesté à Paris contre les mesures prises par Emmanuel Macron.

Il faut également faire attention car, dans de nombreux pays, les plus réticents à se faire vacciner font partie de groupes ethniques noirs ou minoritaires, déjà victimes de discriminations. Rendre la vie plus difficile aux personnes non vaccinées risque d'exacerber le sentiment d'injustice déjà présent dans la société.

Par ailleurs, conditionner un emploi à l'obligation de se faire vacciner peut se justifier dans des emplois impliquant un contact important avec des personnes vulnérables. Les professionnels de la santé et le personnel des maisons de retraite doivent donc à ce titre être vaccinés. Pour ce qui est des autres employés, tels que les enseignants, les policiers, les personnes travaillant dans la vente au détail ou l'hôtellerie, l'argument est à utiliser de façon plus nuancée. Ainsi, la semaine dernière, le président Joe Biden a présenté des propositions raisonnables concernant les fonctionnaires fédéraux américains,

leur demandant soit d'être entièrement vaccinés, soit de porter un masque sur leur lieu de travail en se soumettant régulièrement à des tests.

Les certificats de vaccination ne datent pas d'hier pour les voyages internationaux, et il paraît logique de les ressusciter au moment du Covid-19, même s'il faut s'entendre sur leur forme et sur la nature des vaccins acceptés. Les voyageurs non vaccinés ne devraient pas être exclus des avions, mais devraient subir des tests très rigoureux pour y accéder.

Rendre la vie plus difficile aux non-vaccinés risque d'exacerber le sentiment d'injustice.

Dans le secteur des loisirs et du divertissement, des contextes politiques et sociaux différents impliquent des exigences en matière de vaccination qui peuvent varier selon les pays. Alors que certains rendent parfois obligatoire la présentation de certificats pour l'accès à des lieux très fréquentés, d'autres laissent les entreprises libres de prendre leurs propres dispositions.

En matière de "carotte", l'idée de Joe Biden de faire offrir par les États des récompenses de 100 dollars à ceux qui acceptent de se faire vacciner paraît peu judicieuse. Si l'octroi de petits avantages comme des billets de loterie, de la nourriture ou des bons de voyage semble approprié, des cadeaux importants sous forme d'argent risquent en revanche d'agacer ceux qui, au début, se sont portés volontaires pour se faire vacciner sans obtenir à l'époque de récompenses de ce genre. Un tel stratagème donnerait également aux vaccinosceptiques la fausse impression que le gouvernement cherche à soudoyer les gens pour qu'ils entreprennent une démarche dangereuse.

Même si le recours à des solutions de type "carotte et bâton" peut faire augmenter le taux de vaccination, en particulier chez les jeunes, les pouvoirs publics ne doivent pas surestimer leur pouvoir. L'information, l'éducation et la persuasion ont encore un rôle essentiel à jouer.—

Publié le 2 août



Vu d'ailleurs

Italie. Un pass sanitaire "light"

● **Preuve de la proximité entre Mario Draghi et Emmanuel Macron, le président du Conseil italien a opté pour l'élargissement du pass sanitaire seulement dix jours après l'allocution du président français.** Conformément aux annonces de Draghi le 22 juillet, le Green Pass, pendant italien du pass sanitaire, est obligatoire depuis le 6 août pour les bars et les restaurants, selon des modalités comparables à celles en vigueur en France. Mais des différences fondamentales se dessinent entre les deux systèmes. Par exemple, de l'autre côté des Alpes, "sont éligibles au Green Pass tous ceux qui ont reçu la première dose de vaccin", explique le quotidien milanais **Corriere della Sera**.

A contrario, les deux doses sont nécessaires en France pour accéder au précieux sésame. Autre différence de taille, nos voisins n'ont pas besoin d'exhiber leur certificat pour s'asseoir en terrasse, ni pour consommer au comptoir. Draghi semble donc avoir adopté une version plus légère du pass sanitaire. Mais, comme en France, celle-ci a tout de même donné lieu à de nombreuses contestations. Sur un seul domaine les Italiens se montrent plus sévères : les écoles. En effet, annonce **La Repubblica**, "le Green Pass sera obligatoire pour tout le personnel des établissements scolaires", y compris les enseignants. Les élèves, eux, devraient y échapper, sauf les étudiants à l'université qui, comme leurs professeurs, devront bel et bien exhiber le pass à la rentrée.

Royaume-Uni. Coup de pression sur les jeunes

● **"Sur le chemin menant à l'immunisation de tous les adultes, le gouvernement britannique rencontre son premier grand obstacle",** constate le quotidien **i**. Le problème, poursuit le journal, réside dans le taux de vaccination des jeunes. "Si 88 % des adultes [en Angleterre] ont déjà reçu une dose de vaccin contre le Covid-19, seuls 66 % des Anglais âgés de 18 à 29 ans ont reçu leur première dose", détaille le **Financial Times**. Afin de les inciter à se faire inoculer le vaccin, Boris Johnson a dégainé la carte du pass vaccinal obligatoire pour entrer en boîte de nuit "et dans d'autres lieux recevant beaucoup de public". Annoncée le 19 juillet, la mesure doit entrer en vigueur courant septembre, au grand dam de nombreux députés de la majorité conservatrice et de l'opposition, qui dénoncent une rupture d'égalité et prévoient de s'y opposer au Parlement à la rentrée. "Les jeunes sont clairement visés, alors qu'ils sont les derniers à avoir eu accès à la vaccination. C'est une mesure sévère et contre-productive", regrette le journal **i**. Reste que, pour certains journaux et responsables politiques, ce projet de certificat obligatoire "n'est qu'une menace pour encourager la vaccination" et ne verra en réalité jamais le jour.

États-Unis. Les entreprises prennent la main

● **En l'absence d'obligation au niveau fédéral, aux États-Unis, les entreprises prennent de plus en plus les**



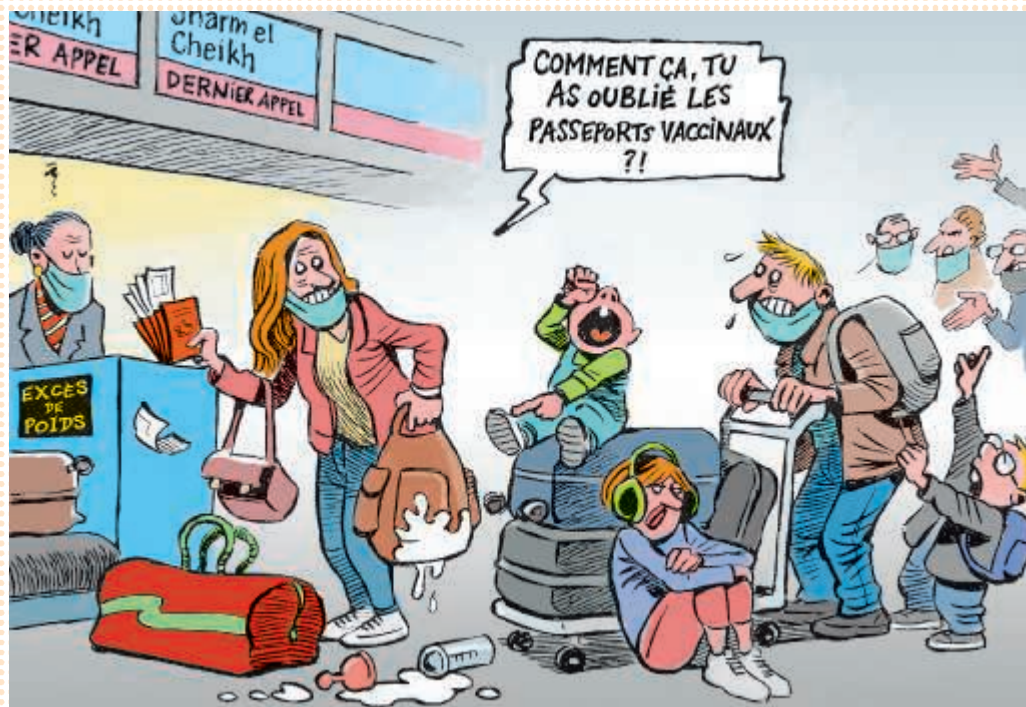
ÉDITO

L'adoption d'une ligne dure pour encourager la vaccination aurait la faveur du public.

que ces mesures parviennent à faire augmenter les taux de vaccination, du moins à court terme. Pour preuve : le 12 juillet, le président français Emmanuel Macron annonçait que la vaccination serait obligatoire pour le personnel soignant et que [le pass sanitaire] serait exigé pour

↓ *Dessin de Chappatte paru dans **Le Temps**, Lausanne.*

devants. Le 3 août, le plus gros détaillant de viande du pays, Tyson Foods, annonçait qu'il allait exiger la vaccination pour l'ensemble de son personnel dans le pays, soit 120 000 salariés, rapportait le **Wall Street Journal**. Le mouvement avait été lancé il y a quelques semaines par la banque Morgan Stanley, qui a demandé à ses employés de se faire vacciner avant de revenir travailler au siège à New York début juillet – ou de continuer le télétravail. La *“vague de nouvelles mesures”* a touché *“les constructeurs automobiles de Détroit, les universités du Missouri, les géants de la technologie de Californie et désormais les travailleurs des parcs à thème et de l'hôtellerie en Floride, en Californie, à Hawaï et ailleurs”*, explique le **Washington Post**. Walmart, premier employeur privé du pays, rend également la vaccination obligatoire pour les salariés de son siège et a doublé le montant de la prime incitant à la vaccination (en la portant à 150 dollars) pour ceux de ses entrepôts et magasins. Dans la fonction publique, l'annonce de la Maison-Blanche, le 29 juillet, exigeant la vaccination de tous les employés fédéraux, a conduit *“un nombre croissant de villes et d'États à lui emboîter le pas”*. Le maire démocrate de New York a annoncé qu'une preuve de vaccination serait exigée à la mi-septembre pour accéder aux



restaurants, aux salles de sport et de spectacle. Tout au contraire, les gouverneurs d'États républicains, notamment la Floride et le Texas, ont pris des mesures pour empêcher les autorités locales et les entités privées d'imposer le port du masque ou la vaccination.

Chine. Des millions de tests dès les premiers cas

● Alors que les contaminations étaient maintenues à un niveau marginal depuis plus d'un an, la Chine enregistre son plus vaste foyer de contamination nationale

depuis celui de Wuhan, fin 2019. Si les chiffres officiels ne font état “que” d’environ 600 nouveaux cas depuis le 20 juillet, leur apparition dans une trentaine de villes et de provinces conduit à la mise en place de mesures drastiques. *“Les villes du pays ont procédé à un dépistage massif et imposé des mesures de confinement pour contenir la propagation du virus”,* explique le **South China Morning Post**. Ainsi, la décision de tester les 11 millions d’habitants de Wuhan a été prise après l’infection de... 11 personnes. Les autorités font désormais tout leur possible pour décourager les déplacements interrégionaux et multiplient les mesures incitatives à la vaccination. Les règlements diffèrent largement selon les régions, mais certains gouvernements locaux n’autoriseront à rentrer en classe en septembre que les élèves dont les familles sont entièrement vaccinées. Une preuve de vaccination ou un test négatif sont parfois requis dans les transports, et pourraient bientôt le devenir pour entrer dans les hôtels, les restaurants et les lieux de loisirs.

Allemagne.

Ajustements en fonction des contaminations

● Berlin aussi se creuse la tête sur la meilleure manière de faire repartir la courbe des injections. Début août, 53 % des adultes étaient vaccinés, 73 % avaient reçu une première dose. L'autorité de santé refusant d'imposer la vaccination des 12 ans et plus, les régions se contentent de la "proposer". Côté gouvernement, l'obligation vaccinale est exclue. Dans la plupart des Länder, l'obligation de présenter un test négatif pour aller chez le coiffeur ou au restaurant est déclenchée par un certain taux d'incidence, 50 nouveaux cas sur 100 000 habitants par exemple. Même si l'incidence est autour de 18 actuellement, le débat fait rage dans la presse. *"Ceux qui refusent de se faire vacciner devraient être privés de certaines libertés et mettre davantage la main à la poche [en payant leurs tests de dépistage], car ils ont plus de risques de tomber malade ou de contaminer les autres"*, écrit la **Süddeutsche Zeitung**.

En bref

AUSTRALIE

La stratégie “zéro Covid” est mise à rude épreuve en Australie. Sur l’île-continent, où la population est relativement peu vaccinée, les autorités se retrouvent dans l’obligation de prolonger le confinement dans la plupart des grandes villes à la suite d’une nouvelle poussée épidémique. La ville de Sydney a été mise sous cloche jusqu’au 28 août, alors que les restrictions devaient être levées fin juillet. La grogne monte au sein de la population, comme en témoignent les manifestations parfois émaillées de violences, suivies par des milliers de personnes.

JAPON

L'état d'urgence sanitaire est déclaré dans la capitale Tokyo depuis début juillet. Mais les mesures sanitaires consistent essentiellement à demander à la population de rester chez elle, et aux restaurants de fermer à 20 heures. Dans les faits, très peu d'amendes sont infligées. Les autorités semblent vouloir s'appuyer sur la vigilance collective, mais elles envoient bien malgré elles des signaux contraires : en même temps qu'elle mettait l'accent sur le respect des mesures sanitaires, elles poussaient pour le maintien des Jeux olympiques.

ISRAËL

Pourtant présenté comme un modèle en matière de vaccination, Israël ne cache pas le risque d'un reconfinement au moment où sévit une nouvelle vague de contaminations. *“Le gouvernement a changé nettement de ton, et apparemment aussi de politique”*, observe le quotidien **Haaretz**. La vaccination doit prendre un nouveau tournant dans les semaines à venir : les plus de 12 ans sont appelés à recevoir le produit tandis que les plus de 60 ans sont attendus dans les centres pour une troisième dose. L'Organisation mondiale de la santé avait réclamé, le mercredi 4 août, que les pays riches attendent au moins jusqu'à fin septembre avant d'administrer un rappel supplémentaire.

70%

L'OBJECTIF ESPAGNOL. Avec 60 % de la population totalement vaccinée, l'Espagne fait figure de bon élève en Europe. *“La réticence vis-à-vis de la vaccination est minime”*, assure **La Vanguardia**. Dès le mois d'avril le gouvernement avait fixé l'objectif de 70 % d'Espagnols vaccinés d'ici la fin de l'été. L'instauration du pass est effective ou en discussion au niveau des régions autonomes. Mais l'application réelle demeure suspendue à la décision des tribunaux régionaux.



asie

↓ Dessin de Bado paru
dans *Le Droit*, Ottawa.



qui voit un renouveau de cette ambition. Laissé seul responsable de l'avenir de l'Afghanistan après le désengagement américain et le départ des troupes soviétiques à la fin des années 1980, le Pakistan avait réfléchi aux moyens d'exploiter la position stratégique de son voisin afghan pour étendre sa propre influence régionale.

Aujourd'hui, toutefois, le Pakistan peut compter sur la Chine pour la reconstruction de l'Afghanistan. L'extension du couloir économique Chine-Pakistan – une pièce maîtresse

Les talibans se sont engagés à ne pas laisser le territoire afghan servir contre les intérêts chinois.

du projet de Xi Jinping pour les nouvelles routes de la soie, à l'ouest de la ligne Durand [ancienne frontière entre l'Afghanistan et le Raj britannique] – semble une première étape toute désignée.

Les dirigeants afghans sont eux aussi pressés de faire entrer les nouvelles routes de la soie dans leurs projets de modernisation économique. Lors de leurs rencontres avec les responsables chinois, Hamid Karzai autant qu'Ashraf Ghani ont invité Pékin à investir en Afghanistan. Et, au-delà des hommes politiques afghans, nombreux sont ceux qui sont prêts à miser sur une alliance du pouvoir économique chinois et une tutelle de l'armée pakistanaise sur les talibans pour véritablement aider l'Afghanistan à tourner la page de quarante-cinq ans de conflit.

Cette théorie présente toutefois deux problèmes. Le premier tient à l'extrême prudence de la politique chinoise. Ni la perspective de faire main basse sur les ressources naturelles de l'Afghanistan, ni la vanité de devenir la dernière superpuissance régionale ne convaincront Pékin de se précipiter en Afghanistan. Les Chinois savent que les talibans doivent encore se rendre maîtres de Kaboul et d'autres villes afghanes. Et ils ne peuvent pas non plus être certains que la victoire des talibans ouvre effectivement sur une période de stabilité.

Contexte

●●● Les États-Unis ayant bientôt retiré toutes leurs troupes d'Afghanistan, la Chine "tente de combler le vide" en s'engageant à ne pas intervenir dans le pays, "sous réserve que les talibans ne reprennent pas le contrôle total du pays". Tel est le message délivré aux représentants du mouvement insurgé, qui se sont rendus en délégation à Tianjin, le 28 juillet, indique le **South China Morning Post**.

Conformément à sa politique de non-ingérence dans les affaires d'un autre pays, Pékin "s'engage rarement ouvertement aux côtés de l'opposition avant un changement de gouvernement". Dans le cas présent cependant, la Chine de Xi Jinping a reçu les talibans alors qu'elle entretient "des relations diplomatiques avec l'administration afghane assiégée".

Une exception qui "reflète son grand intérêt" pour "la stabilité" de la région. Elle est prête à reconnaître les talibans "comme une force politique légitime" susceptible de former un gouvernement. À condition qu'ils "coupent tout lien" avec les Ouïgours, communauté musulmane de la province du Xinjiang, avec laquelle l'Afghanistan partage une longue frontière.

Afghanistan. La Chine à la manœuvre

Alors que l'Afghanistan semble à nouveau sombrer, de nombreux pays misent sur Pékin pour stabiliser la région. La Chine peut-elle réussir là où d'autres ont reçu une leçon ? s'interroge ce quotidien indien.

—The Indian Express
(extraits) Bombay

L'approche chinoise centrée sur le développement économique peut-elle triompher là où les stratégies militaires russe et américaine ont si misérablement échoué ? Les capitaux chinois peuvent-ils séduire les talibans au point de les inciter à la modération politique et à la modernisation économique ?

Tandis que Pékin demeure prudent, les appels lancés dans sa direction pour sauver l'Afghanistan se font pressants. Enfermé dans son bras de fer avec le

pouvoir chinois, Washington voit de plus en plus l'Afghanistan comme un potentiel champ de coopération bilatérale. Et la Russie, dont les relations avec la République populaire n'ont jamais été aussi bonnes, a elle aussi intérêt à préserver la stabilité des frontières de l'Afghanistan. Il fut un temps où même Delhi voyait en l'Afghanistan un domaine de coopération naturel entre l'Inde et la Chine.

Les voisins du nord de l'Afghanistan – Turkménistan, Ouzbékistan et Tadjikistan – ont tous des liens politiques et économiques de plus en plus étroits

avec la Chine, bien que traditionnellement ce soit vers la Russie qu'ils se tournent pour leur sécurité. Ils pourraient soutenir l'idée d'une influence accrue de Pékin en Afghanistan, en collaboration avec Moscou. Et l'Iran, voisin occidental de Kaboul, tend également à se rapprocher de la Chine.

De fait, la République populaire serait une pièce majeure dans les projets pakistanaïes pour l'Afghanistan. L'émergence de la Chine comme superpuissance constitue la grande différence entre 1996 – lorsque l'armée pakistanaise avait installé les talibans à Kaboul – et la période actuelle,

[Mi-juillet], à Douhanbé, au Tadjikistan, le ministre des Affaires étrangères chinois, Wang Yi, a semblé pencher davantage vers le gouvernement de Kaboul que vers les talibans. Il a notamment félicité les dirigeants afghans "pour leurs efforts afin de maintenir l'unité nationale et de défendre la stabilité sociale", et il a

demandé aux talibans de cesser de soutenir le terrorisme. Les sceptiques pourront arguer que rien n'empêche la Chine d'adopter une position de façade tandis que le partenaire pakistanais soutient la victoire des talibans sur le terrain. Ce cynisme sous-estime néanmoins l'inquiétude des Chinois à l'égard de l'idéologie des talibans et leur influence potentiellement déstabilisatrice sur la province agitée, à majorité musulmane, du Xinjiang.

Ces derniers jours, les talibans se sont engagés à ne pas laisser le territoire afghan servir contre les intérêts chinois. Ils appellent aussi de leurs vœux les investissements de Pékin en Afghanistan. Mais les dirigeants chinois ne sont pas naïfs au point de prendre les promesses des talibans pour argent comptant.

Le second problème tient aux talibans eux-mêmes. Sont-ils disposés à laisser entrer les capitaux étrangers dans leur pays, avec tout ce que cela implique ? Dans son discours de l'Aïd, le 18 juillet, le chef taliban Mawlawi Hibatullah Akhundzada a affirmé que les talibans voulaient établir des "relations diplomatiques, économiques et politiques aussi saines que solides" avec le reste du monde.

Reste à savoir s'il s'agit d'un discours tactique compte tenu des inquiétudes internationales que suscite leur retour au pouvoir ou bien d'un engagement sincère. Plus important, la modernisation économique n'apparaît pas comme un pilier de la création d'un émirat islamique en Afghanistan, que les talibans défendent fermement. L'idée selon laquelle il serait possible d'acheter la bonne volonté des talibans n'est pas nouvelle. Lorsqu'ils étaient au pouvoir, la société pétrolière américaine Unocal avait cherché à obtenir leur soutien pour la construction d'un gazoduc depuis le Turkménistan, mais les talibans n'avaient guère semblé intéressés.

Amadouer les talibans ne sera pas une tâche facile, même avec la stratégie d'investissements de Pékin qui ne se laisse pourtant guère décourager par les risques politiques et qui a magistralement réussi à "capturer les élites" de plusieurs régions du monde.

—C. Raja Mohan
Publié le 20 juillet

L'offensive des talibans "rappelle la Syrie et Sarajevo"

Depuis l'annonce du retrait américain, les insurgés ont repris le contrôle des campagnes, s'emparent des postes-frontières clés et assiègent les villes, en supprimant les médias libres nés après 2001.

Les temps changent à Kaboul. Dans la soirée du 4 août 2021, les habitants de la capitale afghane se sont "unis d'une manière inédite", raconte l'**Afghanistan Times**. "Certains sont montés sur leur toit, d'autres sont descendus dans la rue, en scandant 'Allahou akbar' à plusieurs reprises." Leurs cris ont fait écho dans toute la ville et se sont propagés jusque dans les provinces reculées, "en signe de résistance nationale contre les talibans".

Les Afghans, "assoiffés de paix", veulent "se faire entendre d'une seule voix". Synchronisées, leurs voix sont "bien plus fortes que les armes" importées ces vingt dernières années "pour terroriser les Afghans innocents".

"Il y a tant de joie et de bonheur à voir les Afghans se réapproprier l'usage d'Allahou Akbar", observe le journal. Ce cri a été "détourné" par les talibans et

d'autres groupes terroristes pendant de nombreuses années, "pour justifier leurs méfaits" et servir d'excuse "pour tuer et torturer". Aujourd'hui, il symbolise l'appel à la paix "contre les forces de l'ignorance".

Cette réappropriation survient alors que les talibans tentent de museler leurs adversaires. La floraison de nouveaux médias avait été saluée

comme "l'une des plus grandes réussites" de l'occupation américaine commencée en 2001, rappelle le **Kabul Times**. Or les talibans "renaissants" sont en train de faire disparaître ces progrès "en supprimant la presse libre dans les territoires repris aux forces gouvernementales".

Depuis le début du retrait des soldats américains, le 1^{er} mai, "des dizaines de stations de radio, de journaux et d'organismes de radio-diffusion locaux ont été fermés de

force". Les talibans sont aussi accusés d'avoir tué "des dizaines de journalistes" ces dernières années.

Vendredi 6 août, ils ont abattu le directeur du centre des médias du gouvernement afghan, en plein Kaboul, rapporte **The Diplomat**. Quelques jours plus tôt, ils avaient tenté d'assassiner le ministre de la Défense, "dans un contexte de lutte pour l'obtention de nouveaux territoires", alors que les forces américaines et de l'Otan doivent achever leur retrait d'ici au 31 août.

De violentes batailles se déroulent un peu partout, les talibans "assiégeant maintenant les grandes villes", après avoir pris le contrôle des régions rurales et s'être "emparés de plusieurs postes-frontières clés", avec le Pakistan, l'Iran, le Turkménistan et le Tadjikistan. Entre le 6 et le 9 août, ils ont pris possession de Kunduz et de cinq autres capitales de province : Zaranj, Sheberghan, Sar-e-Pul, Taloqan et Aibak.

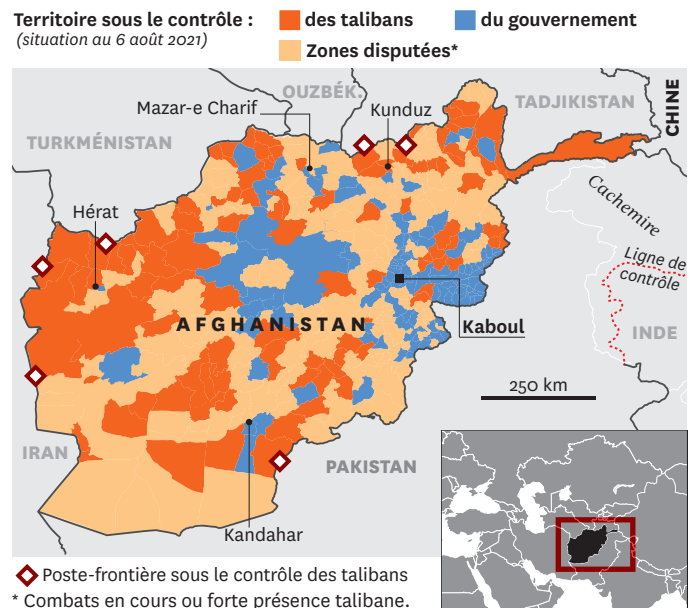
Selon Deborah Lyons, envoyée spéciale des Nations unies sur place, citée par **Tolo News**, l'Afghanistan se trouve "à un tournant dangereux", menacé par un conflit de plus en plus brutal, "combiné à une situation humanitaire critique et à une multiplication des violations des droits de l'homme" : les conquêtes réalisées par les talibans en juin et juillet "rappellent la situation en Syrie et celle de Sarajevo dans un passé pas si lointain".

—**Courrier International**

Pour Washington, la guerre est terminée

●●● L'avancée spectaculaire des talibans, depuis le début de leur offensive en mai, est directement liée au retrait des forces américaines et de l'Otan, selon de nombreux observateurs. Après vingt ans de guerre en Afghanistan, Donald Trump avait décidé d'en finir et de rapatrier les soldats engagés sur place. Le retrait était conditionné à la fin des violences et à des négociations de paix entre les talibans et le gouvernement afghan. Mais les violences n'ont jamais vraiment cessé et les pourparlers sont au point mort. Cela n'a pas empêché Joe Biden de confirmer le retrait des troupes, qui auront définitivement quitté le pays le 31 août. L'offensive actuelle des talibans ne semble pas devoir changer la donne.

"Si les talibans s'étaient emparés de trois capitales provinciales dans le nord de l'Afghanistan il y a un an, comme ils l'ont fait dimanche [8 août], la riposte américaine aurait sans doute été féroce", écrit le **New York Times**. Mais le "silence des autorités américaines montre de façon très claire que la guerre de vingt ans des États-Unis en Afghanistan est terminée, ajoute le quotidien. Les forces afghanes, désorganisées et épuisées, devront reconquérir leurs villes toutes seules ou les abandonner aux talibans."



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

Face à l'avancée des talibans, le Tadjikistan, qui redoute un exode massif, construit un camp d'accueil. De leur côté, les États-Unis ont promis d'accueillir les milliers d'Afghans qui ont travaillé avec l'armée américaine. À lire : "**Les premiers 'réfugiés' afghans sont arrivés aux États-Unis**"



Liban. À Beyrouth, ceux qui repartent de zéro

Le 4 août 2020, la capitale libanaise était ravagée par une double explosion meurtrière. *L'Orient-Le Jour* a recueilli le témoignage d'habitants traumatisés, mais déterminés à aller de l'avant malgré une économie elle aussi en ruine.



— *L'Orient-Le Jour* (extraits)
Beyrouth

Rien ne sera jamais plus pareil. Jamais, vous m'entendez ? Un an déjà depuis la double explosion de centaines de tonnes de nitrate d'ammonium dans le port de Beyrouth, ce funeste 4 août 2020. Un an qu'à l'instar de cette femme d'un quartier pauvre de la Quarantaine la population encore sous le choc dénonce *"tous ces morts pour rien"* parce que *"les coupables courent toujours"* et qu'*"aucun responsable n'a été sanctionné"*.

Habitants, commerçants et entreprises des quartiers sinistrés tentent pourtant de faire leur deuil, de reconstruire vies, façades et logements. Mais comment oublier ce drame qui a vidé de leurs habitants les zones résidentielles, fauchant 217 vies, blessant quelque 6500 personnes, détruisant des quartiers entiers de la capitale et une bonne partie

de ses demeures traditionnelles patrimoniales ? Comment aussi se relever lorsqu'on a tout perdu, en cette période où l'effondrement est total, à commencer par la livre, qui a perdu 90 % de sa valeur [depuis 2019] ? Car c'est au compte-gouttes qu'ont été distribuées les aides à la reconstruction, par les associations humanitaires ou l'armée.

Dans la chaleur du mois de juillet, Gemmayzé vit au rythme des coups de marteau. Le quartier traditionnel semble renaître de ses cendres. Propre, coquet, arborant des façades flambant neuf, retapées à l'ancienne. Gravats et débris ont été déblayés. Cafés, restaurants et boutiques ont rouvert. Sauf que les apparences sont trompeuses. *"Gemmayzé est triste"*, regrette Rupen, dont les deux commerces de fournitures industrielles ont été soufflés par l'explosion. *"Beyrouth est morte, même si la vie reprend progressivement"*, renchérit Assem, gérant d'un café-bar.

À y regarder de près, la majorité des demeures classées du quartier sont toujours éventrées, laissées à l'abandon ou juste protégées des éléments. Leurs habitants ne sont toujours pas revenus. Parmi eux, de nombreux locataires en conflit avec leurs propriétaires, des commerçants qui ont mis la clé sous la porte. Pour l'architecte Fadlallah Dagher, habitant du quartier, *"le processus de reconstruction est loin d'être clairement enclenché. Les réparations se déroulent de manière éparse"*. *"Alors les habitants refusent de rentrer dans un quartier fantôme, sombre et silencieux"*, constate-t-il. Dans le secteur soufflé par l'explosion, *"les interventions ont touché seulement 40 % du patrimoine, la moitié engagée par les propriétaires et les habitants, et le reste par les ONG"*, déplore l'architecte. Car les aides ne sont pas au rendez-vous, la communauté internationale refuse de débloquer des fonds tant que les réformes ne sont pas engagées par les autorités.

✓ Rassemblement en hommage aux victimes de l'explosion, le 4 août 2021 à Beyrouth.

Photo Marcus Yam/Los Angeles Times/Shu/SIPA

Derrière les façades en chantier, ravalées ou reconstruites, des drames humains par milliers. *"C'était un cauchemar. J'ai perdu dix personnes de mon entourage. Et moi-même, projetée dans ma voiture à une centaine de mètres, j'ai failli y passer avec ma mère"*, se souvient la designer de mode Daniele Kiridjian, qui, depuis, *"vit dans un déni total"*, au point d'être incapable d'évaluer les pertes colossales de ses deux boutiques. *"Ne me rappelez pas cet horrible jour où j'ai failli mourir"*, commente un jeune barbier qui a été *"immobilisé pendant trois mois, après avoir été blessé à la jambe"*.

"Ce que j'ai vu ce jour-là m'a brûlé le cœur."

Berthe, TENANCIÈRE
D'UN CAFÉ-NARGUILÉ

"Il y a tellement d'histoires tristes que mon cerveau a cessé de fonctionner", regrette un jeune barman, fustigeant *"l'irresponsable mafia au pouvoir"*. *"Je suis encore en deuil, c'est comme si une partie de moi était morte"*, lâche Chantal Salloum, patronne du restaurant The Barn, toujours sous le choc. *"Je revois encore l'image traumatisante de mes parents ensanglantés, blessés dans leur appartement"*, ajoute la jeune femme, qui dit avoir *"jeté ses rêves à la poubelle"* car l'enquête piétine et la classe politique responsable de l'explosion, toujours au pouvoir, agit comme si de rien n'était. À cela s'ajoute cette désagréable impression de *"travailler pour rien"*, vu l'effondrement de la livre et l'impossibilité d'aligner ses prix au dollar.

De Gemmayzé à Mar Mikhaël en passant par le port, Medawar et la Quarantaine, la ville ressemble à un chantier géant. Un chantier difficilement praticable pour le piéton, contraint de slalomer entre les échafaudages, les grues et les amoncellements de gravats. Dans les esprits traumatisés, on revit avec peine l'instant apocalyptique. Et puis les mots s'invitent, violents, décrivant les deux explosions, la fumée, la poussière, le champignon semblable à celui d'Hiroshima, et ce souffle destructeur qui a tout emporté... Ressortent aussi l'incompréhension, les tentatives désespérées pour sauver des vies, la quête d'hôpitaux qui veulent bien recevoir les blessés. Car tous étaient

débordés, et plusieurs hôpitaux d'Achrafieh sérieusement touchés.

"Dans ma boutique, nous avons tous été jetés à terre et blessés, dont certains gravement", raconte Johnny Farah, propriétaire avec sa sœur de la boutique d'habillement If, face au port de Beyrouth. *C'était l'horreur. J'ai constamment envie de pleurer, j'aurais pu perdre mon épouse et ma sœur. Et j'enrage encore parce qu'on n'a toujours pas compris les causes de cette déflagration."* L'horreur aussi pour sa voisine, Berthe, tenancière d'un café-narguilé de l'autre côté de l'immeuble. *"Ce que j'ai vu ce jour-là m'a brûlé le cœur"*, hurle-t-elle, en larmes. Et lorsqu'elle essaie de se souvenir des faits, *"une sensation d'étouffement"* la saisit.

"Recommencer à zéro" reste pourtant le leitmotiv de ces commerçants, soutenus par le propriétaire de l'immeuble, qui a pris à sa charge les réparations extérieures. Mais comment repartir de zéro lorsqu'on a tout perdu, maison et fonds de commerce, et que, de surcroît, il faut gérer les proches, gravement blessés ?

Quartier Medawar, Michel Kattah ne sait plus où donner de la tête. Son logement, son bureau, sa voiture, la pharmacie de sa sœur, la maison de ses parents, tout a été soufflé par l'explosion. Sinistrée, la

Repères

●●● Le 4 août 2020, Beyrouth est ravagé par une explosion titanesque, l'une des plus grosses déflagrations non nucléaires de l'histoire, provoquée par l'incendie de plusieurs centaines de tonnes de nitrate d'ammonium stockées sans précaution dans un hangar du port. Elle fait 217 morts, plus de 6500 blessés et dévaste des quartiers entiers. C'est la tragédie de trop pour ce pays en pleine déliquescence. Aujourd'hui, l'enquête qui doit déterminer la chaîne des responsabilités piétine. Plusieurs responsables ont été mis en cause mais s'abritent derrière leur immunité.

zone en chantier tarde à reprendre vie, alors que des habitations ne sont plus que gravats. Même les vêtements qu'il vend sont "irrécupérables", déchirés par les bris de verre. "Les aides humanitaires, souvent inadéquates, demeurent bien en deçà des attentes", déplore ce père de famille. Ce qui le mine encore plus, c'est la souffrance de ses proches, touchés par l'explosion. Sa sœur pharmacienne, désormais paralysée après avoir été ensevelie sous un mur. Sa fille de 6 ans, grièvement blessée, qui porte deux cicatrices, au visage et au bras. Sa mère âgée, qui attend de voir sa maison réparée pour rentrer chez elle. "Je ne travaille plus. Je ne sais vraiment pas quoi faire", dit-il avec lassitude.

Baume au cœur. Certains ont reconstruit avec les moyens du bord, l'aide de leurs proches ou d'associations. D'autres n'ont toujours rien reçu. Comme Ahmad, 60 ans, réparateur de moteurs de camion, qui n'a plus ni scanner ni compresseur. Le garagiste a liquidé son appartement et envoyé sa famille chez des proches dans le Nord. "Je ne peux plus assumer toutes ces dépenses, ni les salaires de mes ouvriers. Sans équipements, je suis condamné à ne plus travailler."

Dans cette noirceur ambiante, la vie reprend grâce à la volonté des riverains des zones sinistrées et la solidarité de proches, d'associations et de nombreux anonymes. Qu'ils aient ou non bénéficié d'aides, ils n'en affichent pas moins leur détermination à aller de l'avant, à tout reconstruire, à embellir les lieux. Une détermination qui a poussé les enseignes alimentaires et débits de boissons à rouvrir leurs portes à Gemmayzé, Mar Mikhaël et les environs, en dépit des difficultés économiques. Les autres commerces ont suivi : épiciers, glaciers, pâtisseries, libraires... Sur un bout de trottoir, un portraitiste propose même ses services.

"De mon restaurant, il ne restait plus rien. Rien d'autre que de la poussière, des gravats et des personnes ensanglantées qui pleuraient et couraient dans tous les sens. Deux clients ont perdu la vie et neuf employés ont été blessés", révèle le patron du Loris, Jean-Marie Riachi, qui "en pleure encore". Refait à neuf, son restaurant ne désemplit pas. Même situation chez Mayrig, où, en dépit de destructions majeures, l'activité

À la une



"LA JUSTICE"

réclamait ce 4 août à sa une le quotidien libanais **An-Nahar**. Le dessin montre des portraits de victimes de l'explosion brandis par la foule avec, au loin, le drapeau libanais et les silos du port de Beyrouth. Pour se relever de la tragédie du 4 août 2020, affirme l'éditorial, "la guérison des Libanais passe par l'accomplissement de la justice".



"LE PEUPLE DU 4 AOÛT"

titrait le journal **Nida' Al-Watan** au lendemain de la cérémonie populaire qui a rassemblé à Beyrouth des milliers de personnes venues, un an après, rendre hommage aux victimes de la déflagration meurtrière. Et réclamer des comptes au "pouvoir du nitrate", comme l'indique la suite du titre : "Le crime du port ne passera pas."

reprend en force. "Nous célébrons aujourd'hui mariages et naissances au sein de notre équipe. Et cela donne du baume au cœur", annonce [Aline Kamakian, la patronne].

Le soleil se couche sur Mar Mikhaël, sur ses pubs qui font déjà le plein, sur sa jeunesse en quête d'insouciance, sur ses touristes, agréablement surpris de constater que le cœur de Beyrouth bat toujours très fort.

—Anne-Marie El-Hage

Publié le 31 juillet

IRAN

Ebrahim Raïssi déjà en terrain miné

Nouveau président de la République islamique, l'ultraconservateur fait face à de nombreux défis géopolitiques, économiques et sanitaires.

A la veille de l'intronisation du nouveau président iranien, l'ultraconservateur Ebrahim Raïssi, les quotidiens de l'aile dure du régime ne cachaient guère leur joie de voir partir son prédécesseur, Hassan Rohani, partisan d'une détente avec l'Occident. "Il est parti", titrait notamment le quotidien ultraconservateur **Javan**, le 2 août, sur une photo du sortant.

Pendant la cérémonie d'investiture, mardi 3 août, ni le guide suprême, Ali Khamenei, ni Ebrahim Raïssi n'ont parlé "des crises que connaît actuellement l'Iran", note **Radio Farda**, version en persan de **Radio Free Europe**. Parmi ces crises, les ravages de "l'épidémie de Covid-19", dont le bilan, sous-estimé selon les analystes, dépassait lundi 9 août les 94 000 morts. "Il n'y a pas eu non plus de mention du blocage des négociations sur le nucléaire, ni des tensions croissantes entre l'Iran et Israël", ajoute le site de la radio, hébergée à Prague.

D'"énormes défis" attendent pourtant cet ancien chef de l'autorité judiciaire, âgé de 60 ans, explique le **Financial Times**. Parmi ceux-ci, les prochaines discussions sur la relance de l'accord sur le nucléaire. Ce pacte, conclu en 2015 avec les États-Unis, le Royaume-Uni, la France, la Russie, la Chine et l'Allemagne, avait été sabordé par Donald Trump, en 2018. Les nouvelles sanctions américaines imposées à l'Iran ont étouffé son économie, qui souffrait déjà d'une mauvaise gestion et d'une corruption généralisée. Depuis quelques mois, des négociations sont en cours à Vienne pour tenter de réintégrer Washington dans l'accord et persuader Téhéran de réduire ses activités nucléaires.

À peine investi, Ebrahim Raïssi "pourrait se retrouver aux prises avec une nouvelle querelle

internationale", écrit le journal après l'attaque par drone, le 29 juillet, du pétrolier *Mercer Street* en mer d'Oman. Accusé, Téhéran a eu beau démentir, Londres et Washington ont promis des représailles.

Un autre défi attend le nouveau président, car "l'Iran traverse sa pire vague de sécheresse depuis des décennies", rappelle le **Financial Times** : "Des pénuries d'électricité affectent l'économie, déjà ravagée par l'inflation", sans oublier "les sanctions et la pandémie de Covid-19 (seuls 3 % des Iraniens ont été complètement vaccinés)". "Un tueur en série parmi le peuple", s'alarmait le quotidien réformateur **Etemaad** en une, le 2 août, évoquant la cinquième vague de l'épidémie, plus meurtrière que toutes les précédentes.

En Iran, le vaccin contre le Covid-19 est devenu un sujet politique sensible après que le guide suprême a interdit l'achat des vaccins fabriqués aux États-Unis et au Royaume-Uni. Mais alors que les vaccins produits localement n'ont pas donné les résultats escomptés, Téhéran

procède depuis peu à l'achat de doses à l'étranger et a fini par accepter les dons de pays étrangers, dont le Japon. Sur Twitter, les Iraniens sont nombreux à évoquer la mort de leurs proches à cause du virus, utilisant le mot-dièse #AchetezDesVaccins.

Dans l'immédiat, Ebrahim Raïssi doit déjà "calmer les tensions dans la province du Khouzestan", estime le **Financial Times**. Motivée par une demande d'approvisionnement en eau pour les terres agricoles et le bétail, cette vague de protestation a rapidement pris une tournure politique. Les manifestants ont scandé des slogans antirégime tels que : "À bas le dictateur". D'après Amnesty International, la répression du mouvement a fait au moins huit morts parmi les manifestants.

Toujours sur les réseaux sociaux, l'inquiétude monte en ce moment autour d'une loi baptisée "loi de protection d'Internet", en discussion au Parlement, aux mains des conservateurs. Ce texte prévoit de réduire l'accès des Iraniens à l'Internet mondial et d'interdire l'utilisation des services "occidentaux", dont Google, Gmail, WhatsApp et Instagram. Ces outils seront remplacés par des répliques conçues en Iran, ce qui donnera au régime un accès sans égal aux données de ses citoyens. Sur Twitter, les Iraniens ont été nombreux à faire part de leur indignation. "Internet n'a pas corrompu la société. C'est votre corruption qu'Internet dépeint", ont tweeté de nombreux internautes.

—Courrier international



Revue de presse

En Suède, son passé en procès

●●● Un procès pour crimes de guerre qui devait s'ouvrir mardi 10 août en Suède risque de "jeter une lumière crue" sur le passé du nouveau président iranien, explique **The Guardian**. Sur le banc des accusés, Hamid Noury, 60 ans. Arrêté en Suède en 2019, cet ancien procureur adjoint de la prison de Gohar Dasht (environs de Téhéran) est inculpé de meurtre et crimes de guerre pour l'exécution d'opposants armés et prisonniers politiques en 1988, dans la dernière année de la guerre entre l'Iran et l'Irak. Ebrahim Raïssi était alors l'un des quatre juges qui siégeaient au sein d'un comité secret décidant du sort de milliers de prisonniers; environ 5 000 d'entre eux ont perdu la vie au cours de cette vague d'exécutions. Depuis son élection, les ONG multiplient les appels en faveur d'une enquête formelle sur le rôle du président iranien durant cette période.



afrique



Tunisie. Une bien étrange leçon de démocratie

Après que le président Kaïs Saïed s'est arrogé les pleins pouvoirs, le 25 juillet, une journaliste du *New York Times* a été convoquée au palais. Elle raconte une rencontre à sens unique.

—The New York Times
(extraits) New York

L'homme, que certains accusent de vouloir devenir le prochain dictateur de Tunisie, m'accueille en me déclarant, les yeux dans les yeux : *"Bienvenue en Tunisie, où la liberté d'expression est protégée sans la moindre ingérence dans les libertés individuelles."*

Nous nous trouvons dans une salle d'audience du palais présidentiel de Tunis [le vendredi 30 juillet]. J'ai été convoquée par le président, Kaïs Saïed, qui, cinq jours auparavant, a pris en main toutes les rênes du pouvoir dans le pays qui avait été le premier à être secoué par les manifestations du "printemps arabe", voici dix ans.

"Croit-on qu'à 67 ans je vais commencer une carrière de dictateur?" me lance le président, citant Charles de Gaulle [à son retour au pouvoir, en 1958]. *"Il n'y a aucune raison de craindre une atteinte à la liberté d'expression,"* affirme le président, aujourd'hui âgé de 63 ans,

pas plus qu'il ne faut s'inquiéter pour le droit de manifester." Sauf qu'il a déjà interdit les rassemblements publics de plus de trois personnes et que les forces de sécurité ont fait fermer l'antenne locale de la chaîne panarabe Al-Jazeera.

L'atmosphère dans les rues de Tunis ne semble toutefois pas à la révolte. La vie continue. C'est à se demander si la démocratie telle qu'on la conçoit en Occident est vraiment ce que désire la majorité des Tunisiens – peut-être souhaitent-ils seulement de meilleures conditions de vie, plus dignes, avec davantage de libertés.

Le simple fait que la démocratie tunisienne ait survécu [après le "printemps arabe"], alors que tous ses voisins ont sombré dans la guerre civile et la contre-révolution, était une source d'inspiration. Mais dix ans de chômage endémique, de pauvreté aggravée, de corruption galopante et d'impasse politique – auxquels s'ajoute à présent la pandémie – ont fini par détruire la confiance dans le gouvernement. Les Tunisiens

✎ Dessin d'Hassan Bleibel paru dans le *Daily Star*, Beyrouth.

sont redescendus dans la rue pour réclamer des changements [en juillet], offrant à Kaïs Saïed l'occasion de se saisir du pouvoir.

J'étais là depuis plusieurs jours quand j'ai soudainement été convoquée par le président. Je pensais avoir l'occasion de faire une interview. En réalité, c'était pour prendre une leçon.

Ancien professeur de droit, Saïed parle d'une voix si puissante et avec une élocution si parfaite que je n'ai aucun mal à l'imaginer dans un amphithéâtre d'université. À un moment, il s'empare d'une liasse de papiers. C'est une copie de la Constitution américaine. Il a étudié – et enseigné – ce document plus de trente ans. Il le respecte. Et, à l'image des pères fondateurs, lui aussi est poussé à prendre des mesures extrêmes pour préserver le système.

Alors qu'un de mes collègues commence à traduire ses propos pour moi, on lui intime l'ordre d'arrêter. La scène est filmée, et la vidéo destinée à la page Facebook de la présidence. *"Ceci n'est pas une interview"*, dit Kaïs Saïed. Il promet néanmoins d'en organiser une par la suite.

Après le discours du président le 25 juillet, j'avais pris le premier vol du Caire, où je suis basée, pour me rendre à Tunis. Je pensais atterrir en plein chaos. Mais presque toutes les personnes à qui j'ai parlé étaient satisfaites. Une réaction qui en dit long sur leur degré de lassitude. *"Qu'est-ce que la démocratie nous a apporté?"* m'a demandé un jeune Tunisien.

Emmenés au poste. C'est par la voie des urnes que Saïed a accédé au pouvoir en 2019. Surnommé "Robocop" en raison de sa tendance à s'exprimer dans un arabe quelque peu robotique et formel, il avait toutefois l'avantage de ne pas faire partie du sérail. Il a été élu triomphalement.

Nous avons passé la semaine à examiner les moindres faits et gestes du président pour tenter d'y lire l'avenir de la Tunisie. Le 30 juillet, un décret présidentiel a été publié annonçant que les mesures d'exception pourraient être prolongées. D'un autre côté, Saïed continuait à engager des discussions, apparemment cordiales, avec des responsables syndicaux et autres acteurs politiques.

Le 28 juillet, mes deux collègues et moi avons été interpellés

par des policiers alors que nous faisons un reportage dans Tunis. Ils nous ont emmenés au poste. Au bout de deux heures, nous avons été relâchés avec un avertissement : arrêtez de faire des reportages dans le quartier.

Nous n'avions pas d'accréditation – le Premier ministre ayant été démis de ses fonctions, son bureau n'en délivrait plus. Certains journalistes ont toutefois été choqués. Dans toute cette région du monde, les journalistes travaillent sous étroite surveillance, mais pas en Tunisie : la situation est censée être différente.

"Croit-on qu'à 67 ans je vais commencer une carrière de dictateur?"

Kaïs Saïed, (CITANT CHARLES DE GAULLE)

Alors que nous avons demandé une interview du président, ce n'est qu'après des commentaires enflammés sur Twitter et dans les milieux politiques indignés par notre "arrestation" que le chef de cabinet du président m'a appelée. C'est ainsi que nous nous sommes retrouvés dans une somptueuse antichambre un vendredi après-midi, suivant des instructions sur l'endroit où nous tenir, où et quand nous asseoir en présence du président.

Les "difficultés" auxquelles nous, médias d'information, avions été confrontés, a-t-il commencé, n'étaient pas intentionnelles. Elles étaient survenues parce que *"certains voudraient donner une mauvaise image de la présidence"*. Il s'est ensuite employé à défendre la constitutionnalité de ses décisions. Toutes étaient conformes à l'article 80 de la Constitution de 2014, qui confère des pouvoirs exceptionnels au président en cas de "péril imminent" pour le pays. Mais, en l'absence de Cour constitutionnelle, il n'existe nulle autorité pour arbitrer sur ce point.

Saïed s'est déclaré procureur général et s'est engagé à *"respecter tous les processus judiciaires"*. Il a également affirmé qu'il ne laisserait personne *"rançonner le peuple tunisien"*, visant par là les responsables politiques corrompus. Il n'a pas hésité à établir un parallèle avec la situation agitée aux États-Unis, comparant les émeutiers du Capitole

Contexte

●●● Il y a dix ans, en janvier 2011, les Tunisiens mettaient fin au régime de Ben Ali. Mais après une expérience démocratique saluée comme une exception dans la vague du "printemps arabe", voilà qu'un rétropédalage se dessine. Le 25 juillet, fête de la proclamation de la République tunisienne, des milliers de Tunisiens sont sortis dans la rue pour réclamer la dissolution du Parlement et exprimer leur colère contre le parti islamiste Ennahdha, tenu responsable de l'échec socio-économique du pays. Une colère exacerbée par la crise sanitaire et un gouvernement faible soutenu par un hémicycle émiétié. C'est dans ce contexte que Kaïs Saïed, très populaire président sans étiquette élu en 2019, a décidé de faire appel à un article de la Constitution dont l'interprétation est controversée, pour geler les activités du Parlement, limoger les députés, et accaparer l'exécutif et le législatif. Cet *"état d'exception"*, est annoncé pour un mois, mais les ONG craignent déjà l'instauration d'une nouvelle dictature.

[en janvier] aux *"voleurs"* du Parlement tunisien, qu'il accuse d'avoir *"détourné"* les droits et les institutions du pays.

Vendredi soir, la vidéo de notre rencontre a été publiée sur la page Facebook du président. Notre détention n'était mentionnée nulle part, ni nos tentatives de poser des questions – nous n'étions que des accessoirs. Un collègue m'a traduit certains des commentaires. Presque tous étaient positifs. L'un d'eux disait : *"Apprenez-leur ce qu'est la liberté."*

—Vivian Yee
Publié le 1^{er} août

SOUDAN

Khartoum retrouve son cimetière juif

En 2019, une révolution mettait fin à trente ans de dictature islamiste. Depuis, la capitale redécouvre le mélange des cultures qui faisait jadis sa richesse.



—The Daily Telegraph
(extraits) Londres

Lorsque autour du cimetière les gens avaient aperçu un étudiant en train de regarder les tombes brisées, ils s'étaient mis à l'apostropher : "Ouh le Juif, le Juif, le Juif !" Chaïm Motzen avait traversé Khartoum à pied pour voir ce cimetière juif peu connu de la ville, mais il n'avait pu y rester que quelques minutes.

L'étudiant canadien était revenu à l'aube pour s'introduire discrètement sur le site funéraire. Il avait constaté que le lieu avait été transformé en décharge, où s'empilaient des monticules d'immondices. Il l'ignorait à l'époque, mais cette brève escapade allait marquer le début d'une mission de dix ans visant à restaurer un symbole du passé multiculturel du Soudan.

Il avait fait cette découverte au milieu des années 2000, alors qu'au Soudan, la dictature islamiste persécutait les minorités. Mais le pays a connu [depuis]

un véritable bouleversement. Le régime islamiste a été renversé en 2019 à la faveur d'une révolution.

Aujourd'hui, dans la capitale qui s'étend le long du Nil, le changement est partout perceptible. Fini la police religieuse qui fouettait les femmes qui osaient porter un pantalon ! Fini les sanctions américaines qui maintenaient en grande partie le pays à l'écart du système financier mondial !

L'impeignable s'est même produit avec l'annonce par le gouvernement du rétablissement de relations diplomatiques officielles avec Israël. Le gouvernement a par ailleurs signé des accords garantissant la liberté de culte. Les bons restaurants de Khartoum sont bondés de femmes en jeans moulants fumant des cigarettes. Et le petit cimetière juif laissé à l'abandon s'est transformé sans bruit grâce à Chaïm Motzen.

Le Soudan a une courte mais riche histoire juive. Dans les années 1900, des centaines de Juifs arabophones originaires de tout le Moyen-Orient vivaient en harmonie dans la capitale soudanaise. Des photos de l'époque [les] montrent en train de faire la fête à l'occasion de bar-mitsva [rituel juif de la majorité] ou de mariages, se mêlant aisément aux autres communautés de la ville.

Mais quand le conflit arabo-israélien a commencé dans les années 1950, une vague d'antisémitisme a déferlé sur le monde arabe, forçant presque tous les Juifs du Soudan à fuir le pays.

Quatorze camions. Lorsque le dictateur islamiste Omar Al-Béchir est arrivé au pouvoir, en 1989, le patrimoine de la communauté a fait l'objet d'attaques sans précédent. Personne ne sait vraiment ce qui s'est passé mais, de toute évidence, de nombreuses pierres tombales ont été brisées en mille morceaux.

Chaïm Motzen a décidé de revenir sur place pour voir le nouveau visage du Soudan. "La différence sautait aux yeux", dit-il. Mais en voyant l'état du cimetière, il en avait eu le cœur brisé. Des tas d'ordures s'amoncelaient sur plus d'un mètre de hauteur, et il se dégageait une odeur âcre d'urine et de pourriture.

En janvier 2020, Chaïm Motzen a donc obtenu la permission de restaurer le site. Après avoir recruté à ses frais un archéologue soudanais et des dizaines d'ouvriers, il s'est mis au travail. Pendant

plusieurs semaines, ils ont retiré du site de quoi remplir quatorze camions, avec presque tout ce qu'on peut imaginer : "On a trouvé près de cinq tonnes de verre, des morceaux de voitures, une grande quantité de terre, des déchets médicaux, beaucoup de scorpions et même des ruches", raconte-t-il.

Ils ont fini par dégager soixante et onze tombes. L'équipe a passé au crible chaque pelletée de terre à la recherche de fragments de pierres tombales, puis, pendant des mois, ils ont reconstitué les inscriptions arabes et hébraïques comme des puzzles géants.

Chaïm Motzen nous désigne une petite dalle de pierre marquée

Repères

Fondé en 1821 par Mehmet Ali, dirigeant de l'Égypte ottomane, Khartoum occupe une position stratégique : la ville est à la confluence du Nil Blanc, qui s'écoule depuis le Soudan du Sud, et du Nil Bleu, qui prend sa source en Éthiopie. Ce dernier est l'objet de farouches tensions entre le Soudan, l'Éthiopie et l'Égypte où le fleuve finit sa course. À une soixantaine de kilomètres de la frontière soudanaise, l'Éthiopie vient d'ériger le barrage de la Renaissance, le plus important d'Afrique. Mais cet ouvrage destiné à produire de l'électricité fait craindre aux pays en aval des pénuries d'eau, comme ce fut le cas pour Khartoum en 2020. Lors de la première phase de remplissage du réservoir, les 4 millions d'habitants de la capitale



ont subi des coupures d'eau, rapporte la BBC.

Les négociations, entamées il y a des années, ne cessent d'échouer. Selon le Soudan et l'Égypte, l'Éthiopie a commencé début juillet une nouvelle phase de remplissage du barrage à la faveur de l'arrivée des pluies.

de l'étoile de David. Après des heures de travail, il a réussi à rassembler les fragments et à traduire les mots arabes. Elle appartenait à Diana Yacoub Ades, une fillette décédée en 1959, à seulement 8 mois. Chaïm Motzen nous a expliqué comment il a réussi à retrouver le cousin de Diana à Londres, à partir de cette seule information. Il s'agit d'Albert Iskenazi, aujourd'hui âgé de 88 ans. Il nous a confié avoir été bouleversé en apprenant la nouvelle. Il a grandi à Khartoum et se souvient parfaitement de sa petite-cousine. "Diana est morte subitement, après avoir eu de la fièvre. C'est au Soudan que nous avons vécu nos jours les plus heureux. Nous allions rendre visite à nos amis musulmans pendant le ramadan pour leur souhaiter une bonne fête."

"C'est vraiment incroyable", s'exclame Daisy Abboudi, la fondatrice du projet de recherche Tales of Jewish Sudan ["Histoires du Soudan juif"]. "Il a retrouvé des fragments de la pierre tombale de mon arrière-grand-mère, ainsi que d'autres tombes de membres de ma famille. C'est là qu'on voit combien le caractère physique des tombes a de l'importance."

Selon les habitants du quartier, le projet de restauration a eu pour effet de transformer la zone. "Tout ça, c'était à cause du gouvernement radical. Il y avait beaucoup de corruption. Ils cherchaient à détruire le pays, juste pour pouvoir y créer de nouveaux magasins", explique Yacoub Mohammed Yacoub, un commerçant du coin. "Les gens ici sont plus heureux aujourd'hui. Beaucoup trouvent l'endroit très beau désormais. Nous allons rester ici et protéger le cimetière."

Maintenant que la plupart des tombes ont été nettoyées et que des dispositifs de sécurité ont été installés sur le site, Chaïm Motzen rêve de faire du cimetière un lieu où les jeunes étudiants soudanais pourront venir faire la connaissance d'un autre pan de leur riche histoire. "Le cimetière est la preuve que les Juifs cohabitaient jadis pacifiquement avec les musulmans, souligne-t-il. Il illustre bien ce qu'était le Soudan, ce qu'il aurait pu devenir et ce qu'il est en train de devenir."

—Will Brown
Publié le 18 avril

Prochain épisode de notre série d'été : **Kampala**.

CET ÉTÉ, CAP SUR LES VILLES AFRICAINES

En 2050, l'Afrique hébergera un quart de la population mondiale. La majorité des habitants vivra dans les villes, qui figureront parmi les plus grandes mégapoles du monde.

Cet été, *Courrier international* vous emmène dans certaines d'entre elles : Kinshasa, Addis-Abeba, Khartoum...





amériques

Nicaragua. Daniel Ortega, un autocrate des temps modernes

Les arrestations d'opposants nicaraguayens se succèdent depuis le mois de juin, et la communauté internationale semble impuissante. Où le dictateur de 75 ans s'arrêtera-t-il ? s'interroge ce site d'investigation.

→ Daniel Ortega.
Dessin de Ramsés, Cuba.



—Connectas Amérique latine

Depuis 2018, ses abus de pouvoir et violations des droits humains font marcher Daniel Ortega [au pouvoir depuis 2007] sur le fil du rasoir. Ses dernières décisions ont réussi ce qui semblait impossible : augmenter encore plus son discrédit dans son propre pays et dans le monde entier. Il a accompli cette prouesse en mettant sous les verrous ses adversaires à la prochaine élection présidentielle, prévue pour le 7 novembre, ainsi que d'anciens compagnons d'armes de la révolution sandiniste.

Il n'a eu aucune honte à ordonner l'arrestation, pour d'obscurs motifs, de candidats tels que Cristina Chamorro, Arturo Cruz et Félix Maradiaga Blandon, les disqualifiant ainsi de la course électorale. Il n'a même pas épargné certains de ceux qui furent ses plus proches camarades de lutte, comme Dora María Téllez, l'ex-général Hugo Torres et l'ancien vice-ministre des Affaires étrangères Víctor Hugo Tinoco.

Ortega est en bonne voie pour devenir l'énième dictateur de l'histoire tourmentée du Nicaragua. Cela fera de lui le successeur de la dynastie Somoza [au pouvoir entre 1936 et 1979], celle-là même qu'il avait œuvré

“Nous vivons depuis 2018 dans un État policier qui se livre à des exactions avec son armée.”

UN HABITANT DE MANAGUA

à renverser en faisant triompher la révolution sandiniste en 1979. Paradoxalement, il a adopté exactement les mêmes pratiques que les Somoza. La première consiste à mentir et à forcer ceux qui sont sous les ordres du président à en faire autant. D'où les tribunaux à sa botte, débitant les accusations de “gestion frauduleuse et de tromperie idéologique”, de “blanchiment d'argent, de biens et d'actifs”, d’“atteinte à la société nicaraguayenne et aux droits du peuple”, de “tentative de déstabilisation en proposant des

blocus économiques et en applaudissant les sanctions prises contre le pays” et de nombreuses autres encore, allant jusqu'à la “trahison de la patrie”.

“Je n'avais jamais rien vu de tel en trente ans”, déclare José Miguel Vivanco, directeur pour les Amériques de l'ONG Human Rights Watch. En réalité, les abus d'aujourd'hui ne sont que les dernières manifestations d'une vieille politique de répression et de violence officielles. En 2018, alors qu'il n'y avait aucune élection en vue, Ortega franchissait déjà la limite qui sépare l'État de droit de l'autoritarisme. La Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) a compté 328 morts entre avril 2018 et septembre 2019, plusieurs centaines de prisonniers politiques et des milliers de personnes poussées à l'exil à cause de la répression [des manifestations] exercée par les forces armées et les groupes paramilitaires.

Les Nations unies (ONU) et l'Organisation des États américains (OEA) s'accordent à dire

que le gouvernement Ortega a commis des crimes contre l'humanité. “C'est pour cela qu'au Nicaragua les gens ont peur, très peur”, explique un habitant de Managua qui souhaite garder l'anonymat, justement à cause de cette peur. Il décrit ce qu'il voit aujourd'hui dans les rues de la capitale : “Les gens n'en peuvent plus, mais ils n'osent pas sortir manifester. Nous vivons depuis 2018 dans un État policier, qui se

livre à des exactions avec sa propre armée ou avec des organisations parapolicieres ou paramilitaires.”

L'Église, dans ce pays majoritairement catholique, a également condamné les violations des droits humains perpétrées actuellement. Cela explique peut-être pourquoi elle est la cible de menaces, avec sur les murs des lieux de culte des messages de représailles adressés aux prêtres ayant osé dénoncer ces abus. Le secteur privé préfère ne plus s'exprimer après des années d'idylle avec Ortega à l'abri d'un accord controversé baptisé “Dialogue et consensus”, comme l'avait alors rapporté Connectas. Participer à la grève de 2018 a valu aux entreprises une vendetta sous la forme d'amendes et de sanctions, et elles connaissent une période de vaches maigres à cause de la crise sociale et des conséquences de la pandémie.

La Banque mondiale (BM) prévoit une croissance négative (-2,5 %) en 2021 ce qui, souligne-t-elle, signifie un “arrêt des progrès contre la pauvreté réalisés depuis



COURRIER INTERNATIONAL

2005". Ortega pourra maintenant accuser la pandémie d'être à l'origine de la crise. Mais la Banque mondiale rappelle que les causes sont également "les fermetures volontaires d'entreprises privées, les sorties de capitaux, la perte d'emplois et la baisse du tourisme". À cela s'ajoutent les presque 10 000 Nicaraguayens (majoritairement des jeunes) qui ont préféré tenter leur chance en Europe, aux États-Unis, au Costa Rica ou au Panama.

Conscient de ce phénomène migratoire et de ses conséquences sur sa popularité, Ortega cherche à occuper d'une manière ou d'une autre ceux qui sont restés. L'une d'elles consiste à faire entrer les jeunes au Front sandiniste de libération nationale (FSLN), et à les payer pour distribuer chaque mois des paniers alimentaires d'une valeur d'environ 30 euros aux personnes âgées et aux familles les plus démunies. Dans le même temps, ces jeunes exercent une surveillance politique en gardant les yeux et les oreilles bien ouverts pour déceler le moindre signe de rébellion. Ces actions traduiraient-elles le désespoir d'un gouvernement dont l'image se dégrade de plus en plus ? Au milieu de l'année 2020, trois Nicaraguayens sur quatre considéraient que le pays allait "dans la mauvaise direction" (selon un sondage CID-Gallup).

"Somocisme." Certains pensent que les mesures extrêmes prises aujourd'hui, comme l'incarcération de membres de l'opposition, ne font qu'obéir à un vieux schéma. "Il s'agit d'une dictature qui se forge dans l'ombre depuis longtemps, commente un analyste politique nicaraguayen sous le couvert de l'anonymat. Ortega est passé d'homme de la révolution – l'un de ceux qui clamaient qu'il fallait gouverner avec ceux d'en bas – à celui qui, une fois au pouvoir ou en passant des accords avec d'autres secteurs, a mis la main sur tout ce qui pouvait lui assurer un pouvoir absolu." "Après avoir accédé à la présidence en 2006 et démontré son habileté politique, poursuivit-il, il a entrepris de mettre à son service le pouvoir judiciaire, la police (devenue sa garde prétorienne) et l'armée, sur laquelle il s'appuie au-delà du cadre institutionnel."

Le "somocisme" d'Ortega ne s'arrête pas là : le népotisme dont

Contexte

●●● En déposant leur candidature commune, mardi 3 août, le couple formé par le président nicaraguayen Daniel Ortega, 75 ans, et sa femme (et vice-présidente) Rosario Murillo, 70 ans, a mis fin au faux suspense qui planait sur leur intention de briguer un nouveau quinquennat. L'ancien guérillero sandiniste a déjà passé vingt-cinq ans à la tête du Nicaragua depuis la chute de la dynastie Somoza en 1979 [1979-1990, puis 2007-2021]. En novembre, il briguera un quatrième mandat consécutif, et sa victoire semble assurée. Le cadre électoral "n'inclut aucun secteur de l'opposition combative ni aucune des personnalités qui ont eu un rôle dans les manifestations d'avril 2018", déplore le site **Divergentes**. Depuis le mois de juin, l'arrestation de 31 militants, dont 7 précandidats à la présidence, a ostracisé l'opposition. Les candidats restants sont "de nouveaux venus sans expérience politique", constate **La Prensa** (d'opposition), dont "la majorité reconnaît qu'il faudrait un miracle pour l'emporter". C'est toute la stratégie du couple présidentiel : conserver les apparences du cadre démocratique en le vidant de sa substance. Une méthode dont personne n'est dupe mais contre laquelle l'opposition demeure impuissante.

usent le président et la vice-présidente, sa toute-puissante épouse Rosario Murillo, montre bien que gouverner est une affaire de famille. Du pur style Somoza. Comme le disait le quotidien espagnol *El País* en avril, "les huit enfants du couple qui vivent au Nicaragua ont le titre de conseiller présidentiel, contrôlent le secteur de la distribution de pétrole et sont titulaires d'un contrat avec l'État. Rien qu'entre 2018 et 2019, 936 000 dollars ont été versés à l'empire médiatique et publicitaire des enfants Ortega Murillo, en vertu de contrats officiels". La famille Ortega a ouvert un autre front dont l'objectif est de museler les médias. Les offensives y sont incessantes et dirigées par la vice-présidente en personne. Elles vont de l'augmentation de la taxe sur le papier (pour rendre les journaux non viables) à la manipulation des autorisations d'émettre octroyées aux stations de radio et aux chaînes de télévision (pour mettre celles qui dérangent hors d'état de nuire).

Qui va mettre le holà, se demandent les Nicaraguayens ? "Nous ne le savons pas, mais nous sommes très surpris par l'inaction de la communauté internationale, déclare l'un d'eux. La réaction tarde à venir, comme pendant toutes ces années où les

Somoza ont enchaîné impunément les abus. Reste à voir maintenant si les dernières sanctions et déclarations serviront à quelque chose." Il veut parler des mesures prises [le 9 juin] par les États-Unis contre certains proches d'Ortega et des hauts responsables de son gouvernement. L'ONU a condamné [le 22 juin] "les persécutions et les arrestations des opposants au gouvernement [et] des candidats à des fonctions publiques", et a demandé au régime de leur restituer leurs droits politiques et de respecter les lois internationales sur les droits humains. Quelques jours plus tôt, le secrétaire général de l'Organisation des États américains (OEA), Luis Almagro, a averti que ce qui se passait au Nicaragua portait un autre nom : "Le pouvoir tel qu'il est exercé au Nicaragua altère l'ordre constitutionnel et l'État de droit. Cela délégitime le gouvernement et il est donc nécessaire que des mesures soient prises, conformément à l'article 21 de la Charte démocratique interaméricaine." "Lorsque le pouvoir n'est pas exercé dans le respect de l'État de droit et de l'ordre démocratique, [c'est] une dictature", a-t-il insisté. Le 15 juin, le Conseil permanent de l'OEA a adopté une résolution dénonçant les "arrestations arbitraires"

ordonnées par Ortega : 26 pays ont voté pour, et l'Argentine, le Mexique, le Honduras, le Belize et la Dominique se sont abstenus. Seuls le Nicaragua, Saint-Vincent-et-les-Grenadines et la Bolivie ont voté contre. Cette majorité permet à l'OEA d'appliquer la Charte démocratique interaméricaine et de suspendre le Nicaragua de l'organisation.

"Lorsque le pouvoir n'est pas exercé selon l'ordre démocratique, c'est une dictature."

Luis Almagro,
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'OEA

Beaucoup pensent qu'Ortega a mis cette éventualité en balance avec la possibilité d'avoir d'autres soutiens qui, à long terme, pourraient lui être plus profitables. En tête de liste figure celui de Vladimir Poutine : il y a deux ans à peine, à l'occasion du 40^e anniversaire de la révolution sandiniste, le président russe avait envoyé un message affirmant que le Nicaragua pourrait "toujours compter sur l'aide de la Russie". La Chine, qui montre depuis quelques années un vif intérêt pour l'Amérique latine, figure en deuxième position. De plus, soulignent certains analystes, l'empire du Milieu n'a jamais complètement renoncé au projet de canal interocéanique au Nicaragua, aujourd'hui en suspens.

Une chose est sûre, en tout cas : Ortega coche déjà toutes les cases du modèle de gouvernement autoritaire qui a la faveur de ces deux importants acteurs géopolitiques. C'est le nouveau mode d'emploi suivi par les régimes "illibéraux", qui se parent d'habits démocratiques (surtout concernant les élections), mais ne garantissent pas les libertés civiles et ne permettent aucun contrôle des opérations de vote. Vu ce qui s'y passe, le Nicaragua est un nouvel exemple de ce que Sergei Guriev, de l'Institut d'études politiques de Paris, et Daniel Treisman, de l'université de Californie, appellent les "autocrates de l'information", un nouveau modèle de dictature. Il s'agit, expliquent-ils, d'une "nouvelle forme d'autoritarisme [...] mieux adaptée à l'ère des moyens de communication mondialisés, de l'interdépendance économique et des technologies de l'information". Ce sont des

dictateurs qui "concentrent le pouvoir, répriment l'opposition, éliminent les organes de contrôle et les contre-pouvoirs" sans avoir forcément besoin d'avoir recours à une répression violente. Ces autocrates menacent en outre de "transformer l'ordre mondial à leur image, en remplaçant la loi et les principes de liberté par le cynisme et la corruption". Ils n'ont pas besoin de coups d'État parce qu'ils prennent le pouvoir en remportant des élections étonnamment "irréprochables" : Guriev et Treisman rappellent que les observateurs internationaux ont décrit le scrutin qui a donné la victoire à Hugo Chávez en 1998 comme le plus transparent de l'histoire du Venezuela.

Daniel Ortega remplit donc de plus en plus de critères pour figurer sur la liste des autocrates de dernière génération, aux côtés de Vladimir Poutine en Russie, Viktor Orbán en Hongrie, Recep Tayyip Erdogan en Turquie, Alexandre Loukachenko en Biélorussie, Mahathir Mohamad en Malaisie et Hugo Chávez et son successeur, Nicolás Maduro, au Venezuela. Les choses iraient mieux au Nicaragua si Ortega décidait de permettre le retour des libertés et, avec elles, de la démocratie. La probabilité qu'il le fasse est aussi faible que celle qu'il admette que, tôt ou tard, il devra répondre devant son peuple et la justice internationale des crimes d'État qui ont éclaboussé son passage au pouvoir.

—**Víctor Diusabá**
Publié le 17 juin



ANALYSE



SOURCE

CONNECTAS

Amérique latine

connectas.org

Lancée en 2013, Connectas est la principale plateforme de collaboration entre les médias d'Amérique latine. Soutenue par le Centre international pour les journalistes (ICFJ) de Washington, elle bénéficie d'une reconnaissance internationale liée à la solidité des contenus qu'elle publie. Ceux-ci ont révélé des affaires sur lesquelles des dirigeants de la région ont été contraints de s'expliquer.

CUBA

J'ai vu le régime s'effondrer de l'intérieur

Depuis le 11 juillet, des manifestations antigouvernementales ont lieu dans tout le pays. Pour ce professeur qui vit aux États-Unis, ce mouvement montre l'érosion du système castriste.



—The Atlantic Washington

Tous les jeudis à 17 heures, ma grand-mère entrainait dans sa chambre, fermait la porte à clé et réglait son transistor fabriqué en URSS sur Radio Martí, une station basée à Miami et dirigée par des exilés cubains qui avaient fui la révolution de Fidel Castro. Elle réglait toujours le volume à peine au-dessus du murmure. *“Les murs ont des oreilles”*, disait-elle. Elle vivait à La Havane et était une citoyenne ordinaire et obéissante, mais comme tous les autres membres de ma famille, elle évitait de parler de sujets politiques délicats au téléphone de peur que les lignes ne soient sur écoute. Nous agissions comme si l'État avait toujours le regard braqué sur nous. Sa présence était partout.

Plusieurs choses étaient interdites à la génération de ma mère dont, entre autres, écouter les Beatles, être ouvertement homosexuel, manifester des croyances religieuses et lire certains livres. À la fin des années 1980, je portais les mêmes vêtements que tout le monde, je recevais la même éducation et j'utilisais la même marque de dentifrice, Perla, qui était la seule que l'on pouvait se procurer. L'autonomie individuelle et

la liberté de choix n'existaient pas. J'ai vécu mon enfance dans l'ombre de Castro et j'ai vu l'échafaudage de l'État commencer à s'effondrer. Je me souviens que l'année de mes 9 ans, en 1992, les rayons des magasins où se trouvaient les pommes soviétiques se sont retrouvés complètement vides. Il y a aussi eu ce jour tragique où mon petit camion de pompiers rouge, fabriqué en Allemagne de l'Est, s'est cassé. C'était le dernier jouet qui me restait.

Aujourd'hui, près d'un tiers de la population active est salariée du secteur privé.

L'Union soviétique s'était effondrée et Cuba, une économie parasite qui n'avait pas grand-chose à offrir au marché mondial et dont les souffrances étaient accentuées par le blocus américain, perdit 85 % de son commerce extérieur. Cela déclencha une grave crise humanitaire. Très vite, il n'y eut plus d'électricité. Pour supporter la chaleur intense des Caraïbes, nous dûmes monter nos matelas sur le toit. Les moustiques firent en sorte que les nuits sous

✍ Dessin de De Angelis, Italie.

les étoiles des Tropiques n'aient rien de l'expérience romantique fantasmée.

“Le bon vieux temps revient”, déclara mon grand-père un beau jour de 1994 en posant son journal sur la table. Castro venait d'autoriser les Cubains à créer des petites entreprises, d'ouvrir le tourisme aux Occidentaux (à cause du blocus la porte restait fermée pour les Américains, sauf ceux d'origine cubaine, qui étaient autorisés à rendre visite à leur famille) et de légaliser l'utilisation du dollar américain. Du côté des citoyens ordinaires, cette libéralisation (et, un peu plus tard, les subventions du Venezuela d'Hugo Chávez) a légèrement atténué les effets de la crise. Mais, du côté de l'État, ses conséquences idéologiques et politiques allaient être dévastatrices.

Aujourd'hui, près d'un tiers de la population active est salariée du secteur privé. Mon meilleur ami, Yuniór, loue une chambre de sa maison aux touristes et paie une femme de ménage pour la nettoyer. Comme tous les travailleurs du secteur privé, aucun des deux n'est tenu de s'affilier au syndicat contrôlé par le gouvernement, de participer aux manifestations organisées par lui ou de lui fournir des documents administratifs pour conserver son emploi. Ils sont indépendants de l'État et gagnent dix fois plus qu'un médecin. Oui, la femme de ménage aussi.

La crise du début des années 1990 a déclenché un exode vers la Floride : près de 35 000 personnes ont tenté la traversée sur des bateaux et des radeaux de fortune. Je me souviens très bien de mes voisins qui avaient construit une embarcation avec des tables et des pneus liés avec des cordes, et couronné la proue d'une statuette de Notre Dame de la Charité, patronne de Cuba et protectrice des marins. Beaucoup n'ont jamais atteint leur destination.

Depuis, cette issue de secours a été fermée. Quelques jours avant de quitter ses fonctions, le président Barack Obama a mis fin à la politique *“wet foot, dry foot”* [la politique *“pied sec, pied mouillé”* consistait à donner un permis de résidence aux seuls Cubains parvenus sur le sol américain]. Son

successeur a réduit le personnel de l'ambassade des États-Unis à Cuba et suspendu la délivrance de visas par ses services. Aujourd'hui, les Cubains sont pris au piège et, au lieu de regarder l'horizon, ils regardent vers le haut, vers ceux qui sont au pouvoir.

Les manifestations de juillet n'étaient pas les premières de l'île. Trois décennies en arrière, le 5 août 1994, les Cubains ont manifesté à La Havane (bien qu'en moins grand nombre) aux cris de *“Liberté !”* et *“À bas Castro !”*.

Il y a aujourd'hui une nouvelle génération de Cubains qui a grandi sans les yeux inquisiteurs de l'État.

Ils ont été passés à tabac et arrêtés, mais cela, il était impossible de le savoir en regardant les informations de la télévision d'État. Ce qu'elle a montré à l'époque était une version montée, sans images de la répression, mais avec celles de l'arrivée de Castro en jeep sur le lieu de la manifestation, et de son accueil aux cris de *“Vive Fidel !”*.

Une telle stratégie de désinformation est impossible aujourd'hui. En 2018, le gouvernement cubain a autorisé à contrecœur l'utilisation d'Internet sur les téléphones portables. Trois ans plus tard, l'Internet a transformé une manifestation locale en une rébellion nationale. Les vidéos tournées avec des téléphones portables ont montré la répression en cours et contredisent les médias d'État, mettant en évidence leurs manipulations. Le monopole de l'information dont jouissait autrefois le gouvernement a volé en éclats.

Il y a aujourd'hui une nouvelle génération de Cubains qui a grandi sans la figure omniprésente de Fidel Castro et sans les yeux inquisiteurs de l'État. Le discours socialiste à l'ancienne toujours propagé par les médias d'État est étranger à ces jeunes et ne les convainc pas : en fait, ils le trouvent franchement ridicule. Contrairement aux membres de ma génération, ils n'ont pas regardé des dessins animés soviétiques mais ceux de Disney et Pixar. Ils savent que le gouvernement a très peu à leur offrir. Ils veulent un changement politique, et ils le veulent maintenant.

Ils n'ont pas peur des murs avec des oreilles et des téléphones sur écoute, comme ma défunte grand-mère. Au contraire, ils veulent être entendus. Et, pour s'assurer de l'être et amplifier leur voix, ils ont pris d'assaut les réseaux sociaux.

Certes, Cuba reste sous contrôle communiste et le gouvernement peut déchaîner à sa guise les foudres de son pouvoir, comme le montrent les violentes répressions et les procès sommaires en cours à l'heure actuelle. Mais sa structure totalitaire a subi des dommages irréversibles. Le peuple sent la faiblesse du gouvernement et continuera à tirer sur ses chaînes rouillées. Ceux qui sont au pouvoir doivent admettre qu'ils ont fait leur temps et qu'ils ne pourront pas résoudre les crises économiques et politiques qui se succèdent sans fin à Cuba avec de vieilles formules. Ils doivent ouvrir les portes à la libéralisation avant qu'il ne soit trop tard et que le pire n'arrive, avant l'effondrement total de l'État et la guerre civile.

—Jorge Felipe-Gonzalez*

Publié le 31 juillet

*Jorge Felipe-Gonzalez est un professeur d'histoire cubain âgé de 38 ans. Formé à l'université de La Havane, il s'installe aux États-Unis en 2013 grâce à une bourse de recherche. Spécialiste de la traite d'esclaves au XIX^e siècle, il enseigne aujourd'hui à l'Université du Texas à San Antonio.



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

Après les manifestations qui ont éclaté ces dernières semaines dans l'île, suivez toute l'actualité cubaine sur notre site. À lire, pour mieux comprendre les revendications : **“Touristes, voilà pourquoi nous manifestons”**, une lettre ouverte de l'écrivain Ernesto Pérez Chang qui vit à Cuba.



europe



Royaume-Uni. L'avenir retrouvé de Sunderland

Nombre d'europhiles prédisaient un sombre futur à cette vieille cité industrielle du Nord de l'Angleterre, très pro-Brexit. Mais il n'en est rien : les entreprises s'y réinstallent et des maisons intelligentes y sortent de terre.

—The Observer Londres

Si vous n'êtes pas allé à Sunderland depuis longtemps, vous avez peut-être été surpris d'entendre récemment que Nissan comptait y investir 1,17 milliard d'euros dans un complexe futuriste consacré à la voiture électrique.

Réputée pour son industrie lourde et ses chantiers navals, Sunderland souffre de son image de vieille ville industrielle, qui n'en fait pas nécessairement le premier endroit auquel on pense lorsqu'on imagine l'industrie du futur. On a tort, estime Patrick Melia, président du conseil municipal de Sunderland. «C'est une ville en pleine mutation», affirme-t-il.

L'investissement cumulé des autorités municipales et nationales se monte à 117 millions d'euros et sera destiné à la construction d'un parc industriel high-tech situé juste à côté de l'usine Nissan. Avant même l'annonce du constructeur japonais, ce projet devait déjà engendrer entre 586 millions et 700 millions d'euros d'investissements privés. Avec les 496 millions d'euros de Nissan et les

527 millions d'euros du fabricant de batterie Envision, cet objectif est déjà largement dépassé.

«En tant qu'autorité locale, notre rôle est de trouver des solutions. Nous n'avons pas toujours beaucoup de budget à investir, mais nous avons de l'expertise, et nous savons comment attirer les entreprises à Sunderland pour le plus grand bénéfice de toute la région du Nord-Est», souligne Patrick Melia.

Chômage élevé. Les répercussions négatives que certains partisans du maintien dans l'UE souhaitent avec une joie mauvaise à cette commune pro-Brexit [61,3 % de «Leave» lors du référendum], ne sont pas devenues réalité ici. Bien qu'il demeure des incertitudes en matière de production de nourriture en raison du manque de main-d'œuvre immigrée dans les usines, les exploitations agricoles et les sociétés de transport – des problèmes qui affectent tout le pays –, Sunderland semble plutôt bien tirer son épingle du jeu.

La ville du nord-est de l'Angleterre doit néanmoins relever plusieurs défis : le taux de chômage y reste supérieur à la moyenne

nationale tandis que le niveau des salaires y est inférieur.

Déjà en situation difficile avant la pandémie, Sunderland a été classée parmi les vingt villes britanniques affichant les taux de chômage les plus élevés, ainsi que le montrent les chiffres du gouvernement. Le nombre de demandeurs d'emploi atteignait 73 % de la population en mai dernier, contre une moyenne nationale de 6 %.

Ce qui n'empêche pas la ville de nourrir des ambitions. En 2023, Sunderland accueillera la Future Living Expo, grande vitrine des



✎ Dessin de Nick Lowndes, Royaume-Uni.

«maisons du futur» fonctionnant aux énergies renouvelables et prêtes pour la 5G. Un millier de ces habitations sont déjà en construction en périphérie et devraient être assemblées et installées dans quatre nouveaux quartiers du nord de la ville.

«Ces habitations seront plus durables, et ce seront les maisons les plus intelligentes du Royaume-Uni», annonce Melia. Nous sommes en pleine évolution et nous avons besoin d'investisseurs comme Nissan pour soutenir cet effort.

Réduire les inégalités. En 2019, la société de services financiers Legal & General s'est engagée à contribuer à hauteur de 117 millions d'euros à l'effort de redynamisation de la ville. Son objectif : créer des bureaux de haute qualité dans le «quartier urbain» de Riverside Sunderland, dans le nord de la ville. Les travaux commenceront le mois prochain sur l'ancien site des brasseries Vaux, institution de la ville fermée en 1999.

Le PDG de Legal & General, Nigel Wilson, un natif de la région, souligne que des «changements massifs» ont été entrepris compte tenu de l'émergence des technologies vertes et des énergies renouvelables. À travers cet investissement, il s'agit pour l'entreprise de saisir une véritable occasion, dit-il, et d'éviter que l'erreur commise au tournant du millénaire, lorsque le Royaume-Uni n'a pas soutenu ses jeunes pousses et a cédé du terrain aux États-Unis et à la Chine, ne se répète. «Nous avons raté le train à l'époque, reconnaît-il. Mais la prochaine vague technologique arrive incroyablement vite.»

Les entreprises ont été le catalyseur du changement à Sunderland, estime Nigel Wilson, mais les autorités ont bien joué leur rôle de soutien, souligne-t-il. «Il y a beaucoup de choses que [le secteur privé] peut faire, dit-il, mais il y en a d'autres où, pour être honnête, on a besoin que le gouvernement amorce la pompe.»

Alors que des fonds publics ont permis d'attirer Nissan, la promesse de campagne de Boris Johnson de réduire les inégalités entre le Nord, désindustrialisé, et le Sud, prospère, commence à prendre forme à Sunderland. Les sommes engagées sont modestes mais symboliquement fortes, et laissent deviner un retour aux politiques industrielles interventionnistes de l'après-guerre.

Les entreprises établies à Sunderland restent attachées à leur ville et sont déterminées à résister à la «tentation» du Sud-Est. Juste en face du site des anciennes brasseries Vaux se trouve le nouveau siège social – estimé à 7,5 millions d'euros – de Hays Travel, un fleuron économique de la ville. Fondée en 1980 par John Hays, cette société est devenue la première agence de voyages du Royaume-Uni, avec 500 salariés dans son siège social, à Sunderland, et près de 7000 autres dans le reste du pays. L'entreprise a récemment fait parler d'elle en rachetant la branche commerciale de Thomas Cook après la faillite du géant des séjours de vacances en 2019.

Irene Hays, propriétaire et présidente de l'entreprise, explique qu'elle et son mari John, mort en novembre 2020, n'ont jamais envisagé de quitter Sunderland, un endroit propice en raison de «sa splendide côte et de sa scène culturelle très active» – qui a permis à l'entreprise de recruter «du personnel venu de tous horizons».

Le paysage culturel local comprend en effet le Sunderland Empire, plus grand théâtre de la région et seule scène capable d'accueillir les grands spectacles du West End londonien. Il emploie directement plus d'une centaine de personnes et reçoit près de 300000 visiteurs par an – de quoi assurer d'autres emplois dans le secteur de l'hôtellerie. L'Empire est fermé depuis plus d'un an et la plupart de ses employés sont au chômage technique, mais la billetterie reste ouverte et il est possible de réserver des places pour la saison d'hiver.

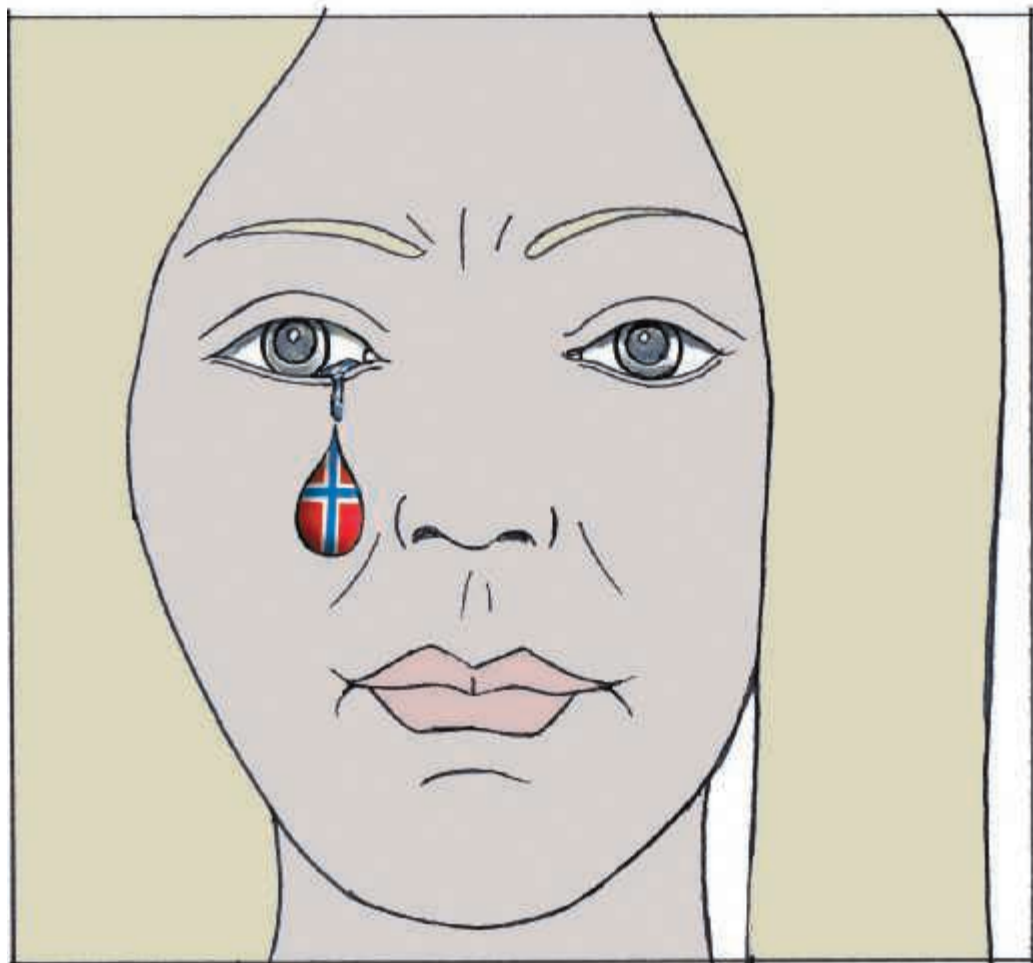
La directrice du théâtre, Marie Nixon, explique que l'optimisme de la mairie et des milieux économiques nourrit le dynamisme du secteur culturel, pourtant durement touché par la pandémie. Même si l'on ignore encore les effets à long terme du confinement, Sunderland «offre aujourd'hui plus de perspectives que jamais» pour les profils créatifs qui auraient pu songer à quitter la ville pour les lumières de Newcastle, Leeds ou d'autres villes plus au sud. «Je suis très optimiste, confirme Marie Nixon. Je pense que nous avons simplement besoin de la même chose que tout le monde : un peu de certitude.»

—Robyn Vinter et Richard Partington
Publié le 4 juillet

↓ Dessin de Mayk paru dans
Sydsvenskan, Malmö (Suède).

Dix ans après, les fantômes d'Utoya sont toujours là

Le 22 juillet 2011, le militant norvégien d'extrême droite Anders Breivik massacrait 69 personnes lors d'un rassemblement de jeunes travaillistes. Restée en contact avec les familles des victimes, cette journaliste raconte l'impossible deuil et le regard nouveau que porte son pays sur la tragédie.



—Corriere della Sera Milan

Longtemps, chaque soir, ils sont montés dans sa chambre allumer la lampe, qu'ils éteignaient ensuite à l'heure du coucher. Ils ont tiré les rideaux quand, l'été, le soleil de minuit brillait et quand, les mois plus sombres, l'aurore boréale enflammait le ciel. Ils se sont assis sur son lit, ont passé la main sur ses vêtements, dans l'armoire, au fil des saisons qui se succédaient de l'autre côté de la fenêtre. Sur son bureau, ils avaient trouvé trois badges. Sur l'un d'eux était écrit "Rouge et fier de l'être". Sur un autre, "Non au racisme". Sur le troisième, le symbole de la Ligue des jeunes travaillistes, en lettres blanches sur fond rouge : AUF.

Le jeune homme de 18 ans était devenu tellement grand que sa mère avait craint que sa tête ait du mal à rentrer dans le cercueil. On l'avait revêtu de son premier costume, qu'ils venaient d'acheter ensemble cet été-là. Un mois plus tard, sa mère avait épinglé les badges dans le tissu. Tout autour du corps, le drap bleu achevé juste avant son départ pour le camp

d'été. C'est lui qui avait demandé à sa mère de lui tisser ce drap, alors qu'il s'apprêtait à quitter la maison pour terminer sa dernière année de lycée à Tromsø, dans le nord de la Norvège. Assise à son métier à tisser, sa mère laissait courir ses pensées. Ça lui avait fait vraiment plaisir quand son fils lui avait dit qu'il aimerait qu'elle lui fasse un drap de lin. Bleu, bleu comme le ciel, lui avait-il répondu quand elle lui avait demandé la couleur.

Le 22 juillet 2011, Anders Kristiansen se trouvait au camp d'Utoya, où il était de garde. "Il se passe quelque chose de bizarre", avait-il dit en entendant dans le talkie-walkie qu'un policier avait débarqué sur l'île [il s'agissait en fait du tueur Anders Breivik]. Et il est allé voir. Ses dernières paroles furent "Enfuyez-vous! Ne vous retournez pas!" On l'a retrouvé sur le Sentier de l'amour, à côté de dix camarades, le bras autour d'une fille aux longs cheveux bouclés.

Éclats de balles. Après le massacre, j'ai suivi pendant plusieurs années la famille Kristiansen pour mon livre, *En av oss* ["L'un de nous", paru en Norvège en 2013,

non traduit en français]. J'avais vu de mes yeux l'abîme dans lequel les familles des victimes resteraient plongées le restant de leur vie. La mère d'Anders, Gerd, m'avait fait comprendre à quel point cet abîme était sombre et solitaire.

Au cours de nos promenades dans la neige, dans les environs de Bardu, bien au-delà du cercle polaire arctique, j'ai vu de mes yeux la douleur la plus atroce qui soit : la perte d'un enfant. En un sens, la mort d'un fils représente l'oubli, pour nous qui ne sommes pas leurs parents. Nous draguons l'abîme à fond, puis nous portons le regard ailleurs. Le temps creuse un fossé énorme entre ceux qui pleurent encore leurs morts et les autres.

En travaillant à mon livre, j'ai compris que la douleur veut être vue, commentée, reconnue. Et pourtant, la semaine dernière, je tremblais à la pensée d'appeler Gerd : tant d'années s'étaient écoulées depuis notre dernière conversation. Gerd m'avait appris que le pire affront que l'on puisse faire à une mère en deuil était de ne pas nommer celui qui n'était plus, quasiment comme s'il n'avait jamais

existé. On évite le sujet de crainte de blesser davantage les parents, inconscients du fait qu'une perte pareille est tellement démesurée qu'elle peut nous accueillir nous aussi dans ses bras.

Quand je l'ai appelée, Gerd était en train de commander un cœur en bronze qu'elle voulait déposer sur la tombe d'Anders, pour l'anniversaire de sa mort. Elle m'a demandé de la rappeler plus tard.

Pendant des années, sa douleur est restée imprégnée de rage. Qu'avaient fait les services secrets,

"Anders n'a vécu que dix-huit ans, mais nous aurons toujours le même âge."

Viljar Hanssen,
RESCAPÉ DE LA TUERIE

la police, les gardes? Elle enrageait devant les roses en hommage aux victimes et les cœurs sur Facebook, devant le simple fait de ne pas pouvoir hurler sa douleur dans une société qui impose ce qu'elle appelle "une conduite digne".

"Ceci est un coup d'État", avait dit Breivik au policier qui l'avait

bloqué quand, enfin, il a été capturé sur l'île. Le massacre avait duré plus d'une heure. Partout, des adolescents morts. "Chasseur de marxistes", clamait le badge qu'il portait sur le torse.

Pendant qu'on l'interrogeait, plusieurs agents s'affairaient à rechercher des survivants. Un policier indiqua du doigt un camarade d'Anders, Viljar Hanssen, par terre dans une mare de sang.

Viljar avait la tête en charpie, une partie de son cerveau sortait de sa boîte crânienne. Le policier lui a remis son cerveau dans son crâne éclaté et a enveloppé sa tête dans un tissu. Ensuite, il a demandé à un rescapé de maintenir en place la tête de Viljar pour le "garder en vie". Dix jours plus tard, le garçon de 17 ans se réveillait de son coma, privé d'un œil, des doigts avec lesquels il avait tenté de protéger son visage des balles – et de beaucoup d'amis. Des éclats de balles impossibles à retirer restaient dans son cerveau.

Dix ans après cette journée, Viljar fait des études de droit à Tromsø, la capitale de cette région polaire de la Norvège. Dans sa tête, il discute encore de politique avec

son meilleur ami, Anders, que tous appelaient "le petit Obama", pour l'admiration qu'il nourrissait envers le président d'un pays qu'aucun d'entre eux n'avait encore visité. "Il n'a vécu que jusqu'à 18 ans, mais nous aurons toujours le même âge", me dit Viljar depuis la petite maison de ses parents, dans les montagnes qui bordent la vallée de Valdres. "Quand je dois prendre une décision importante, il est toujours à côté de moi; parfois nous sommes d'accord, parfois non."

Œil de verre. Ce furent dix années sombres. D'abord, Viljar a dû se battre pour revenir à la vie, guérir de ses blessures, de la terreur, s'adapter à son œil de verre et à sa prothèse de la main. Et puis on a attendu de lui qu'il se sente reconnaissant d'être resté en vie, sans montrer ni rage ni remords. Mais le fardeau le plus pesant, au fil des ans, a été les constantes persécutions. Surtout en ligne. "Breivik aurait dû finir son travail", lui a écrit un homme. Le viol et le meurtre, voilà ce que les membres de l'AUF ont méritées, à en croire certaines personnes qui s'expriment sur le web dans la pacifique, tolérante et riche Norvège.

Le débat public s'envenimant, Viljar a fait une dépression et s'est tenu à distance de la politique pour éviter d'attirer l'attention. Dix ans après Utoya, une génération de politiques est perdue.

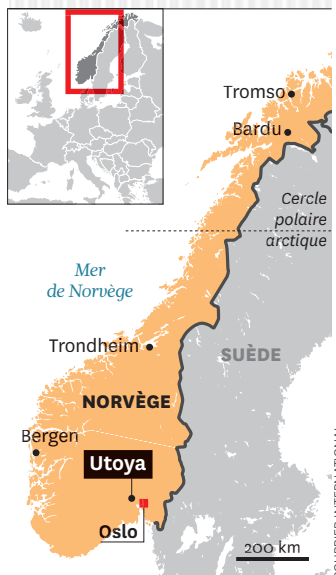
Quand Breivik a perpétré son attaque, c'est le Parti travailliste qui était au pouvoir en Norvège et le Premier ministre Jens Stoltenberg, en larmes, avait affirmé que son pays n'allait pas renoncer à ses valeurs pour ne pas offrir la victoire au terroriste. "Nous répondrons à la haine par l'amour", avait-il dit, invitant ses concitoyens à "plus de démocratie, plus d'unité et plus d'humanité, sans jamais tomber dans la naïveté".

Toute la classe politique a applaudi la façon dont il a dirigé le pays après le massacre. Mais aujourd'hui, ce tableau révèle ses fissures. Ce qui avait semblé juste à l'époque – la démonstration d'unité – a, d'une certaine façon, fermé la porte à des débats politiques essentiels, comme celui sur les positions de la droite et les opinions des extrémistes.

Quand l'AUF a fait remarquer que les idées de Breivik, loin de constituer un cas isolé, reprenaient des discours exprimés par

L'attentat

●●● Considéré comme l'attentat le plus sanglant de l'histoire contemporaine de la Norvège, le massacre perpétré par le militant d'extrême droite Anders Breivik, le 22 juillet 2011, s'est déroulé en deux temps. D'abord, l'homme a fait exploser une voiture piégée à Oslo, causant la mort de huit personnes. Ensuite, déguisé en policier, il s'est rendu à Utoya, où se tenait un rassemblement de la Ligue des jeunes travaillistes norvégiens. Sur cette petite île lacustre, située à 40 kilomètres de la capitale, Breivik a tué 69 personnes.



l'ancienne secrétaire générale de l'AUF Tonje Brenna dans son livre *22. juli og alle dagene etterpå* ["Le 22 juillet et tous les jours suivants", non traduit en français], ce n'était pas une catastrophe naturelle!"

Au cours de mes interventions à travers le monde, on me demande souvent si la Norvège s'est transformée. Chaque fois, je réponds par cette métaphore: le terrorisme nous a infligé une profonde blessure, la cicatrice qui s'est formée ne disparaîtra jamais et reste douloureuse. Cependant, les institutions norvégiennes n'en ont pas souffert. Nous continuons d'avancer comme auparavant. Le terrorisme ne nous a pas changés.

La Norvège est toujours un pays où s'enracinent la confiance, l'unité, le consensus, l'ouverture et la tolérance, et les sondages confirment que ces valeurs sont intactes. Au printemps de cette année, toutefois, j'ai été contrainte de revoir ma vision de notre manière d'affronter les conséquences de l'attentat. La distance, parfois, permet de voir avec plus de clarté.

Pendant près de dix ans, Breivik avait été membre du Parti du progrès, un parti de droite populiste opposé à l'immigration et hostile à l'islam. Il avait tenté sa chance en politique, sans succès.

Deux ans avant son attaque terroriste, le chef du parti, Siv Jensen, avait forgé le terme d'"islamisation occulte" pour mettre en garde le pays contre les ghettos, le hijab et l'alimentation halal. Des expressions comme "trahison culturelle" et "croisade contre l'Europe" étaient très fréquentes dans les discours du parti, et très proches du répertoire de Breivik.

En 2009, Breivik faisait partie des nombreux guerriers du clavier d'Internet et échangeait avec des membres du Parti du progrès. En janvier 2010, il a accompli son dernier pas dans la légalité en tentant de fonder un quotidien en ligne en collaboration avec la publication du Parti du progrès. Le parti a décliné sa proposition et, en février, Breivik a commencé à commander des armes et des produits chimiques pour fabriquer sa bombe.

Au lieu de se demander comment son adhésion au parti, pendant près d'une décennie, avait pu l'influencer, on s'est dit: dommage pour eux que Breivik ait fait partie de leurs membres.

Après la victoire des conservateurs aux élections parlementaires de 2013, pour la première fois de l'histoire, le Parti du progrès est entré au gouvernement, dans une coalition de trois partis de droite. Mais ce n'est qu'à l'étranger que l'événement a été commenté dans les termes qu'emploie, entre autres, le quotidien britannique *The Independent*: "Le parti antimigrants, qui a eu par le passé des liens avec Breivik, a fait son entrée au gouvernement." Les Norvégiens, eux, se sont montrés trop polis pour le faire remarquer.

Un soir, j'ai réussi à parler à Jens Stoltenberg à Bruxelles. Il a quitté Oslo aussitôt après sa nomination au poste de secrétaire général de l'Otan, en 2014. Sa voix s'étrangle un instant au téléphone. Cela fait longtemps qu'il se tient à l'écart de la politique norvégienne. J'en viens directement à cet été-là, à ce jour que Jens Stoltenberg considère comme le pire de sa vie. "Qu'est-ce qui était juste alors? Qu'est-ce qui est juste aujourd'hui? Qu'est-ce qui a changé?"

Métier à tisser. Un silence me parvient depuis Bruxelles. Puis mon interlocuteur s'éclaircit la voix et me demande un instant. Il tient d'abord à rappeler qu'il est favorable au débat actuel et qu'il a lu certains des livres écrits par les membres de l'AUF. "Jusqu'à ce jour, c'est l'AUF qui paye le tribut le plus lourd", admet-il. Mais il refuse de reconnaître que son approche, le fait de répondre à la haine par l'amour et, ainsi, de dépouiller cette attaque terroriste de toute connotation politique, a été une erreur. "Cet été-là, nous avons perdu le meilleur de notre jeunesse et les talents les plus prometteurs du parti, commente-t-il. La meilleure chose que nous puissions faire pour eux est de continuer à parler du 22 juillet, de lutter pour les valeurs en lesquelles eux aussi croyaient et de nous battre pour qu'une telle tragédie ne se reproduise pas."

Selon toute probabilité, Jens Stoltenberg restera toujours le Premier ministre norvégien qui a réussi à maintenir le pays uni au moment le plus dramatique de son histoire. Quant à moi, je me rends compte que ma métaphore de la cicatrice n'est pas adaptée. La blessure est encore pleine de pus. Elle est infectée, gonflée, il faut l'inciser, l'ouvrir

et la soigner en profondeur. Le remède le plus efficace, ce serait la reconnaissance de nos erreurs et des excuses. La reconnaissance du fait que, dix ans durant, les victimes de ce carnage ont été réduites au silence sitôt qu'elles essayaient de faire un lien entre Breivik et des attitudes ou des opinions largement répandues dans l'arène politique. Et des excuses pour ne pas l'avoir compris clairement jusqu'à aujourd'hui.

"Il y a deux garçons du nom d'Anders qui se battent dans ma tête. L'un est bon, l'autre est mauvais, me dit Gerd en revenant du magasin où elle a commandé un cœur de bronze. Mais c'est le mauvais qui s'était installé dans ma tête, et il m'a empêché de retrouver mon fils. Qu'est-ce qu'il m'a tourmenté!"

La femme retourne à son métier à tisser. À l'époque, elle en louait un. Aujourd'hui, elle possède le sien. "Ils nous ont alloué une indemnisation. Pour Anders", en parlant de l'indemnité octroyée aux parents des victimes. "Horrible. Mon fils sur un compte en banque!" Puis elle a dépensé une partie de cet argent pour acheter un métier à tisser, et elle a cessé de souffrir.

Un soir, elle est montée dans la chambre de son fils. Ses habits se trouvaient encore dans son armoire, dix ans après sa mort. Un à un, elle a pris les jeans et les a descendus à la cave. Elle les a découpés avec délicatesse, elle en a fait de longs rubans. Certains bleu foncé, d'autres délavés, bleu clair, presque blancs. Puis elle a trié les rubans par teinte, elle a préparé son métier à tisser et elle s'est mise au travail.

— **Åsne Seierstad**
Publié le 22 juillet

L'autrice

ÅSNE SEIERSTAD, née le 10 février 1970 à Oslo, est une journaliste et écrivaine norvégienne. Avant de publier en 2013 *En av oss* ("L'un de nous"), son livre consacré au massacre d'Utoya, elle a été correspondante en Afghanistan. De cette expérience est né un livre devenu best-seller: *Le Libraire de Kaboul* (2002). Le livre de Seierstad sur Utoya, non traduit en français, a inspiré un film américain, *Un 22 juillet*, sorti en 2018.

à la une



VIVRE AVEC LA CANICULE

De l'Ouest américain à la Sibérie, la Grèce ou la Turquie, les températures record enregistrées depuis le début du mois de juin ont provoqué des incendies et catastrophes en série. Des canicules qui risquent de devenir notre quotidien. Comment s'adapter à ces phénomènes ? Témoignages de la presse étrangère.

Tu auras trop chaud, ma fille

Après une enfance dans l'Arizona, cet écrivain américain pensait avoir opté pour la fraîcheur en gagnant Portland. Le "dôme de chaleur" du début de l'été lui a montré qu'il n'en était rien.

—The Atlantic Washington

En 2000, j'ai quitté Phoenix, dans l'Arizona, pour aller vivre à Portland, dans l'Oregon [soit 2000 kilomètres plus au nord], en partie pour fuir la chaleur. Fin juin, elle m'a rattrapé. Le plafond de l'étage de notre maison et les murs irradiaient de chaleur, et nos chambres se sont transformées en étuves. Le simple fait d'aller chercher un vêtement dans un placard à l'étage était une épreuve. Notre maison n'a guère connu de rénovations depuis sa construction, en 1955 : non contente de conserver des toilettes roses d'époque, elle se distingue par son absence de climatisation et un grenier non isolé. Je dormais (d'un sommeil haché) au

rez-de-chaussée, dans le salon, devant un climatiseur mobile, tandis que ma femme tentait d'en faire autant à l'étage. Nous avions installé un second climatiseur d'appoint dans la chambre de notre fille de 3 ans, située aussi à l'étage, en orientant l'air vers son lit.

À Portland, rien ni personne, ou presque, n'était préparé pour cette canicule. Mais voilà qu'un anticyclone persistant a créé sur les États de l'Oregon, de Washington et de l'Idaho le fameux "dôme de chaleur" ; le mercure s'est envolé, et les pannes se sont enchaînées. Samedi soir [le 26 juin], Portland atteignait 42,2 °C et battait son précédent record de chaleur, 41,6 °C, qui datait de 1965. Dimanche, le mercure grimpait à 44,4 °C, un nouveau record était établi

↑ Quelques-uns des gigantesques incendies de cet été. De gauche à droite, la forêt de Tatoï (Grèce), la ville de Yakoutsk, en Sibérie centrale (Russie), les environs de Sisters, dans l'Oregon (États-Unis), et Manavgat (Turquie).

Photos Louisa Gouliamaki/AFP ; Dimitar Dilkov/AFP ; Oregon Department of Forestry/AFP ; - Ilyas Akengin/AFP

— avant de voler de nouveau en éclats dès le lendemain, lundi, avec 46,7 °C [des pics à 51 °C ont été enregistrés de façon non officielle dans des quartiers déshérités de la ville]. Les camions de la Portland General Electric, la compagnie locale d'électricité, sillonnaient les rues de la ville pour surveiller les câbles du réseau. Le service des parcs et loisirs de la ville a jugé les températures trop élevées pour ouvrir les piscines publiques. Le métro léger de Portland a suspendu son service en raison de câbles d'alimentation fondus. Mon épicerie de quartier est tombée en rade de glaçons.

"À Portland, il fait chaud une semaine dans l'année", plaisantait-on encore quand je suis arrivé dans la région. Alors qu'à Phoenix la climatisation est partout, je connais peu de gens à Portland qui ont l'air conditionné chez eux. Les nuits les plus chaudes, pour peu que l'on soit en sous-vêtements et muni d'un simple ventilateur, on dormait. D'ailleurs ces nuits de chaleur étaient rares, et jamais caniculaires. De mon côté, j'avais grandi en Arizona, j'étais habitué aux très grosses chaleurs. Mon père m'avait même enseigné quelques techniques de survie dans le désert. Jamais je n'aurais pensé en avoir besoin ici.

Mais voilà, le changement climatique est tel que je me retrouve aujourd'hui à devoir transmettre ces savoirs à ma fille. Elle doit apprendre



CULE

à pouvoir vaquer à ses occupations (jouer, profiter de l'extérieur) dans une situation d'inconfort raisonnable, à improviser quand la chaleur devient écrasante, et à ne jamais sous-estimer les dangers de ces étés caniculaires, dont je redoute qu'ils ne fassent qu'empirer.

Retourner ses chaussures. Quand j'étais enfant, 38 °C la journée et 32 °C la nuit étaient choses courantes. Le jour où Phoenix a battu son record de chaleur, à 50 °C, mes amis et moi faisons du skate et du vélo dans un parc, alors que les avions étaient cloués au sol par la chaleur et que les bus publics tombaient en panne. Cette journée historique ne nous a pas semblé plus infernale que n'importe quelle autre journée d'été. Nous avons donc joué dehors jusqu'à n'en plus pouvoir, puis nous sommes allés nous rafraîchir, d'abord au centre commercial devant une part de pizza, ensuite les uns chez les autres.

À Phoenix, mon père m'a enseigné aussi la vie dans le désert. Pour éviter les morsures de serpents venimeux, il m'a appris à ne jamais aller fouiller dans les trous. Contre les scorpions, il m'a donné pour consigne de ne jamais laisser mes chaussures dehors la nuit, et de toujours les retourner et les secouer avant de les enfiler. Contre les insulations et la déshydratation, sa recommandation tenait en un kit de survie :

avoir toujours dans ma voiture trois ou quatre litres d'eau, une batterie de rechange, des câbles de démarrage et un pare-soleil. Si jamais je me retrouvais en panne en pleine canicule, disait-il, je pourrais ainsi survivre, à condition d'agir face à ce danger avec sang-froid, mais surtout avec intelligence. Il m'a appris qu'il fallait boire un peu tout au long de la journée, même si je n'avais pas soif. En cas de mal de tête, il faut se réhydrater. Et il m'a fait comprendre que je ne pouvais pas mettre toute ma vie en suspens au seul motif qu'il faisait trop chaud. Aujourd'hui, je ne surveille plus la présence de scorpions dans mes chaussures, mais tout ce que j'ai appris durant les vingt-cinq premières années de ma vie, dans l'Arizona, m'est utile dans la Portland du changement climatique : être endurant et prévoyant, s'hydrater régulièrement, avoir une haute tolérance à l'inconfort et savoir adapter ses habitudes.

Quand le mercure s'emballe, je fais du skate, je jardine, je sors le chien, je vais au parc. Il n'est pas question que je m'enferme pendant toute une partie de l'été – dans le Nord-Ouest américain, on passe déjà trop de temps à l'intérieur en hiver. J'adore le grand air (le soleil, les odeurs, le spectacle de la verdure) et j'ai besoin de mettre mon corps à profit. Ce que je m'efforce toujours de faire avec bon sens, c'est-à-dire en buvant beaucoup, en mettant de la crème solaire et un chapeau, en emportant des boissons et des en-cas. Je commence toutes mes journées en avalant un verre d'eau, dès le réveil.



C'est la durée que pourrait atteindre l'été en 2100 dans l'hémisphère Nord si les émissions de gaz à effet de serre ne sont pas maîtrisées. Cette conclusion est issue d'une étude publiée en février dans la revue **Geophysical Research Letters**, après l'analyse de soixante ans de données climatiques. Une saison estivale aussi longue pourrait signifier des vagues de chaleur extrême plus intenses, et donc plus de sécheresses et d'incendies.



Comment rester au frais sans griller la planète ?

Le changement climatique accroît la demande en technologies de refroidissement... et inversement. L'électricité qui alimente les climatiseurs provient souvent d'énergies fossiles, et la plupart utilisent des gaz à effet de serre bien plus puissants que le CO₂. Des solutions existent pourtant, expliquait le site **Grist** en septembre 2020.

Le week-end [caniculaire de la fin juin] a donc été pour moi l'occasion de mettre à l'épreuve ce qu'il me restait de tolérance à la chaleur. Le dimanche après-midi, par 42 °C, j'ai fait du skateboard sur la minirampe du voisin, juste pour me tester. Le voisin l'a disposée à l'ombre, à côté de son allée, mais il me laisse la mettre sur le trottoir. J'ai roulé quarante minutes, jusqu'à ce que je me sente trop ralenti. Lundi matin tôt, par 33 °C déjà, ma fille et moi sommes sortis avec le chien pour aller au café. On s'intéresse beaucoup aux insectes ces temps-ci, alors à notre retour, nous sommes restés dans le jardin, à l'ombre, à installer des mille-pattes dans le terrarium qu'elle a fabriqué. La nature est "rouge de dent et de griffe", a écrit le poète Alfred Tennyson, mais la dureté du réel et la beauté de la nature n'ont rien de contradictoire. Mon ambition est de transmettre à ma fille une capacité à apprécier ces deux extrêmes. Des gouttes de sueur dégoulaient sur ses joues rougies quand elle a fini par me dire : "Papa, j'ai chaud. On va jouer à l'intérieur ?" Nous sommes donc rentrés, et je me suis assuré qu'elle avait avec elle sa gourde d'eau.

Mettre sa tête dans un frigo. Pendant cette vague de chaleur à Portland, ma famille et moi avons fait tous les jours ce que je faisais enfant à Phoenix : chercher un répit dans des lieux publics climatisés. Nous avons passé une heure dans un hypermarché Target. Samedi, ce fut deux heures à l'Oregon Museum of Science and Industry, où nous sommes retournés le lundi pour voir deux films d'affilée.

Le grand primeur New Seasons Market, qui s'est autoproclamé "magasin le plus sympa du coin", fait aussi partie des mieux dotés de Portland en matière de climatisation. Y pénétrer, c'est un peu comme mettre sa tête dans le frigo. Nous avions de quoi manger à la maison, mais il faisait trop chaud chez nous, alors nous y avons pris le déjeuner, et nous sommes même revenus pour le dîner. Nous n'étions pas les seuls à avoir trouvé refuge là. Nombre de restaurants avaient fermé car il faisait trop chaud pour y travailler en cuisine, nous a expliqué un → 28



↑ Dans le Cap-Orignal, en Afrique du Sud, en 2019. Photo Guillem Sartorio/AFP



↑ Jéricho, en Cisjordanie, en 2020. Photo Ahmad Gharabli/AFP

27 ← employé de la grande épicerie, d'où l'afflux de clients. La moitié des rayons traiteur était vide. Là où il y avait encore le midi des beignets de poulet, il ne restait plus que des miettes. En me tendant la dernière galette de maïs frite de la vitrine, le vendeur m'a dit : "Les gens sont d'abord venus pour les plats préparés. Puis ils sont venus pour nous."

"Nous, on est là pour la clim", ai-je répondu. Dans l'espace restauration, ma fille faisait le clown et riait aux éclats devant des macarons au fromage réchauffés au micro-ondes.

Nous n'avons pas le choix. Lundi soir, le mercure est repassé sous la barre des 20 °C pour la première fois depuis des jours. Un courant océanique soufflait une brise fraîche sur Portland. Le lendemain matin, dans l'air agréable et presque maritime du jardin, nous avons arrosé les plantes et cherché d'autres insectes à mettre dans notre terrarium. J'étais soulagé, mais aussi triste de penser que ma fille allait grandir dans cette nouvelle Portland. La veille encore, la canicule pesait comme un couvercle sur ma ville d'adoption, l'air y est parfois rendu irrespirable par la fumée des feux de forêt, et nous avons des tempêtes de pluies verglaçantes et de grandes coupures d'électricité. L'avenir de mon enfant sera marqué par les rayons d'épicerie dévalisés, les sécheresses et les rationnements d'eau. Peut-être tous ses étés se termineront-ils par la cueillette des dernières tomates avec masque filtrant, comme nous l'avons fait en 2020. Mais tel est le monde que nous avons créé : à nous d'appréhender à y vivre.

Dans ce pays, c'est vers l'ouest que sont toujours allés ceux qui aspiraient à un nouveau départ. Mais où aller, si le climat de Portland devient trop chaud ? Edmonton, au Canada ? Fairbanks, en Alaska ? On ne peut pas sans cesse partir pour fuir les problèmes. Nous nous devons de trouver des solutions, là où nous sommes. Nous pouvons apprendre à vivre dans un environnement extrême. Vu le changement climatique, je ne crois pas que nous ayons le choix.

—Aaron Gilbreath
Publié le 3 juillet

Repères

DES INFRA-STRUCTURES INADAPTÉES

"Le tramway de Portland a 20 ans, ce qui est relativement jeune pour une infrastructure aux États-Unis. Pourtant, il a été construit pour une époque géologique différente." En plein dôme de chaleur, fin juin, la revue

The Atlantic met le doigt sur l'inadaptation des équipements du pays aux très grandes chaleurs. "Le public pourrait se dire : 'Évidemment que les ingénieurs conçoivent en fonction du climat à venir', mais nous ne le faisons pas", confie Constantine Samaras, professeur d'ingénierie à l'université Carnegie Mellon (Pittsburgh). Et, puisqu'on ne change pas un pont, un bâtiment ou une route en un claquement de doigts, il faudra bien trouver un moyen de les rendre plus résistants aux événements extrêmes.

IL EST ENCORE TEMPS DE BÂTIR UNE ÉCONOMIE DURABLE

Nous savons ce qu'il faut faire pour lutter contre la crise climatique tout en assurant une vie décente à tous. Reste à convaincre les citoyens, explique la chercheuse américano-suisse Julia Steinberger.

—Le Temps Lausanne

J'en suis venue à craindre les étés. C'est désormais, déjà, la saison des canicules mortelles, des incendies ravageurs et des déluges. Le 30 juin, la petite ville de Lytton, au Canada, battait tous les records de température : 49,6 °C. Le lendemain, elle était entièrement détruite par un incendie.

Le 17 juillet, le bilan des intempéries en Europe dépassait les 150 morts, avec des dégâts inouïs. Nous avons, en 2021 déjà, besoin d'un nouveau vocabulaire pour décrire la météo d'un monde en crise climatique : vortex polaire, dôme de chaleur, tornades de feu... Mais nous perdons aussi nos mots. Nous ne pouvons plus vraiment parler de "catastrophes naturelles", par exemple, étant donné qu'elles sont maintenant visiblement le fruit d'actions humaines, amplifiées démesurément par notre "emmitoufflement" industriel de l'atmosphère, qui rajoute chaque année une épaisseur de plus d'émissions réchauffantes (*lire aussi p.6*).

Je suis chercheuse dans le domaine du climat : pas de ses mécanismes planétaires, mais du côté de ses causes sociales. Et je cherche désespérément une clé, une solution, une issue de secours.



OPINION

Si on comprend la cause du mal, on perçoit peut-être son remède. La cause du réchauffement climatique, en termes socio-économiques, est très simple, il faut l'avouer. Tellement simple que l'année passée nous avons publié un article dans *Nature Communications* intitulé "Avertissement scientifique sur la richesse". En gros, nos économies sont dépendantes d'énergie pour croître, et la combustion d'énergie fossile (80 % de l'énergie primaire au niveau mondial) nous mène à un avenir infernal. Cataclysmique. Apocalyptique.

On me dira que j'utilise des gros mots – des mots exagérés. Alarmistes, même. Mais d'ici à 2025, sur notre trajectoire actuelle, nous atteindrons une concentration atmosphérique de CO₂ qui n'a pas été vue sur Terre depuis quinze millions d'années. Quinze millions d'années, ce n'est pas imaginable

en termes humains, et pour cause : notre espèce, *Homo sapiens*, n'a "que" 250 000 ans. Le genre humain n'en aurait que 2 millions. De fait, notre vocabulaire est tout simplement insuffisant pour représenter la dangerosité et l'urgence de notre présent.

Si nous connaissons trop bien la cause de la crise climatique, est-ce que nous appréhendons les contours de ses solutions ? Oui, bien sûr.



↑ Sécheresse au Honduras, en 2019. Photo Orlando Sierra/AFP



↑ Creusement d'une irrigation dans le Turkana (Kenya), en 2019. Photo Luis Tato/AFP

Cesser d'utiliser les combustibles fossiles, se tourner vers les énergies vertes, consommer moins (transports, chauffage, objets en tous genres) et mieux (régime alimentaire basé sur les plantes).

Mais ces solutions peinent à se faire apprécier dans nos économies vouées à la croissance, où les citoyens-consommateurs perçoivent une perte de pouvoir d'achat comme plus terrifiante qu'une perte d'habitabilité de leur planète. Tant que notre propre maison n'a pas été brûlée ni inondée, tant que nous avons, comme pays prospère, de quoi manger, pourquoi se soucier de quelques scientifiques désespérés qui utilisent des gros mots alarmistes et ne sont même plus capables d'apprécier une petite canicule par-ci, par-là ?

Alors je continue de chercher une issue de secours. De rêver à une porte magique vers un autre monde. Et dans mon projet *Living Well Within Limits* ("Bien vivre à l'intérieur des limites planétaires"), nous avons trouvé, sinon la porte, du moins certains de ses contours. Nous avons pu estimer et modéliser la consommation énergétique qui correspondrait à une vie décente, sans pauvreté ni carences, pour tous sur Terre.

Un avenir possible. Si nous nous orientons vers une consommation d'énergie suffisante, en utilisant les technologies les plus efficaces possible, une vie décente pour tous serait possible avec moins de la moitié de l'énergie que nous consommons actuellement. Oui, bien sûr, c'est un avenir sans luxe : sans grosses voitures, sans excès. Mais c'est aussi un avenir possible, où le potentiel humain peut s'épanouir sans détruire ses propres chances de survie. Un contour de porte – mais où serait sa poignée ?

Mon doctorant Jefim Vogel s'est appliqué à chercher cette poignée dans nos systèmes socio-économiques et il a tout récemment publié ses trouvailles. Les pays qui sont plus équitables, plus démocratiques, avec de meilleurs services et infrastructures publiques, arrivent à subvenir mieux aux besoins de leur population avec moins de consommation énergétique que les pays voués à la croissance économique et à l'exploitation des ressources naturelles.

→ 30

Contexte

Un été de catastrophes climatiques

ALLEMAGNE

●●● Les inondations qui ont ravagé l'Allemagne et la Belgique à la mi-juillet ont causé près de 220 morts, dont 180 en Allemagne, selon un bilan toujours provisoire. À Erftstadt, près de Cologne, un gigantesque glissement de terrain a submergé des maisons. Cet épisode combinant pluies diluviennes et crues "ne peut plus seulement être décrit à l'aide du concept déculpabilisant de catastrophe naturelle", commentait le 20 juillet la **Frankfurter Allgemeine Zeitung** : il s'agit bien d'une "catastrophe climatique".

CHINE

●●● Pluies torrentielles, passagers pris au piège et corps inertes : les images chocs des inondations dans le métro de Zhengzhou, en Chine, ont fait le tour du monde à la mi-juillet. Selon un bilan officiel réévalué le 2 août, ce phénomène, "l'un des accidents les plus meurtriers causés par une catastrophe naturelle", a provoqué la mort de 302 personnes dans le Henan, rapporte le **Global Times**, et "50 sont toujours portées disparues". Le gouverneur de la province a admis que "les inondations mettaient en évidence les défaillances de la gestion des affaires publiques" et promis de "tirer les leçons de la catastrophe".

GROENLAND (DANEMARK)

●●● La fonte des glaces s'accélère à un rythme inédit, au point que "la quantité de glace disparue en une journée" au Groenland à la fin de juillet suffirait à "noyer l'État américain de Floride sous 5 centimètres d'eau", s'inquiète le **Guardian**. Pour la seule journée du 27 juillet, "la calotte glaciaire a perdu 8,5 milliards de tonnes de masse en surface". Selon le spécialiste des glaciers Marco Tedesco, de l'université Columbia (États-Unis), ce "niveau de fonte très élevé va probablement changer la configuration du Groenland" et accélérer "l'élévation du niveau des mers". Une température record de 19,8 °C y a été enregistrée. Conséquence, le Groenland fond à une vitesse jamais vue "depuis 12 000 ans" selon les scientifiques.

ÉTATS-UNIS

●●● "Un mois après son déclenchement par la foudre, près de 1 900 pompiers luttent toujours contre le Bootleg Fire, qui a détruit des maisons dans le sud de l'Oregon et brûlé plus de 400 000 hectares", relatait le 3 août le **New York Times**. Nourri par des mois de sécheresse et de canicule, ce brasier a pris des proportions si monstrueuses qu'il affecte les vents, perturbe l'atmosphère et "fabrique sa propre météo". Le plus grand feu de forêt du pays "ne devrait pas être maîtrisé avant octobre".

RUSSIE

●●● L'équivalent de la Grèce est parti en fumée cette année en Russie, soit 134 000 kilomètres carrés. Les "effets accélérés du dérèglement climatique" rendent les incendies en Sibérie "de plus en plus dévastateurs", écrit le **Moscow Times**. La fumée des incendies "colossaux" de la forêt de Sakha, une république de la Fédération de Russie, "couvre désormais une superficie de 5,3 millions de kilomètres carrés, soit plus que l'Union européenne". Cet "épais brouillard" transforme le jour en nuit dans la région la plus vaste et la plus froide de Russie, où l'état d'urgence est en vigueur "depuis plus d'un mois". Comme si cela ne suffisait pas, la bombe à méthane – c'est-à-dire "la libération de méthane lors du dégel des zones humides du pergélisol sibérien" – s'annonce encore pire que prévu, explique le **Washington Post**. Selon trois géologues, la vague de chaleur de 2020 a révélé une "augmentation des émissions de méthane en quantités potentiellement beaucoup plus importantes" provenant du dégel des formations rocheuses sibériennes. Si la fonte des zones humides libère du méthane microbien (issu de la décomposition du sol et des matières organiques), le dégel du calcaire, lui, "libère des hydrocarbures et des hydrates de gaz", ce qui le rend "bien plus dangereux".



↑ Moscou, été 2021. Photo Dimitar Dilkoff/AFP



↑ Moses Lake aux États-Unis, en 2021. Photo G. Hindsley/The New York Times Syndication

29 ← Nous avons maintenant, si ce n'est un manuel complet, du moins des principes de construction d'une possible économie durable, comme le montre Kate Raworth avec sa "théorie du donut" [élaboré en 2017, ce modèle d'économie durable repose sur un équilibre entre besoins fondamentaux humains pour bien vivre – le cercle le plus étroit – et ressources de la planète – le cercle le plus large]. De quoi faire rêver, mais encore bien trop lointain. Parce que possible ne veut pas dire probable. Et probablement, nos économies continueront dans leur direction actuelle, une direction qui va à l'encontre de toute chance de prospérité (voire de civilisation) future.

Comment détourner le cauchemar qui nous entoure ? Malgré le refus de la loi sur le CO₂ en Suisse [rejetée par référendum en juin], je crois encore dur comme fer, dur comme une Suisse, à la démocratie. Pas n'importe laquelle : une démocratie de citoyens (et non de consommateurs) qui seraient pleinement informés de la sévérité de la crise climatique. Une réalisation de cette démocratie pourrait se faire sous forme d'une assemblée citoyenne, où des citoyens représentatifs de toute la Suisse débattent, s'informent et décident des mesures à prendre.

Si les travaux de cette assemblée sont suffisamment retransmis par les médias, cela permettrait un énorme rattrapage collectif sur l'importance de ce sujet incontournable, qui est encore trop peu connu et compris. Eh oui, car la Suisse souffre, elle aussi, de la désinformation et du déni climatique des lobbys pétroliers. Si la démocratie suisse fonctionne, les trouvailles de l'assemblée devraient avoir un poids prépondérant dans les propositions législatives, dans l'action collective dont nous avons tant besoin pour nous protéger les uns les autres. Après tout, on peut rêver, même en plein cauchemar...

—Julia Steinberger*

Publié le 19 juillet

* Spécialiste de l'économie écologique et autrice majeure du 6^e rapport (à paraître) du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec). Julia Steinberger est professeure dans les universités de Lausanne et de Leeds.

À la une



"HORS DE CONTRÔLE"

C'est le titre choc du quotidien grec **I Avgi**. "Toute la Grèce brûle ces derniers jours", se lamente le journal. Dans le Péloponnèse, sur les îles de Rhodes et de Kos, à Eubée et jusqu'aux portes d'Athènes, les flammes ravagent le pays, forçant à évacuer des zones habitées. Plus de 8300 feux de forêt ont été recensés depuis le début de l'année. Décrivant "des milliers d'hectares brûlés", **I Avgi** évoque "une immense catastrophe écologique".

Les incendies sont attisés cet été par des températures record. Le pays souffre d'une canicule historique, la deuxième de l'été, avec des températures frôlant les 45 °C.

L'organisme ne peut pas tout supporter

Notre corps est en mesure de réguler sa température interne et de s'acclimater, mais jusqu'à une certaine limite. L'humidité de l'air, l'âge et l'effort peuvent modifier notre résistance à la chaleur extrême.

—MIT Technology Review (extraits)
Cambridge (États-Unis)

Du fait du réchauffement climatique, les grosses canicules sont plus fréquentes et plus sévères, comme nous l'avons vu avec les vagues de chaleur qui ont balayé l'ouest des États-Unis [cet été]. Selon certains modèles climatiques, des pans entiers du globe terrestre vont devenir inhospitaliers pour l'homme au cours du prochain siècle. Mais ce qui rend un endroit invivable, ce n'est pas simplement une température particulière ; et prendre en compte l'humidité ambiante ne suffit pas non plus à expliquer complètement les limites du corps humain en cas de chaleur extrême. Le seuil de tolérance peut varier d'une personne à l'autre, et la capacité d'une personne à supporter la chaleur peut changer. Comprendre nos limites, et ce qui les détermine, s'avère d'autant plus important que les températures mondiales grimpent et que les phénomènes météorologiques extrêmes deviennent plus difficiles à prévoir.

"On aurait pu penser que nous aurions eu le choix entre le bien et le mal", explique Camilo Mora, chercheur en climatologie à l'université d'Hawaï, mais désormais, en matière de fortes chaleurs, "on a juste le choix entre avoir plus de ceci ou beaucoup plus de cela". Dans le cadre d'une étude publiée dans *Nature Climate Change* en 2017, Camilo Mora et son équipe ont analysé

des centaines d'épisodes caniculaires dans le monde afin de déterminer les combinaisons de chaleur et d'humidité qui risquaient d'entraîner le plus de morts, et où ces conditions seraient susceptibles d'être réunies à l'avenir.

D'après leurs constatations, aujourd'hui environ 30 % de la population mondiale est exposée, pendant au moins vingt jours par an, à une combinaison de chaleur et d'humidité pouvant causer la mort, et ce pourcentage devrait passer à près de la moitié d'ici 2100, même en tenant compte des réductions les plus drastiques des émissions de gaz à effet de serre. D'autres chercheurs ont observé que le changement climatique augmente de plusieurs centaines de fois le risque d'apparition de vagues de chaleur et cause plus d'un tiers des décès liés à la chaleur. Nous sommes en train de modifier notre planète ; quelles sont les limites de ce que nous pouvons supporter ?

Équilibre. Mammifères à sang chaud, les humains ont une température corporelle constante, qui se situe autour de 98 °F [37 °C]. Notre corps est conçu pour fonctionner à peu près correctement à cette température, grâce à un équilibre constant entre pertes et gains de chaleur. Les problèmes commencent lorsque notre corps ne parvient plus à perdre de la chaleur assez vite (ou la perd trop rapidement dans le froid, mais concentrons-nous sur la chaleur pour l'instant). Une élévation trop forte de votre température corporelle peut entraîner un arrêt



↑ Hackney Marshes (Grand Londres), en 2020. Photo Tolga Akmen/AFP



↑ Mayschoß (Allemagne), été 2021, après les inondations. Photo Christof Stache/AFP

des fonctions de tout l'organisme, des organes aux enzymes. Selon Elisabeth Hanna, chercheuse en santé publique au sein de l'Université nationale australienne, celles-ci peuvent entraîner de graves problèmes rénaux et cardiaques, voire des lésions cérébrales.

Dans un environnement chaud, votre corps s'efforce de maintenir sa température avec un outil puissant : la sueur. Celle-ci s'évapore dans l'air, aspirant la chaleur de votre peau, ce qui vous rafraîchit. Or l'humidité perturbe cette méthode de refroidissement : lorsqu'elle est élevée, une grande quantité de vapeur d'eau est présente dans l'air, la sueur ne peut pas s'évaporer aussi rapidement, et la transpiration ne vous rafraîchit plus autant. Pour étudier les interactions entre chaleur excessive et humidité, les chercheurs utilisent des mesures telles que l'indice de chaleur et la température du thermomètre mouillé, ce qui leur permet de se concentrer sur un seul chiffre pour identifier les conditions déléteres.

L'indice de chaleur correspond à une estimation que vous avez probablement déjà vue dans les bulletins météo, il tient compte à la fois de la chaleur et de l'humidité pour exprimer la sensation de confort lié au temps qu'il fait. La température du thermomètre mouillé est la mesure obtenue par un thermomètre entouré d'un linge humide. (Petite précision : la température indiquée dans les prévisions météo est "sèche", car mesurée avec un thermomètre sec.) La température humide permet d'estimer la température de votre peau si vous transpirez en permanence. Elle est donc souvent utilisée pour savoir comment une population réagirait en cas de forte canicule. Selon Zachary Schlader, physiologiste à l'université de l'Indiana [aux États-Unis], une température humide de 35 °C constitue la limite absolue de ce que peut tolérer un être humain. Au-delà, le corps n'est plus en mesure de céder de la chaleur à l'environnement de manière suffisamment efficace pour maintenir sa température centrale. Cela ne veut pas dire que la chaleur vous tuera sur-le-champ, mais des lésions cérébrales et organiques apparaîtront si vous ne pouvez vous rafraîchir rapidement.



SOURCE

MIT TECHNOLOGY REVIEW

Cambridge, États-Unis

Bimestriel

techreview.com

Fondée en 1899, la revue est installée sur le campus du célèbre Massachusetts Institute of Technology (MIT). C'est le magazine des ingénieurs, des scientifiques et des hommes d'affaires soucieux de s'informer des dernières tendances technologiques.

Les conditions qui conduisent à une température humide de 35 °C sont très variables. En l'absence de vent et par temps ensoleillé, une température humide devient insupportable lorsqu'elle frôle les 43 °C dans une zone présentant un taux d'humidité de 50 %, contre 54 °C avec un air quasiment sec. Certains modèles climatiques prévoient que nous atteindrons des températures au thermomètre mouillé de plus de 35 °C d'ici au milieu du XXI^e siècle.

Si la plupart des chercheurs s'accordent à dire qu'une température humide de 35 °C est invivable pour la plupart des êtres humains, la réalité montre que des conditions moins extrêmes peuvent être mortelles. Sur Terre, nous n'avons atteint que très rarement de telles températures humides, mais la chaleur tue néanmoins chaque année dans le monde. "Tout le monde est vulnérable, certaines personnes plus que d'autres", souligne Elizabeth Hanna, la chercheuse australienne en santé publique. Les enfants et les personnes âgées ne parviennent généralement pas à réguler leur température aussi efficacement que les jeunes adultes, et les personnes sous certains traitements ont une capacité de transpiration réduite.

La tolérance à la chaleur peut également changer avec le temps : l'organisme peut s'acclimater à force d'être exposé à la chaleur, un peu de la même façon qu'il arrive à s'acclimater à de faibles taux d'oxygène à haute altitude. L'acclimatation à la chaleur se développe avec le temps : elle peut apparaître en quelques jours seulement, et l'ensemble du processus peut prendre jusqu'à six semaines ou plus, explique Elizabeth Hanna. Les personnes plus acclimatées à la chaleur transpirent davantage, mais leur sueur est plus diluée, ce qui signifie qu'elles perdent moins d'électrolytes par la sueur. Selon la chercheuse, cela peut protéger l'organisme contre la déshydratation et les problèmes cardiaques et rénaux.

L'acclimatation est la raison pour laquelle les vagues de chaleur touchant des zones relativement fraîches sont plus susceptibles d'être mortelles que lorsqu'elles surviennent dans des endroits plus chauds ou plus tard dans l'été. Le Canada ou la ville de Seattle ne sont pas seulement moins équipés en climatiseurs, même si les

installations à disposition constituent un autre facteur important dans la mortalité des vagues de chaleur. Les habitants de régions plus fraîches sont aussi moins acclimatés à la chaleur, de sorte que des températures humides inférieures à 35 °C peuvent y être mortelles.

Cependant, l'acclimatation a ses limites, souligne Elizabeth Hanna. Nous ne serons pas en mesure d'évoluer au-delà des conditions apportées par le changement climatique au cours des prochaines décennies. La chercheuse ajoute que si les limites physiologiques sont importantes, nous devons prendre en considération d'autres

Une température humide de 35 °C constitue la limite absolue de ce que peut tolérer un être humain.

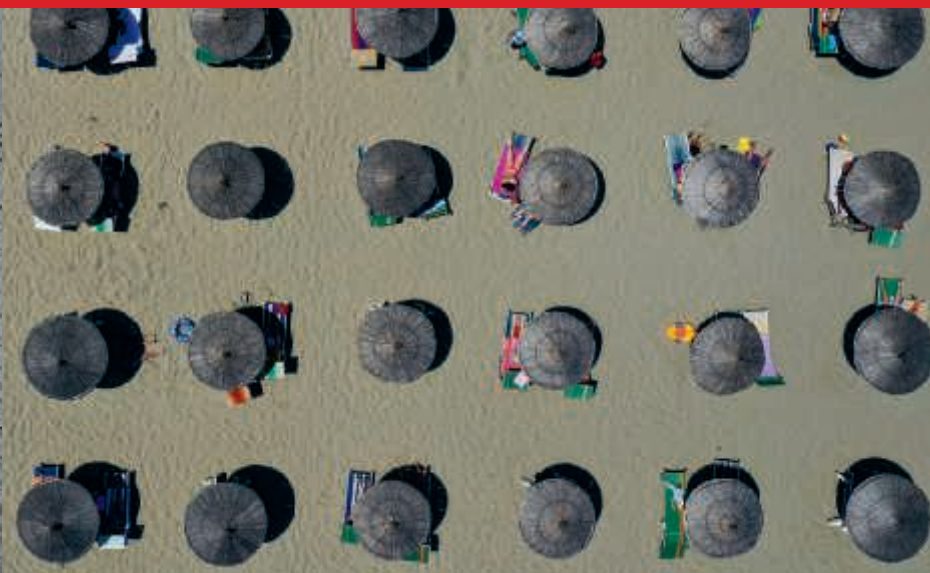
éléments, comme le comportement des individus et les infrastructures. Si vous vous déplacez ou que vous travaillez à l'extérieur, la température n'a pas besoin d'être aussi élevée pour être mortelle, explique Elizabeth Hanna. Sur la totalité de l'énergie que vous dépensez pour effectuer une tâche, qu'il s'agisse de courir ou de faire la vaisselle, 20 % servent à la contraction des muscles, les 80 % restants se transforment en chaleur.

Plus de mouvement signifie ainsi plus de chaleur à évacuer. Autrement dit, vous ne serez pas en mesure de supporter lors d'un effort une température à laquelle vous pourriez résister en restant allongé. Résidant en Australie, Elizabeth Hanna est particulièrement sensible à la façon dont les fortes chaleurs touchent les individus et les collectivités. L'Australie est l'un des pays les plus chauds de la planète. Alors que les températures extrêmes deviennent la norme, il est selon la chercheuse plus urgent que jamais d'aider les populations à comprendre le danger des canicules. "Le monde se réchauffe, et on va atteindre des niveaux supérieurs à ce qu'une physiologie normale peut supporter", met-elle en garde.

— Casey Crownhart
Publié le 10 juillet



↑ Bain de mer à Karachi, au Pakistan, en 2020. Photo Rizwan Tabassum/AFP



↑ Sur la côte Adriatique, en Albanie, en 2019. Photo Gent Shkullaku/AFP

DANS L'ÉPICENTRE DU RÉCHAUFFEMENT

À Jacobabad, au Pakistan, le mercure dépasse régulièrement un seuil théoriquement mortel. Démunis, les habitants résistent tant bien que mal.

—The Daily Telegraph (extraits) Londres

Quand la chaleur frappe Jacobabad au plus fort de l'été, la ville se replie sur elle-même comme pour se protéger d'une attaque. La température peut atteindre 52 °C. Les rues sont désertes et les habitants s'installent du mieux qu'ils peuvent en attendant que ça passe.

L'hôpital se remplit de cas d'hyperthermie, des personnes qui ont dû s'aventurer dehors pour gagner leur vie. "Quand il fait chaud comme ça, on ne peut même pas rester debout", explique Zamir Alam, un habitant. "C'est très, très difficile quand on dépasse 50 °C. Les gens ne sortent pas de chez eux", ajoute Abdul Baqi, un commerçant.

Il y a longtemps que cette ville de 200 000 habitants de la province du Sind, au Pakistan, est connue pour ses températures torrides, mais une étude scientifique vient de lui conférer une distinction dont elle se serait bien passé : un mélange de chaleur et d'humidité en fait l'un des deux endroits du monde à avoir officiellement franchi, bien que brièvement, un seuil de température plus chaud [35 °C humide] que ce que le corps humain peut supporter.

Cette région, le long de la vallée de l'Indus, est considérée comme l'un des endroits les plus vulnérables au réchauffement climatique. On craint que les températures de Jacobabad n'augmentent encore et que d'autres villes se joignent au club. "La vallée de l'Indus n'est pas loin d'être le site n° 1 dans le monde, confie [le climatologue] Tom Matthews, de l'université de Loughborough. Quand on regarde certains points inquiétants – approvisionnement en eau, extrême



*Émirats arabes unis.

chaleur –, c'est vraiment l'épicentre." Tom Matthews et ses collègues ont analysé les données de stations météorologiques du monde entier l'année dernière. Ils ont constaté que Jacobabad et Ras Al-Khaimah, au nord de Dubaï (Émirats arabes unis), avaient temporairement franchi le seuil mortel, et ce des décennies avant les prévisions des modèles de changement climatique. Les chercheurs ont étudié ce qu'on appelle les températures humides (lire pages 30-31). Par une température humide de 35 °C, le corps ne peut plus se rafraîchir par la transpiration, une situation qui peut être fatale en quelques heures. Jacobabad a franchi le seuil des 35 °C de température humide en juillet 1987, puis en juin 2005, juin 2010 et juillet 2012. Cela n'a peut-être duré que quelques heures, mais on y a enregistré une température moyenne sur trois jours autour de 34 °C en juin 2010, juin 2011 et juillet 2012.

Coupures d'électricité. Les registres des décès étant lacunaires, on ne peut déterminer si cela s'est traduit par un pic de mortalité. Les effets d'une entrée dans la zone de danger sont probablement atténués par le fait que l'intérieur des bâtiments est plus frais et protège temporairement les habitants du pire.

La notion de températures insupportables évoque peut-être des images de déserts comme la Vallée de la Mort [aux États-Unis], mais Jacobabad est un centre agricole parcouru de canaux d'irrigation. La région se trouve sur le tropique du Cancer, ce qui signifie que le soleil y est l'été proche de la verticale. Les vents apportent un air chaud et humide de la mer d'Arabie, et l'air se fait plus lourd au fur et à mesure qu'il remonte la vallée.

Certaines parties du marché de la ville sont spécialisées dans les moyens de se rafraîchir. On y trouve des ventilateurs électriques et des appareils assez basiques de la taille d'une machine à laver qui émettent une brume rafraîchissante. De fréquentes coupures d'électricité nuisent cependant à l'efficacité des solutions électriques. Les habitants du centre sont souvent privés de courant pendant trois à quatre heures, ceux des zones plus éloignées pendant plus longtemps. Certains font appel à l'énergie solaire, mais à 42 euros le panneau, c'est trop cher pour beaucoup de gens. Sinon, il y a des batteries chinoises bon marché. "Tout le monde a besoin d'électricité ici. Ce n'est pas pour la télévision, c'est pour rester au frais", précise Mohammad Iqbal, un marchand d'appareils électriques.

La glace est également très prisée. Plusieurs usines en fabriquent des blocs énormes, lesquels sont découpés en morceaux et vendus sur des étals. En dernier recours, il y a l'éventail, ou le seau d'eau qu'on se verse sur la tête. "Les gens sont habitués, ils ont développé une résistance", déclare un fonctionnaire. La chaleur n'est que l'un des nombreux problèmes auxquels la population est confrontée. L'augmentation des prix provoque des ravages, on manque d'eau potable et l'eau de la ville est saumâtre.

Selon une étude réalisée par la Banque mondiale en 2018, le dérèglement climatique risque de dégrader fortement les conditions de vie de centaines de millions de personnes dans le sud de l'Asie. La chaleur torride s'accompagne de printemps de plus en plus précoces, courts et chauds, et les agriculteurs pakistanais ont du mal à s'adapter. La chaleur assèche les terres et fait mûrir les fruits et les légumes plus tôt, si bien qu'ils sont plus petits et rapportent moins.

Les habitants de Jacobabad sentent bien que la température s'élève, mais ils n'ont pas grand choix. "Ils voient bien que la chaleur ne cesse d'augmenter, mais ils sont pauvres. Ils ne peuvent aller nulle part, ils ne peuvent pas partir", déclare Zahid Hussain, un commerçant du marché.

—Ben Farmer
Publié le 28 juin



↑ Madras, Inde, 2020. Photo Arun Sankar/AFP



↑ Rivière Diyâlâ, Irak, 2021. Photo Ahmad Al-Rubaye/AFP

“L’été en Irak, c’est comme la guerre”

Face aux coupures d’électricité répétées, les Irakiens avaient pris l’habitude de se réfugier sur les toits. Aujourd’hui, la chaleur rend tout douloureux, écrit cette écrivaine depuis Bagdad.

—Daraj Beyrouth

Au bout de six heures sans électricité, je tâtonne dans le noir pour rejoindre le toit de la maison. J’espère y trouver une brise d’air. Mais c’est peine perdue. Même sur le toit, il fait chaud. Très chaud. Et pas la moindre brise. Que se passe-t-il ? Je me sens bizarre. J’essaie de me rafraîchir avec un morceau de carton transformé en éventail. La chaleur est telle que j’en viens à détester ma vie ici, à Bagdad, où même le toit s’obstine à être une fournaise.

Déjà avant la guerre, la plupart des Irakiens avaient l’habitude de se réfugier sur les toits pour parer aux coupures d’électricité. Le soir venu, nous aussi y montions avec notre dîner pour compter les étoiles et écouter la radio. La lampe à pétrole restait en bas pour veiller sur la maison. Parfois, nous échangeons nos plats avec les voisins, d’un toit à l’autre. C’était l’occasion d’entamer de longues discussions. Ma mère, surtout, aimait beaucoup ces moments-là, qui étaient une façon d’évacuer ses angoisses. “Nos rations alimentaires sont épuisées. Il n’y a plus de farine, et pas plus

d’essence. Les coupures d’eau ont repris, et je n’ai pas pu faire le plein des réserves pour demain...” Mais évidemment, elle arrivait toujours à se débrouiller, tandis que mon père se contentait de monter le son de la radio, surtout si c’était la voix de Majida El-Roumi [chanteuse libanaise] qui s’écoulait à travers les interstices du haut-parleur. D’autres fois, il nous lisait des histoires à la lumière de la lune. Nous nous endormions alors tranquillement, jusqu’à ce qu’un soleil implacable nous réveille le lendemain matin.

Les Irakiens sont habitués à se débrouiller comme ils le peuvent. Après la guerre de 2003, ils ont continué à dormir sur les toits. Mais cela a changé au moment de la guerre civile [2006-2009], quand les affrontements entre milices faisaient rage durant la nuit. Beaucoup ont alors fait l’amère expérience de se réveiller à côté d’un proche plongé dans un sommeil éternel, fauché par une balle perdue. C’est ainsi qu’est arrivé le temps des petits générateurs d’électricité pour faire tourner les ventilateurs. Du moins pour ceux qui pouvaient se permettre l’achat d’un tel équipement. Pour beaucoup d’Irakiens, même l’essence valait plus cher que la vie. Eux, pour fuir la chaleur, n’avaient d’autre choix que de monter encore et toujours sur le toit. Puis sont arrivés les générateurs de grande taille, à même d’alimenter un pâté de maisons. Exploités par des investisseurs souvent cupides, ils sont devenus incontrôlables pour pallier les coupures du réseau d’électricité public.

Balle perdue. Dans notre famille, on a continué à dormir sur le toit jusqu’en 2010. Parfois, quand des rafales retentissaient dans le quartier, nous devions courir, pieds nus, pour nous réfugier entre les quatre murs de la maison. Jusqu’à ce que le calme revienne et que nous puissions remonter, comme dans un fastidieux jeu de cache-cache. Cela a duré jusqu’à ce que le fils d’un voisin soit surpris dans son sommeil par une balle perdue. On nous a dit que le jeune homme s’était transformé en astre. Mais nous n’avons plus jamais osé monter sur le toit.

J’écris ces lignes pendant que l’électricité joue au chat et à la souris avec moi. Elle vient,

puis repart, fonctionne par intermittence. Le propriétaire du générateur de quartier nous dit que celui-ci dysfonctionne à cause de la chaleur exceptionnelle. Les Irakiens vivent la vague de chaleur comme s’il s’agissait d’une guerre, d’une “tempête du désert”. Et les guerres ne se terminent qu’une fois les cœurs et les corps brisés. L’été, dans ce pays, c’est comme la guerre : âpre, douloureux et parfois mortel. Les Irakiens voudraient que l’électricité reste un peu, quelques heures de plus, pour pouvoir siroter un thé dans le calme. Ils rêvent de pouvoir dormir sans interruption, sans être réveillés, sans crainte de se réveiller dans une mare de sang. Mais la réalité est que la vie est difficile en Irak pendant l’été, quand l’État tout entier se liquéfie sous l’effet de la chaleur.

—Aya Mansour
Publié le 6 juillet

Contexte

Au Moyen-Orient, la fournaise creuse les inégalités

●●● Depuis le début de juin, le “Moyen-Orient brûle” sous des températures dépassant parfois les 50 °C dans les pays du Golfe. Un “petit échantillon” de ce qui attend, dans les années à venir, une région “particulièrement vulnérable” au réchauffement climatique, car “déjà aride et pauvre en eau”, constate Ha’Aretz. En Irak et en Iran, où le réseau électrique est en piteux état, “des millions de personnes se sont retrouvées sans possibilité d’échapper à la fournaise”, provoquant des manifestations antigouvernementales. En revanche, une certaine élite bénéficie de l’électricité, donc de l’air conditionné. Si rien n’est fait pour enrayer cette dynamique, “il faut s’attendre à une poudrière de tensions environnementales, politiques et économiques”, prévient le quotidien israélien. “Plus riches et en général mieux gouvernées”, les puissances pétrolières cherchent, elles, “à se faire passer pour des leaders de la lutte contre le changement climatique” en investissant dans des solutions techniques et innovantes, négligeant, de fait, les politiques de lutte contre la désertification pouvant avoir un réel impact.



↑ État de Washington, États-Unis, 2021. Photo G. Hindsley/The NY Times Syndication



↑ Kansas, États-Unis, 2019. Photo C. Smith/The NY Times Syndication

AU TRAVAIL, LE STRESS THERMIQUE TUE

Dans les ateliers asiatiques, sur les chantiers au Qatar, dans les champs du Nicaragua... Partout dans le monde, les travailleurs précaires sont les premières victimes des chaleurs extrêmes.

—The Guardian (extraits) Londres

William Martínez, qui, enfant, travaillait dans une plantation de canne à sucre dans une région rurale du Nicaragua, a appris à ses dépens ce que comprennent beaucoup de gens aux États-Unis et au Canada aujourd'hui : la hausse des températures coûte des vies.

Il y a vingt ans, comme d'autres villageois de La Isla [près de Chichigalpa, sur la côte est], il a vu son état de santé se détériorer au fil des longues et harassantes journées de travail dans les champs, sous un soleil torride. Les ouvriers de la sucrerie voisine ont commencé à souffrir d'insuffisance rénale. Forcés de s'arrêter de travailler, ils ont dû subir de longues et coûteuses dialyses. Son père et ses oncles, atteints de la même maladie, sont morts lorsqu'il était encore enfant, l'obligeant à prendre leur place au travail. Dans le village, les travailleurs sont morts en si grand nombre au fil des décennies que ses habitants l'ont rebaptisé La Isla de las Viudas, "l'île des veuves".

Ce mal qui a ravagé des générations d'ouvriers est désormais connu dans les médias et

la littérature scientifique sous le nom de "maladie rénale chronique d'origine inconnue", mais pour ceux qui travaillaient dans les champs de canne à sucre en plein soleil, la cause était aussi claire que le ciel au-dessus d'eux.

"Ici, dans la communauté, les pertes sont énormes, et nous continuons à en supporter le poids", explique le jeune homme de 29 ans, désormais chercheur spécialisé dans la santé et la sécurité au travail. "Mais le problème ne touche pas seulement le Nicaragua, il devrait concerner d'autres régions du monde à l'avenir si rien n'est fait pour atténuer ou prévenir le stress thermique."

Plus de 5 millions de personnes meurent chaque année dans le monde à cause de la chaleur ou du froid excessifs, selon une récente étude portant sur vingt ans, et le nombre de décès liés à la chaleur explose. Environ 37 % des décès liés à la chaleur dans le monde auraient un rapport avec l'urgence climatique, d'après une autre étude.

Alors qu'une vague de chaleur a touché [en juillet] l'ouest des États-Unis, infligeant des températures de plus de 45 °C à 31 millions de personnes, le fléau n'épargne plus les pays riches.

Dans une interview à CBS, Kate Brown, la gouverneure démocrate de l'Oregon, a estimé que ces canicules étaient des "signes avant-coureurs" et a souligné que les groupes minoritaires et autres catégories vulnérables de la population, comme les travailleurs manuels, étaient le plus durement touchés. "Lorsque nous nous préparons à affronter des situations d'urgence, il faut que les voix des personnes de couleur et des populations autochtones guident notre travail", a-t-elle insisté.

Points chauds. Cela fait longtemps que le stress thermique est un problème à l'échelle mondiale. En Asie du Sud-Est, les usines de confection situées en ville sont des points chauds au sens propre du terme, où le personnel tombe régulièrement malade. "Les ateliers en milieu fermé, où les ouvriers doivent porter des tenues de protection et où il n'y a pas toujours de climatisation – pour des raisons financières ou à cause d'impératifs liés à la fabrication du produit –, sont des endroits où l'on peut facilement attraper une insolation", explique Jason Lee,

professeur à l'école de médecine Young Loo Lin de l'université nationale de Singapour, coordinateur d'une étude en cours sur les effets du stress thermique sur les ouvriers à Singapour, au Vietnam et au Cambodge.

Au Moyen-Orient, les travailleurs migrants des chantiers de construction, souvent originaires du Népal, sont particulièrement exposés. Au Qatar, parmi ceux qui construisent les infrastructures de la future Coupe du monde de football, ils seraient des centaines à mourir chaque année, victimes de stress thermique, selon une enquête menée par le Guardian en 2019. "Nous avons droit à une pause de trente minutes toutes les huit heures", expliquait alors un ouvrier bangladais sur un chantier près de Doha.

De l'ombre à intervalles réguliers. Revenons au Nicaragua, où William Martínez et d'autres chercheurs ont trouvé un modèle qui, selon eux, mériterait d'être exporté.

En collaboration avec La Isla Network, un réseau de scientifiques qui s'emploie à protéger les travailleurs des effets les plus délétères de la crise climatique, William Martínez a mis en place un programme avec la raffinerie de sucre Ingenio San Antonio, où il avait été employé, prévoyant pour les ouvriers de l'eau potable, du repos et de l'ombre à intervalles réguliers. Depuis, le pourcentage d'employés souffrant de lésions rénales a diminué. Deux sucreries au Mexique devraient expérimenter le programme l'an prochain.

"Le stress thermique raje de nombreuses personnes des effectifs, en les tuant ou en provoquant une maladie au traitement extrêmement coûteux. Dans des pays comme le Népal ou le Nicaragua, les familles n'ont pas d'autre choix que d'envoyer travailler les enfants à la place de la victime", explique Jason Glaser, directeur général de La Isla Network.

Pour William Martínez, il est clair qu'il faut agir de toute urgence. "Cela tombe sous le sens : comme il fait de plus en plus chaud sur notre planète, davantage de personnes vont être en danger, dit-il. Il est primordial de protéger les travailleurs, et ce dans tous les secteurs."

—Joe Parkin Daniels

Publié le 14 juillet



MILLIONS DE MORTS

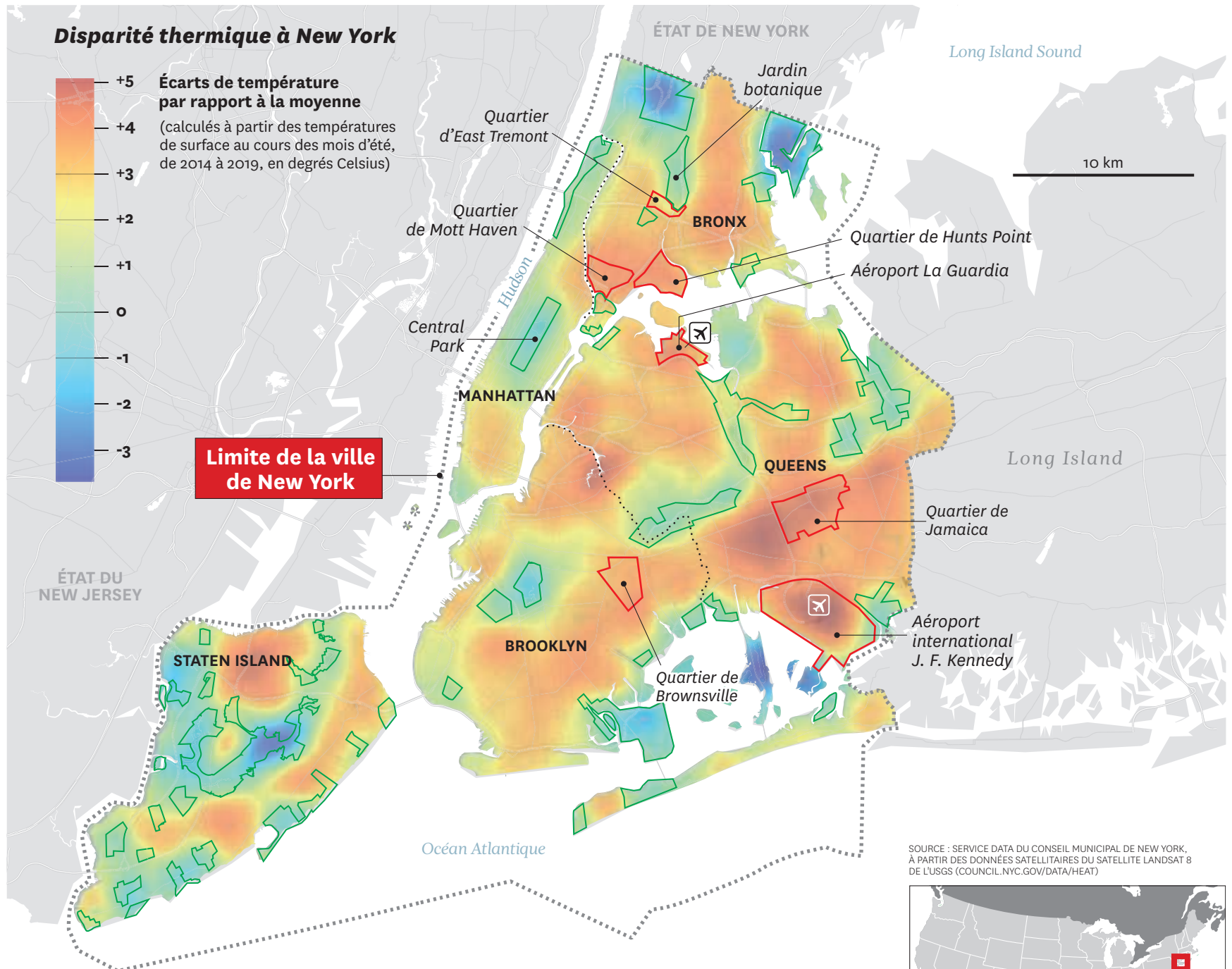
Les températures extrêmes provoquent chaque année 5 millions de décès, selon une étude fondée sur des données issues de 43 pays entre 2000 et 2019, parue en juillet dans **The Lancet Planetary Health**. Le froid est plus mortel que la chaleur, mais la donne devrait s'inverser avec le changement climatique.



signaux

Les New-Yorkais sont inégaux face à la fraîcheur

Les quartiers défavorisés, moins arborés et très urbanisés, sont les plus touchés par la chaleur.



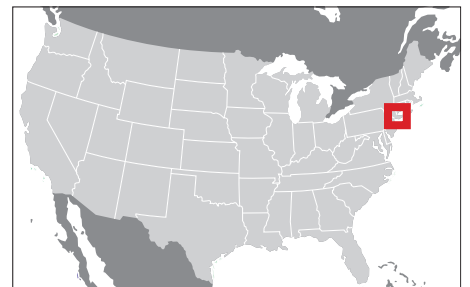
DES ÎLOTS DE FRAÎCHEUR

Principaux parcs et espaces naturels
Les arbres, les plans d'eau et les surfaces perméables telles que les terrains herbeux font baisser les températures. Ils représentent 27 % de la superficie de la ville.

DES ÎLOTS DE CHALEUR

Complexes aéroportuaires ou quartiers très urbanisés
Le goudron noir des toits, le revêtement bitumé des chaussées et le manque de couverture arborée favorisent l'élévation de la température. Certains quartiers du Bronx et du sud-est du Queens cumulent chaleur extrême et faible accès à la climatisation.

..... Limite de la ville de New York
..... Limite d'arrondissement (borough)



COURRIER INTERNATIONAL

Cette carte est extraite de notre **Atlas du réchauffement climatique**, en vente le 18 août. Elle s'inspire d'une carte des variations de température dressée par la ville de New York à partir de données satellitaires des étés 2014 à 2019. Une grande partie du

Queens et, dans une moindre mesure, le Bronx et Brooklyn sont plus chauds que d'autres quartiers, alors que leurs résidents ont peu accès à la climatisation et présentent des comorbidités (hypertension et maladies pulmonaires chroniques). Près de la moitié des décès liés à la chaleur touchent des personnes noires, signale la ville sur son site.



Singapour cultive l'alimentation du futur

Technologie. La cité-État, première au monde à autoriser la viande de synthèse, innove aussi bien dans l'assiette qu'en matière de fermes verticales. Une façon de renforcer sa sécurité alimentaire.



—Nikkei Asia Tokyo

Nous sommes à Singapour, par une chaude soirée au bord de l'eau, les clients aisés du restaurant 1880 se régalaient de plats aux noms mystérieux, comme “Sol de la forêt” et “Avenir sous l'eau”. Les vraies stars de la carte sont toutefois deux plats aux noms moins flamboyants : “Gaufres au poulet frit” et “Petits pains à la vapeur au poulet”.

Frit à la poêle, le poulet est ferme et s'émiette délicatement à la fourchette. Ce n'est cependant pas une volaille ordinaire : elle est issue de cellules-souches prélevées sur une plume et cultivées dans des bioréacteurs spéciaux.

Les clients du 1880 font partie des premières personnes à déguster – moyennant finances – un poulet de laboratoire.

Kaimana Chee, 43 ans, chef cuisinier de la start-up de San Francisco Eat Just, qui a produit ce poulet, a participé à la préparation des repas de cette soirée. “J'ai pleuré parce que je n'aurais jamais imaginé le voir dans l'assiette d'un consommateur de mon vivant”, confie-t-il.

Il était convaincu qu'il faudrait des années pour recevoir le feu vert, tellement “les règles à respecter” sont nombreuses et la prudence à l'ordre du jour en

matière de viande de synthèse. Il pensait que sa mission à Eat Just, qu'il a rejoint en 2016, consistait simplement à concocter des plats qui “sèmeraient les graines pour les générations suivantes”.

Il a donc été stupéfait, en décembre dernier, quand Singapour est devenu le seul pays au monde à autoriser la vente de ce type de protéines. Nombre d'observateurs du secteur ont été moins surpris.

“Ce n'est pas une coïncidence si Singapour est le premier marché de la viande de culture”, estime Mirte Gosker, de l'association Good Food Institute Asia Pacific [GFI Apac, consacrée à la promotion des substituts à la viande]. L'État a investi les ressources nécessaires pour créer un écosystème favorable à l'innovation alimentaire.”

Si Singapour se lance dans la viande de synthèse et les protéines alternatives – celles qui viennent des plantes, des insectes, des algues et des champignons –, c'est dans le but de renforcer sa résilience alimentaire.

Malnutrition. La cité-État est à l'avant-garde de la bataille pour la sécurité de l'accès à la nourriture. D'après les Nations unies, plus de 350 millions de personnes souffrent de malnutrition en Asie et 1 milliard ont été confrontés à une insécurité

alimentaire modérée ou grave en 2019 – soit elles ont eu du mal à trouver de quoi se nourrir, soit elles se sont retrouvées à court de nourriture, parfois pendant des jours. La question est devenue plus pressante avec l'arrivée du Covid-19 : la pandémie a aggravé l'insécurité alimentaire et offert aux États un aperçu inquiétant de l'effet d'une crise de l'approvisionnement.

La cité-État ne consacre à l'agriculture que 1 % de son territoire.

Singapour cherche à diversifier ses sources. Le pays importe aujourd'hui des denrées alimentaires de plus de 170 pays et régions, soit 30 de plus qu'en 2004. Il s'efforce également de devenir plus autosuffisant. En mars 2019, il s'est fixé l'objectif “30/30” : produire 30 % de ses besoins alimentaires d'ici à 2030, contre 10 % actuellement.

“La résilience, c'est la capacité de résister aux perturbations de l'approvisionnement”, déclare Paul Teng, un spécialiste de la sécurité alimentaire de l'Université technologique Nanyang de Singapour. Quand il a commencé à étudier la résilience alimentaire avec ses

collègues vers 2005, tout le monde se concentrait sur la sécurité alimentaire. “Personne ne nous écoutait”, raconte-t-il.

La distinction est subtile mais importante. Si la riche Singapour est plutôt bien classée en matière de sécurité alimentaire (19^e au classement mondial 2020 de l'Economist Intelligence Unit [un indice proposé par la division analyse de *The Economist*]), cela ne veut pas dire qu'elle peut se reposer sur ses lauriers.

“La stratégie du gouvernement était : ‘Si on augmente le PIB et qu'on a les moyens d'acheter des denrées alimentaires, on n'aura pas à s'inquiéter parce qu'il y aura toujours quelqu'un pour en vendre’, explique Paul Teng. C'est parfait s'il n'y a pas de perturbation des chaînes de production [alimentaire] et d'approvisionnement.”

Or la hausse des prix durant la crise financière de 2008, l'arrêt des exportations de poisson par la Malaisie et d'autres événements ont révélé certaines vulnérabilités. Puis la pandémie est arrivée.

“Le Covid-19 a provoqué des perturbations dans le monde : plusieurs pays ont interdit l'exportation de certains produits alimentaires pour assurer la couverture de leurs propres besoins ou sont entrés en confinement”, explique Melvin Chow, qui dirige la division développement et gestion

des infrastructures alimentaires de l'Agence alimentaire de Singapour.

L'augmentation de la production dans le cadre de la stratégie 30/30 permettra d'atténuer les perturbations venues de l'étranger, ajoute-t-il. Mais c'est plus facile à dire qu'à faire : Singapour mesure 50 kilomètres sur 27. Avec la troisième plus forte densité de population au monde, la cité-État ne consacre à l'agriculture que 1 % de son territoire.

La ville, qui a toujours su contourner ses contraintes en matière d'espace et de ressources, compte “développer des solutions novatrices grâce à ses capacités scientifiques et techniques”, ajoute Melvin Chow. C'est là qu'entrent en jeu Eat Just et d'autres start-up similaires. “À quantité égale, la production de protéines végétales et de protéines à base de cellules-souches exige bien moins d'espace et de ressources que les sources traditionnelles”, déclare Bernice Tay, directrice du département production alimentaire à Entreprise Singapore, un organisme dédié au développement des PME.

L'État a attribué jusqu'à 144 millions de dollars singapouriens [environ 90 millions d'euros] aux programmes de recherche et développement relatifs à l'alimentation jusqu'à 2025. Entreprise Singapore s'est en outre associé

← Dessin d'Eva Vásquez paru dans *El País*, Madrid.



à plusieurs accélérateurs mondiaux, dont Big Idea Ventures et son fonds de 50 millions de dollars américains [42 millions d'euros] pour les protéines alternatives.

Singapour a lancé en avril le Future Ready Food Safety Hub [Centre pour la sécurité alimentaire prêt pour l'avenir] qui a pour mission d'étudier la sécurité des nouveaux produits alimentaires et de soutenir la recherche privée. Et l'Université technologique Nanyang proposera en septembre aux étudiants de premier cycle un cours d'un semestre sur les aspects scientifiques et économiques de la production de protéines alternatives en collaboration avec GFI Apac.

Pour Andre Menezes, un des fondateurs de Next Gen, une entreprise locale qui a lancé en mars des cuisses de poulet à base de soja qu'on trouve maintenant dans 45 restaurants à Singapour, la ville constitue un "écosystème complet sur une île très petite, concentrée. Singapour est en train de se positionner comme la Silicon Valley de la technologie alimentaire".

En février, cette société a obtenu 10 millions de dollars américains de capital d'amorçage auprès d'un groupe d'investisseurs, parmi lesquels le fonds souverain singapourien Temasek International – c'était le meilleur coup réalisé par une entreprise

spécialisée dans les aliments à base de plantes [elle vient de lever à nouveau 20 millions de dollars auprès de Temasek]. En juin, elle s'est étendue à Hong Kong, Macao et Kuala Lumpur [en Malaisie].

Plus de quinze sociétés spécialisées dans les protéines alternatives ont ouvert boutique à Singapour au cours des deux dernières années. Outre Eat Just et Next Gen, on compte des acteurs internationaux comme Perfect Day, une entreprise californienne qui fabrique des substituts de produits laitiers, Shiok Meats et Gaia Foods, des entreprises locales qui produisent respectivement des fruits de mer et de la viande rouge de culture.

"Singapour se positionne comme la Silicon Valley de la technologie alimentaire."

Andre Menezes,
FONDATEUR DE NEXT GEN

Autre pilier de l'objectif 30/30, les fermes urbaines de haute technologie. Il en existe déjà 31 – 28 qui produisent des légumes, 3 du poisson. Comme la production se fait en intérieur, elles sont "résilientes pour ce qui est de certains aspects du changement climatique", explique Melvin Chow. Elles font appel à

des technologies intelligentes qui "permettent de produire davantage avec moins". Leur rendement à l'hectare est dix à quinze fois supérieur à celui des maraîchers et des pisciculteurs traditionnels.

Commonwealth Greens, par exemple, peut récolter jusqu'à 100 tonnes de légumes feuilles par an, soit près de 1 % de la production locale totale. La ferme est installée dans un grand bâtiment industriel aux salles hautes de plafond. Des rangées de conteneurs en plastique produisent moutarde, blettes, oseille et diverses salades. Chaque bac fait environ un mètre de long et est assorti d'une rangée de LED, qui pend du plafond comme un rideau lumineux.

À l'avant de chaque salle se trouvent les deux capteurs qui constituent le cerveau du système. L'un contrôle la température de l'air, l'humidité relative, le niveau de dioxyde de carbone et d'acidité ; l'autre la quantité et la composition des nutriments liquides apportés aux plants.

"Notre technologie fait appel à l'Internet des objets, qui nous permet de collecter d'énormes quantités d'informations essentielles pour les plantes", explique Sven Yeo, cofondateur d'Archisen, la société qui exploite la ferme. "Pour chaque culture, nous avons ce que nous appelons une recette", ajoute-t-il.

C'est essentiellement une liste de paramètres (lumière, pH, température, etc.) qui est affinée pour optimiser la croissance de la plante de façon à "maximiser son profil nutritionnel et son goût". Ce système hydroponique consomme 95 % moins d'eau et 85 % moins d'engrais que la culture en pleine terre traditionnelle.

Pesticides. Pour leurs partisans, les fermes d'intérieur et les protéines alternatives donnent de meilleurs produits et des viandes plus propres, avec très peu voire aucun des pesticides, antibiotiques ou hormones qu'on trouve souvent dans les produits d'aujourd'hui.

"Les consommateurs sont de plus en plus exigeants vis-à-vis de ce qu'ils mangent", déclare Aileen Supriyadi, de la société d'étude de marché Euromonitor International. Depuis que la pandémie de Covid-19 et la fièvre porcine africaine affectent les cheptels de la région, les consommateurs se soucient encore plus de la sécurité des aliments."

C'est surtout la viande de culture qui se heurte au scepticisme. Quelque 42 % des personnes interrogées n'en mangeraient pas, d'après un sondage YouGov Omnibus réalisé en décembre auprès de 1068 Singapouriens et dont ont fait état les médias locaux. Selon un sondage réalisé en 2020 par Euromonitor, 36,5 % des consommateurs de la région Asie-Pacifique préfèrent des produits naturels, contre 33,3 % en Europe et 28,4 % en Amérique du Nord.

Il n'en reste pas moins que ces fermes et laboratoires de haute technologie fournissent des solutions crédibles pour augmenter la production alimentaire.

Certains experts pensent qu'ils pourraient également permettre à d'autres pays d'Asie d'aller de l'avant. Les fermes d'intérieur n'ont rien de nouveau. Il y en a plus de 400 dans toute l'Asie, selon Paul Teng. Cependant, ces exploitations compactes, à haut rendement, sont particulièrement utiles dans "les zones très urbanisées avec un fort pouvoir d'achat où le coût de l'immobilier est élevé", précise Sven Yeo, d'Archisen.

Jakarta [en Indonésie] est un bon exemple, selon Christian Prokscha, le fondateur d'Eden

Towers [une start-up australienne], qui y a lancé une ferme verticale en février. "On peut cultiver plein de choses sur les collines des environs de Jakarta mais le problème, c'est que les trajets logistiques sont très longs", explique-t-il. "Le gros défi" posé par les fermes d'intérieur, c'est, selon Sven Yeo, le coût des bâtiments et des équipements.

Singapour accorde des aides généreuses au secteur depuis quelques années, à l'instar du fonds de 60 millions de dollars singapouriens [37,4 millions d'euros] lancé en avril pour aider les aspirants agriculteurs à s'installer. Mais rares sont les pays d'Asie du Sud-Est à avoir les poches aussi pleines.

Quant aux protéines alternatives, les prix de vente élevés constituent un autre obstacle. L'Asie est néanmoins "particulièrement bien lotie pour tirer parti des protéines alternatives", déclare Mirte Gosker, de GFI Apac. La région possède de "riches paysages agricoles, des infrastructures et une puissance manufacturière développées, des centres d'innovation de réputation mondiale et un marché de taille sans équivalent".

Elle poursuit : "Les producteurs locaux sont maintenant capables de se procurer une gamme pratiquement illimitée d'ingrédients, de les traiter selon des procédés novateurs et de fabriquer la prochaine génération de viande végétale – tout ceci dans le même coin du monde."

—Sandy Ong
Publié le 6 juillet

SOURCE

NIKKEI ASIA

Tokyo, Japon

Hebdomadaire

asia.nikkei.com

Connu sous le nom

de *Nikkei Asian Review* jusqu'en

septembre 2020, le magazine

a changé de nom, mais

conservé sa ligne éditoriale :

une couverture rigoureuse

de l'Asie qui souligne l'intérêt

du groupe japonais Nikkei

sur la région. Reportages,

analyses, enquêtes

– notamment économiques –

font de cette publication

une source précieuse pour

suire l'actualité.





Comme les six doigts de la main

Neurosciences. Utiliser un troisième pouce mécanique modifie notre cerveau, qui le considère comme une partie naturelle de notre corps.

—Tygodnik Powszechny
(extraits) Cracovie

L'une des créations les plus pratiques de l'évolution est apparue il y a environ 170 millions d'années, au milieu des ginkgos et des résineux d'une région qui constitue aujourd'hui la province du Liaoning, dans le nord-est de la Chine. Les petits reptiles volants qui y habitaient alors, les *Kunpengopterus antipollicatus*, développèrent une arme secrète qui devait leur permettre de chasser plus efficacement les cigales malgré la densité de la végétation. Cet outil se révéla si redoutable que la sélection naturelle en équipa ensuite certains oiseaux et mammifères. Le pouce, puisque c'est de lui qu'il s'agit, devint même l'un des fondements de la civilisation humaine.

Comme nos ancêtres, les petits ptérosaures [des reptiles volants aujourd'hui éteints] s'en servaient sans doute pour s'agripper de façon adroite et sans effort aux branches des arbres. Toutefois, l'utilité de ce doigt atypique, étrangement fixé à l'oblique des autres, dépasse de loin l'escalade en forêt. Sans lui, les outils n'existeraient pas car nous serions incapables de saisir fermement un marteau ou une pierre taillée. Et sans outil, il n'y aurait pas d'agriculture, de villes ou de magazine comme celui que vous tenez dans vos mains.

Facilité d'utilisation. Puisque le pouce est si utile, pourquoi n'en avons-nous que deux ? Que ferions-nous d'un troisième, d'un quatrième ou d'un cinquième pouce ? Notre cerveau serait-il capable de les maîtriser ? En apparence absurde, cette question peut se révéler très importante car elle nous conduit à analyser plus en profondeur la manière dont notre cerveau pilote notre

corps et si nous pouvons remanier ce corps à notre guise.

Afin de le vérifier, un groupe de [neuroscientifiques et d'ingénieurs] de l'University College de Londres a équipé 36 volontaires pendant cinq jours d'un troisième pouce mécanique imprimé en 3D. Conçu par la créatrice Danielle Clode [impliquée dans l'étude], l'outil, fixé à la main et actionné par de petits moteurs, peut être contrôlé avec précision [par Bluetooth] grâce à des capteurs de pression fixés aux pieds.

"Au début, c'est une sensation bizarre, raconte Paulina Kieliba, [assistante de recherche] polonaise membre de l'équipe. Nous sommes habitués à voir cinq doigts au bout de nos mains. Cependant, après quelques jours, voire quelques heures seulement, le deuxième pouce devient quelque chose de naturel. Évidemment, il m'arrivait de me cogner à un mur ou des objets, mais je me suis vite habituée et je pense que la majorité des participants à l'étude ont eu une expérience similaire."

Six heures par jour, les volontaires devaient accomplir des tâches courantes et résoudre des problèmes imaginés par les chercheurs. La plupart se sont très vite habitués au nouveau pouce et étaient capables de s'en servir même lorsqu'ils n'étaient pas concentrés.

"Notre étude a montré que les gens sont capables d'apprendre rapidement

à utiliser un tel outil sans trop y penser, expliquent les auteurs de l'expérience dans un article publié en mai dans la revue Science Robotics. L'usage d'un troisième pouce a aussi modifié les mouvements naturels de la main concernée. Les participants ont en outre affirmé percevoir le pouce robotique comme une partie de leur corps." C'est l'aspect le plus fascinant de l'expérience : l'utilisation du troisième pouce n'a pas seulement modifié les habitudes des sujets, il a aussi provoqué des changements dans leur cerveau, identifiés par des images cérébrales effectuées avant et après l'expérience.

"À l'issue des cinq jours, nous avons remarqué chez les participants

des changements dans les représentations de la main situées dans l'aire motrice, une partie du cortex liée aux mouvements, rapporte Paulina Kieliba. Les représentations de chacun des doigts étaient devenues moins différenciées, alors qu'elles tendent à être très stables. Nous travaillons avec des victimes d'amputation chez qui, vingt ans plus tard, les membres perdus continuent d'apparaître dans les représentations. Or, dans notre expérience, des changements sont survenus après seulement cinq jours."

Adaptation. Les outils dont nous nous servons souvent, comme un clavier, un volant de voiture ou un tournevis, semblent être des prolongements de notre corps. Toutefois, en règle générale, notre cerveau perçoit nettement la différence entre ce qui constitue notre corps et les appareillages extérieurs. Néanmoins, il s'avère que cette frontière devient plus floue lorsque l'outil devient un élément permanent du corps. Un phénomène similaire n'avait été observé jusqu'à présent que chez les pianistes concertistes. En 2019, des scientifiques japonais avaient découvert que des années de pratique pouvaient entraîner dans le cerveau des modifications des représentations des mains qui consistaient aussi en une "fusion" des doigts.

Cette capacité d'adaptation du cerveau peut être très importante pour la production de meilleures prothèses. [...] Avec les progrès de la robotique et des neurosciences, il est permis d'espérer la création de membres artificiels aux fonctionnalités équivalentes à celles d'organes naturels, voire très supérieures, comme l'affirment les transhumanistes. Nous voudrions alors peut-être améliorer nos corps à l'aide de composants biomécaniques.

Toutefois, les résultats de l'expérience du troisième pouce peuvent être interprétés de deux façons, dont l'une constitue une mauvaise nouvelle pour ceux qui attendent un avenir rempli d'accessoires bioniques. "D'un côté, nos observations peuvent suggérer que notre cerveau a trouvé un moyen plus efficace de traiter les informations relatives à la main. Ainsi, il peut consacrer plus de ressources au contrôle du pouce supplémentaire, commente Paulina Kieliba. De l'autre, les changements de représentation démontrent que nous disposons d'une quantité limitée de ressources pour contrôler nos cinq doigts. En ajouter un sixième implique pour le cerveau de devoir diminuer les ressources attribuées aux autres doigts au profit du nouveau. Cela pourrait altérer le contrôle que nous exerçons sur notre corps."

Les changements semblent s'atténuer après une dizaine de jours.

Nous ne savons pas non plus combien de temps dure l'effet découvert par les chercheurs, car les changements de représentation de la main semblent s'atténuer après une dizaine de jours. Les scientifiques précisent cependant que la taille de l'échantillon et la durée de l'expérience sont trop restreintes pour en tirer des conclusions générales. "Imaginons que, dans un monde futuriste, pendant la journée de travail, nous recevions deux mains supplémentaires pour porter des charges ou travailler sur une chaîne d'assemblage, suppose Paulina Kieliba. Quelles conséquences cela aurait-il sur notre capacité à utiliser nos deux mains naturelles ? Serions-nous toujours en mesure de contrôler de façon sûre notre corps ? Notre expérience ne répond pas à ces questions et en pose de nouvelles, qui appellent d'autres études."

Elle fait néanmoins espérer que la restauration de fonctions naturelles perdues est possible et que notre cerveau n'a pas de difficulté particulière à s'habituer à des extensions très complexes. C'est un pouce levé de la nature aux prothèses du futur.

—Wojciech Brzeziński
Publié le 14 juin

← Le pouce mécanique est contrôlé par Bluetooth grâce à des capteurs de pression aux pieds. Photo Dani Clode Design/daniclude.com/plasticity-lab.com





← Dessin de Martirena, Cuba.

Peut-on se doper par ARN messenger ?

Génétique. La technologie est dans le viseur de l'Agence mondiale antidopage. Interview avec son directeur exécutif.

—Heidi.news (extraits)
Genève

Dans les vaccins [contre le Covid-19] de Moderna et Pfizer/BioNTech, l'ARN messenger de synthèse [sorte de duplicata d'ADN] induit la production de protéines appelées "antigènes", qui déclenchent la mise en place de l'immunité. L'érythropoïétine [EPO] ou les hormones de croissance utilisées dans le cas de dopage sportif sont aussi des protéines qui peuvent être induites par des ARNm. Est-il dès lors envisageable que des ARNm produisent de telles protéines chez des athlètes ? Les réponses d'Olivier Rabin, directeur [exécutif sciences] de l'Agence mondiale antidopage.

HEIDI.NEWS : Envisagez-vous la possibilité de détournement des technologies d'ARNm pour produire des protéines dopantes pour les athlètes ?

OLIVIER RABIN : C'est une possibilité et nous nous y sommes préparés. Dès mars 2002, l'Agence mondiale antidopage a organisé une conférence sur le dopage génétique. Elle a conduit à la mise en place d'un groupe d'experts internationaux, qui suit depuis les avancées dans ce domaine, y compris pour développer de nouveaux moyens de détection. Nous avons lancé au début de cette année un document technique sur la détection par PCR de dopage génétique afin d'harmoniser les pratiques des laboratoires antidopage. Nous définissons le

dopage génétique comme un transfert d'acides nucléiques, que cela soit de l'ADN ou des ARNm, aux fins d'augmenter les performances sportives.

Avec l'ARNm, ce seraient les cellules des athlètes potentiellement dopés qui produiraient des protéines. Cela ne rendrait-il pas ces dernières indétectables ?

Non, il y a des différences entre les protéines produites naturellement et celles éventuellement induites par des ARNm de synthèse. Elles se produisent essentiellement au niveau de la glycosylation de l'EPO par exemple, autrement dit dans leur partie composée d'un glucide, indispensable pour qu'elles traversent la membrane des cellules. À côté de cela, on pourrait détecter les niveaux anormaux de ces protéines surnuméraires par leurs effets sur les variables biologiques mesurées dans le cadre du passeport biologique des sportifs. Et effectuer des tests plus approfondis en cas de suspicion. Enfin, ces technologies très prometteuses sur le plan médical ont quand même des limites au-delà de celles, évidentes, de mettre la santé des athlètes en danger.

Lesquelles ?

Eh bien tout d'abord les doses. Dans les vaccins à ARNm, le dosage peut être relativement limité à cause de l'effet amplificateur que va avoir le système immunitaire et sa mémoire. Pour des protéines dopantes, il faudrait des doses d'ARNm extrêmement

importantes et parfaitement ciblées pour s'exprimer dans des cellules bien précises. Je ne dis pas que ce ne sera pas possible un jour, mais on n'en est pas encore là. De plus, les vecteurs utilisés pour transporter ces acides nucléiques – qu'il s'agisse de lipides pour les ARN ou d'enveloppes virales pour les ADN – resteraient probablement détectables vu les quantités nécessaires. Tout cela est à mettre en balance avec les dangers pour la santé des athlètes qui essaieraient de telles techniques, mais aussi leur potentielle inefficacité.

Comment cela ?

Pour la plupart des protéines ou des hormones, il existe des mécanismes de rééquilibrage dans l'organisme humain. Si vous avez trop d'une protéine artificielle, l'organisme diminue souvent la production de la protéine naturelle, si bien que vous ne gagnez pas forcément grand-chose en effet biologique.

Ne serait-il pas alors plus logique de moduler l'activité des gènes naturels avec des outils d'épigénétique ?

L'étude de la manière dont les gènes s'activent et s'expriment est un domaine qui progresse. Mais on est encore très loin de maîtriser les technologies qui pourraient influencer sur cette expression génétique.

Malgré cela, avez-vous des indications de l'intérêt d'athlètes ou de préparateurs pour des thérapies géniques ?

Il n'y a encore eu aucun cas, mais on ne peut pas l'exclure à l'avenir. Nous savons que la technologie a pu intéresser certains athlètes et leurs entraîneurs. Nous avons eu des alertes au travers de nos réseaux d'informateurs. Cela dit, c'est un domaine où il y a aussi beaucoup d'escrocs. Dans un cas passé, nous avons commandé une prétendue EPO transgène. Il est apparu qu'en fait ce n'était que de l'EPO recombinante classique.

Pas de risque de dopage génétique aux JO de Tokyo alors ?

C'est très peu probable, en effet. D'autant moins que nous suivons cela avec les meilleurs experts du domaine, et la littérature scientifique.

—Propos recueillis par Fabrice Delaye

Publié le 14 juillet

LA LETTRE TECH



Tous les quinze jours, l'actualité de la Silicon Valley vue des États-Unis

PHILIPPE COSTE, à New York

Le président électrique et le TikTok des stripteaseuses

Joe Biden, fils d'un concessionnaire automobile du Delaware, semblait très à l'aise, le 5 août, campé dans le jardin de la Maison-Blanche devant un bel échantillon du génie high-tech de Ford, General Motors et Chrysler. Le président annonçait un véritable branle-bas de combat industriel : il souhaite voir les constructeurs réaliser la moitié de leur chiffre d'affaires avec les voitures électriques à partir de 2030.

Or, 2030, c'est demain. Et le **New York Times** rappelle que ces véhicules ne représentent cette année que 2 % du marché américain. Pour réussir cette prouesse, les industriels demandent que l'État investisse massivement dans un réseau de 2,3 millions de stations de rechargement, ainsi que dans la rénovation complète du réseau électrique du pays. La facture approcherait des 172 milliards de dollars. La Maison-Blanche voudrait aussi ravir aux Chinois leur quasi-monopole sur le marché des batteries et calmer les inquiétudes des syndicats ouvriers. Ces derniers craignent que l'essor de la voiture électrique, considérablement plus simple à assembler, détruise des dizaines de milliers d'emplois industriels.

Parole de "pros"

Les fins limiers du **New York Times** ont déniché une nouvelle communauté sur le réseau social TikTok. On connaissait BookTok pour les livres, FurryTok pour ceux qui aiment se déguiser en étranges animaux domestiques, SkateTok pour le patin à roulettes... Voici maintenant StripTok. Les voyeurs seront déçus, car il s'agit d'un forum animé par des pros du strip-tease qui prodiguent des conseils aux débutantes. Selon l'article, cette activité nocturne suscite de plus en plus de vocations

inattendues. Des infirmières, des baby-sitters, des institutrices, arrondissent ainsi leurs fins de mois mais s'exposent à de mauvaises surprises. Les "anciennes" leur décrivent en ligne les contraintes légales et les coulisses parfois sordides des clubs et les mettent en garde contre certains habitués qui repèrent d'un coup d'œil les petites nouvelles du monde de la nuit et en profitent pour dépasser les bornes.

Petites mains

Une enquête de **Rest of World** dévoile l'un des revers troublants de l'intelligence artificielle. Pour aider les programmes des voitures autonomes à reconnaître les obstacles, les constructeurs confient à des milliers de petites mains, payées 1 dollar l'heure au Kenya ou au Venezuela, le soin d'observer les photos et vidéos prises par les véhicules lors de leurs parcours d'essai pour en étiqueter précisément le contenu. Leurs notes, réintégré dans les programmes, permettent à l'ordinateur de distinguer un objet sur la route d'une ombre ou d'un reflet dans une flaque d'eau, de comprendre que le brouillard n'est pas un mur à l'horizon. **Rest of World** ne nie pas l'attrait de ces revenus dans des pays pauvres, mais s'inquiète de la précarisation de cette classe de travailleurs que leurs employeurs peuvent abandonner du jour au lendemain.—



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

Inscrivez-vous sur notre site pour recevoir chaque mardi **La Lettre tech.**

360



MAGAZINE

Construire comme Matrix • Architecture 44
 Hong Kong perd ses étoiles • Cinéma 46

LES CHASSEURS DE VINYLES

DE JOHANNESBURG

Mxolisi est un Noir de Soweto. Charles est un Afrikaner, Jun vient de Tokyo. Tous les trois ne se seraient jamais croisés dans la métropole sud-africaine si une passion commune pour la musique et la collection de disques ne les avait réunis. Charles, journaliste, raconte leur amitié et leurs quêtes parallèles.

—Al-Jazeera [extraits] Doha

Il faut environ une heure de marche d'un bon pas pour aller du lycée de garçons Jeppe, dans l'est de Johannesburg, à Kohinoor, un disquaire du centre-ville. Il y a plus de vingt ans, c'était un trajet que Mxolisi Makhubo et son petit groupe de camarades passionnés de hip-hop faisaient à peu près toutes les quatre semaines. "Nous économisions chaque mois l'argent du bus pour nous acheter des disques. Nous allions en ville à pied et nous prenions un taxi minibus pour rentrer à Soweto [un township du sud-ouest de la ville]", raconte Mxolisi Makhubo, 37 ans, architecte, en ce dimanche matin d'été autour d'une tasse de thé dans sa maison rénovée.

"Nous nous sentions en décalage. Nous fréquentions le club d'échecs du lycée, celui de poésie, la chorale... Le hip-hop nous a offert un espace où nous évader et nous sentir bien hors du monde hypermasculin de notre école." C'était en 1998, quatre ans après la fin de l'apartheid [et l'organisation des premières élections multiraciales de l'histoire du pays]. L'Afrique du Sud ouvrait lentement ses portes au monde de la musique après une période de sanctions et de boycott qui avaient laissé le pays isolé sur la scène culturelle internationale, à cause de la politique menée par son État raciste [et ségrégationniste].

Ouvert en 1950, Kohinoor possédait un stock éclectique mettant l'accent sur le jazz, tant local qu'international. Avec son audacieux logo jaune clair et noir, il se

distinguaient au milieu des boutiques ternes qui occupaient les bâtiments du centre-ville. "Au début, nous nous contentions de passer devant – mais l'esthétique de cet espace et sa clientèle assidue ont attiré notre attention, raconte Mxolisi. Je me suis mis à acheter des disques sans même comprendre d'abord pourquoi... Je voulais juste ressembler aux types des vidéos", poursuit-il. Les clips de rappeurs engagés comme Public Enemy [un groupe de hip-hop américain des années 1980] lui plaisaient. "J'avais la sensation que ma vie était plus en phase avec ces clips qu'avec tout ce que faisaient les autres au lycée. C'est là que mon amour des vinyles a commencé."

Dix ans avant que Mxolisi ne se mette à fouiner dans les bacs de Kohinoor, à un monde de là, au Japon, Jun Morikawa, 8 ans, était assis dans une rame du métro de Tokyo. Assis à côté de son grand-père, batteur de jazz et passionné de Miles Davis [grand trompettiste de jazz américain, 1926-1991], il avait le dernier Michael Jackson sur ses genoux. Nous étions en 1987, et *Bad* n'était peut-être pas l'album que son grand-père voulait lui acheter, mais Jun avait demandé gentiment et celui-ci n'avait pas pu dire non.

Aujourd'hui âgé de 41 ans, Jun vit à Johannesburg. Il se rappelle la scène avec un doux sourire et me raconte qu'il a débarrassé le disque avant même d'être arrivé chez lui. Cela a été le début d'une passion qui ne s'est jamais démentie. "J'économisais mon argent de poche pour nourrir ma passion, se souvient-il. L'une des raisons pour lesquelles j'aime les vinyles, c'est qu'il y a toutes les informations sur la pochette – je pouvais savoir qui était le batteur, qui → 42





KOHINOOR
WORLD OF
MUSIC

malombo music

MXOLISI

WILES

THE ELUSIVE
RECORD?

THE WRITER

MICHAEL JACKSON

BAD

BAD

MELLOW

JUN

40 ← *était le producteur. La première fois que j'ai écouté cet album, Bad, ça a tout changé pour moi*", confie-t-il.

Johannesburg, la ville de l'or, a été fondée quand on y a découvert du métal précieux, en 1886. C'est aujourd'hui la plus grande métropole d'Afrique du Sud et l'une des plus peuplées d'Afrique. Elle s'étend sur plus de 2 300 km² et compte près de 6 millions d'habitants. Mais, à certains égards, et notamment dans le domaine musical, c'est une petite ville. Les villes de taille similaire, ailleurs dans le monde, comptent suffisamment de collectionneurs de vinyles pour que le secteur soit florissant, mais nous ne sommes pas si nombreux à Joburg. Entre passionnés, si nous ne sommes pas amis, nous nous connaissons au moins pour nous croiser sur les pistes de danse, dans les cabines de DJ, chez les disquaires.

En ce qui me concerne, j'ai 59 ans, je suis afrikaner [c'est-à-dire descendant des premiers colons européens arrivés au xviii^e siècle], journaliste, j'ai été arrêté plusieurs fois par la police de l'apartheid et violemment passé à tabac avant le passage à la démocratie. Il était inévitable que ma route croise celle de ces deux compagnons qui sont eux aussi collectionneurs, passionnés des bacs et DJ : Mxolisi, qui est né et a grandi à Soweto, et Jun, qui est né à Tokyo et hausse les épaules quand les jeunes qui le voient faire le DJ dans les townships l'appellent "Jackie Chan".

La première fois que j'ai fait le DJ avec Mxolisi, c'était au Cherry Lane, un club de strip-tease situé dans une zone glauque de Joburg. C'était un samedi, en avril 2014 – j'ai toujours le flyer. Mxolisi passait après moi. Il a tout lâché et a envoyé de la musique éclectique, difficile. Les gens n'ont pas cessé de danser, parce que la musique qu'il choisissait était géniale et qu'il était très fort aux platines. Après son set, nous nous sommes mis à discuter et nous sommes tout de suite devenus amis.

Jun se souvient de la première soirée où nous avons mixé ensemble – le 16 juin 2016, la session s'appelait "Blame it on the Boogie" ["C'est la faute du boogie"], c'était au Kitchener's Bar, un centre de la vie nocturne estudiantine. J'ai entre autres passé une chanson de soul des années 1970, *I Am the Black Gold of the Sun*, du groupe [américain] Rotary Connection. Je me rappelle que Jun a rempli la piste avec un set jubilatoire qui mélangeait à la perfection soul, reggae et hip-hop. Comme avec Mxolisi, Jun et moi sommes tout de suite devenus amis.

Quand j'étais enfant, dans les années 1970, l'apartheid était partout. Ce système terrible ne servait pas seulement à opprimer les Sud-Africains noirs et à les isoler dans des townships, à leur donner une éducation inférieure et à réprimer violemment toute résistance. Il servait aussi à endoctriner les jeunes Afrikaners comme moi, à nous faire croire que nous étions une race supérieure, à limiter notre esprit et à étouffer toute interrogation. Ils voulaient qu'on ne fréquente que "*des gens comme nous*", et quelqu'un comme moi devait écouter de la musique afrikaans, porter des vêtements BCBG et avoir les cheveux courts – "*Tu ne vas pas ressembler à un Beatles, quand même ?*"

Ma façon de résister, ça a été la musique. Avec mon petit argent de poche, j'achetais des disques pour m'évader. J'achetais des revues musicales étrangères à partir desquelles j'imaginai des vies plus glamour et plus excitantes que la mienne. Et dès que je posais l'aiguille sur mes disques, le brouillard dogmatique se levait. Mon imagination m'emmenait faire la fête avec Mick Jagger et James Brown, flirter avec Donna Summer et écouter une sérénade de Joni Mitchell.

Tous les lundis matin, dans mon collège-lycée de Vereeniging, une grande ville industrielle située à 80 kilomètres au sud de Johannesburg, les élèves écoutaient un des professeurs lire la Bible et faire un petit sermon. L'un de ces enseignants, que nous détestions en raison de son goût immodéré pour les châtiments corporels, était surnommé Goliath, à cause de sa taille. La séance ne durait pas longtemps, sauf quand c'était Goliath. Ce réactionnaire ressassait avec zèle la doctrine de l'apartheid : "*Ne vous approchez pas du jazz et de l'art abstrait, a-t-il tonné un jour. C'est communiste et ça vous conduira droit en enfer !*"

C'était en 1978 et, pour l'adolescent rebelle de 16 ans que j'étais, voilà qui avait l'air d'être exactement ce que j'avais envie d'explorer. Cette semaine-là, je suis allé à la bibliothèque municipale, j'ai emprunté un livre sur Pablo Picasso et un vinyle de Miles Davis, *Kind of Blue*. Ces deux œuvres m'ont coupé le souffle. Je collectionnais des disques depuis l'âge de 7 ans, mais Miles m'a poussé à aller plus loin, pour ce qui est de la musique comme de l'art. Ce n'était cependant pas toujours facile à trouver.

Les seigneurs de l'apartheid faisaient de leur mieux pour étouffer la liberté de pensée et le mélange des races, y compris dans la musique. La Direction des publications, l'organe de censure gouvernemental, avait le pouvoir d'interdire la musique. Elle intervenait sur dépôt de plainte, c'est-à-dire qu'elle censurait uniquement des œuvres qui lui avaient été signalées – une bonne centaine au fil des années 1980. Mais, de toute façon, les chansons "indésirables" ne passaient pas sur la SABC, la société publique de radio et télédiffusion, qui disposait de son comité de censure. Des milliers de chansons ont été interdites, des chansons qui avaient un message politique, qui encourageaient le mélange des races et les modes de vie libéraux. Sur les albums vendus dans le commerce, des autocollants masquaient le titre des chansons qu'il ne fallait pas écouter, quand celui-ci n'était pas tout bonnement raturé. Les disques vinyle étaient rayés avec un objet pointu de façon à faire sauter l'aiguille du phonographe à la lecture des morceaux jugés répréhensibles.

SOUS L'APARTHEID, IL ÉTAIT DÉCONSEILLÉ AUX BLANCS D'ÉCOUTER DU JAZZ OU DES MUSIQUES NOIRES.



Mais, au début des années 1990, l'Afrique du Sud a commencé à connaître un printemps culturel. La SABC a eu le droit de diffuser de la musique plus "subversive". En 1994, le pays a connu ses premières élections démocratiques et un président noir a été élu – Nelson Mandela. C'était le début d'une transition vers une société plus saine à plus d'un égard, entre autres dans la culture.

Mxolisi a grandi à Soweto, le plus grand township d'Afrique du Sud, à environ 27 kilomètres du centre de Joburg. Quand il était au lycée, à la fin des années 1990, le monde extérieur était en train de changer, mais l'apartheid était tellement omniprésent et enraciné que les changements que les Sud-Africains noirs espéraient étaient lents à se matérialiser. De fait, certains se font toujours attendre. Parmi ceux qui se sont effectivement produits à l'époque, il y a eu la possibilité offerte à certains d'accéder à une meilleure éducation : Mxolisi et ses amis ont été parmi les premiers étudiants noirs à fréquenter des établissements réputés, jadis réservés aux Blancs et situés dans un quartier résidentiel majoritairement blanc.

Avec leurs goûts éclectiques, multiculturels, ils ont apporté un certain cool à leur établissement blanc comme à leur township noir. Mxolisi sourit timidement. "*Il y a encore des gens qui me disent : 'Ah, vous étiez déjà branchés sur ces trucs-là il y a des lustres et c'est vous qui m'avez converti.' Mais à l'époque c'était super-ringard. Il fallait faire partie d'un certain clan – il fallait être hip-hop, kwaito [un genre musical populaire dans les townships sud-africains] ou rock'n'roll. Mais nous, nous ne choisissons pas – nous pouvions être un coup avec les kwaito, après avec les hip-hop et après avec les rockers. Nous passions du Duke Ellington [pianiste de jazz américain, 1899-1974], ce n'était pas du tout en phase avec ce que les autres types de 16 ans écoutaient. C'était très prétentieux mais en même temps nous avions l'impression d'être à New York ou n'importe où ailleurs dans le monde et pas en plein Soweto.*"

Jun entretient toujours les graines semées par son grand-père passionné de Miles Davis quand il était gamin et n'a pas cessé de collectionner les disques. Il s'est installé à Joburg il y a six ans pour diriger la section Afrique d'une société de fret internationale. Il a dû laisser ses disques chez ses parents à Tokyo parce qu'il ne pouvait pas tous les apporter en Afrique du Sud – ils remplissent toute une pièce. Combien ? "*Je n'ai jamais compté mais ça doit faire dans les 15 000...*" Et il n'a pas arrêté d'en acheter depuis son arrivée. "*J'en ai à peu près 5 000 ici, à Johannesburg*", me confie-t-il.

Adolescent, Jun faisait le DJ dans des fêtes à Tokyo. Puis il a vu *Wild Style*, un film culte [de l'Américain Charlie Ahearn, sorti en 1983] sur le hip-hop, le graffiti, le break dance et le rap dans le New York des années 1980. Par l'intermédiaire d'un des personnages centraux, jamaïcain, il a découvert le reggae et la culture des sound systems [apparus dans les ghettos de Kingston, la capitale de la Jamaïque, dans les années 1950]. Un sound system, c'est une fête de rue : des DJ (on les appelle *selektah*, là-bas), des MC (ou plutôt des *toasters*, la version reggae des rappers), un mur d'enceintes et des gens qui dansent jusqu'au petit matin. "*Il fallait que j'en sache plus sur la Jamaïque : c'est où ? C'est quoi un sound system ?*"

Jun avait 20 ans quand il est allé pour la première fois à Kingston. Il a une lueur quasiment religieuse dans les yeux et exhale lentement. "*Les sound systems, c'est complètement dingue !*" L'année suivante, Jun était en quatrième année de fac, il avait tout fini sauf son mémoire.

“J’avais une prof dingue, nous parlions souvent de musique. Ma matière principale, c’était la culture du monde, alors j’ai négocié avec elle : ‘Est-ce que je peux aller à Kingston ? Je vous enverrai une ébauche de mon mémoire chaque semaine.’” Elle a accepté et il a passé les six mois suivants à Kingston. Est-ce qu’il en a profité pour acheter des disques ? “Oui, bien sûr !” Il a un petit rire.

Pour Mxolisi, l’adolescent de Soweto, le vinyle, c’était plus qu’un support de musique enregistrée. “L’important, c’était que tu avais quelque chose à toi. Pour la première fois, tu avais un peu d’argent que tu pouvais dépenser comme tu le souhaitais, tu choisissais ce que tu voulais consommer. Alors tu accumules disons une trentaine de disques et tu es dans ta chambre avec le casque sur les oreilles et tu te dis : ‘Voilà, je commence à construire mon monde à moi.’”

La culture des DJ était florissante à Soweto. La scène DJ aurait dû démontrer l’efficacité de la politique d’apartheid à séparer les Sud-Africains les uns des autres, jusqu’à la musique qu’ils écoutaient – la house pour les Noirs, le rock pour les Blancs –, mais elle était merveilleusement éclectique. “J’ai trouvé mes premiers Led Zeppelin à Soweto, raconte Mxolisi. C’était bizarre... nous n’étions pas censés avoir ces disques. L’Afrique du Sud était censée être bien séparée : les Noirs comme ci, les Blancs comme ça. Les disques nous donnaient accès à cette autre nuance de l’Afrique du Sud dont on ne parle pas souvent”, ajoute-t-il. Il apprécie ces zones grises, le fait que les gens écoutaient ce qu’ils voulaient quels que soient leur genre, leur race ou leur style.

Je lui demande pourquoi il achète toujours des disques au lieu de passer au MP3, plus pratique et plus accessible. Il réfléchit un peu. “Dans ce monde où nous avons trop de choix, c’est bien d’avoir des limites. Je pense que la facilité et la disponibilité, c’est surfait. Chacun de mes disques, je sais où je l’ai eu, comment je l’ai eu. Je ne crois pas qu’on ait cette même intimité avec le MP3.”

Pour démontrer ses propos, Mxolisi m’emmène dans un fascinant voyage musical en zigzag : il commence par le musicien de jazz [américain] Herbie Hancock, passe par les jazzmans sud-africains exilés à Londres, traverse la Manche pour un peu de krautrock [rock allemand], fait un saut de côté par la techno de Detroit, rejoint la musique concrète de Pierre Henry [1927-2017] et finit – si l’on peut dire – par le cinéma constructiviste russe. Il est confortablement assis, le sourire aux lèvres, et la ligne de basse qui lui sert de rire retentit. Il n’arrêtera donc jamais d’acheter des disques ? “Non, pas de sitôt, répond-il en riant. J’ai vendu un quart de ma collection au début de l’année [dernière], mais je me suis aperçu que je l’avais rapidement reconstitué. Je ne crois pas que ce sera jamais terminé.”

Les journées de Jun à Joburg sont remplies des mêmes choses qu’il y a des années : transport de fret, achat de disques et faire le DJ. Il voyage beaucoup pour son travail. “Je me suis déjà rendu dans 35 des 54 pays africains, précise-t-il. – Et quand tu es là-bas... ?” Je n’ai pas besoin de finir ma phrase. “Toujours ! répond-il avec un grand sourire. Je fouine et j’achète des disques !” En a-t-il trouvé des bons ? “J’ai appris à Kingston comment trouver les meilleurs endroits pour les vinyles. Je trouve un lieu où les chauffeurs de taxi se réunissent, mangent et boivent. Je demande : ‘Je cherche des disques vinyle, où est-ce que je peux en acheter ?’ S’il y a dix chauffeurs de taxi, il y en aura au moins un qui saura. J’utilise toujours cette méthode quand je voyage dans les autres pays d’Afrique.”

Jun a utilisé cette méthode et son charme à Dakar, au Sénégal, l’année dernière, et un chauffeur de taxi l’a



À JOBURG, IL Y A CINQ MAGASINS OÙ LA PLUPART DES OBSÉDÉS DE VINYLE VONT FOUINER.

emmené dans une petite boutique qui avait des CD et quelques vinyles. “Le patron m’a emmené dans un entrepôt : c’est le plus fou que j’aie vu en Afrique, une collection géniale. J’ai pris du funk d’Afrique de l’Ouest, beaucoup de Fela Kuti [chanteur nigérian considéré comme l’inventeur de l’afrobeat, 1938-1997], j’ai acheté une cinquantaine de singles géniaux.”

Le marché international du vinyle a complètement changé. Le site Discogs, avec sa plateforme de marché en ligne riche de plus de 13 millions de références (vinyles et CD), permet d’accéder aux disques très facilement mais fait aussi monter les prix.

À Joburg, il y a cinq magasins où la plupart des obsédés de vinyles vont fouiner. Avec les restrictions dues au Covid-19, la plupart des fêtes ont été annulées. Nous trouvons donc notre dose de musique en continuant à traquer les disques qui nous échappent. Qu’est-ce Jun cherche encore, qu’est-ce qu’il lui faut ? “Tout !” répond-il. Son obsession du moment, ce sont les *dubplates*, des morceaux composés pour un sound system donné. Ils s’inspirent de chansons commerciales, mais avec des paroles qui font l’éloge du sound system concerné. Jun a obtenu de Pichers, un artiste de dancehall [une variante jamaïcaine du reggae] qu’il enregistre une version du son tube *Bandolero* qui lui soit dédiée. “Cela m’a coûté la peau des fesses, mais il a accepté”, confie le Japonais. Est-ce comme une addiction ? Jun détourne le regard timide. “Oui, je suis un peu fou.”

Plus tard, je demande à Mxolisi quel vinyle il rêve d’acheter. “Il y en a beaucoup, mais celui qui me vient à l’esprit, c’est l’album *Music of the Spirits* que [le groupe d’afro-jazz sud-africain] Malombo a sorti sur le label Third Ear en 1971. C’était après que le guitariste Philip Tabane a quitté le groupe et a été remplacé par Abe Cindi à la flûte. Ils sont à leur meilleur.” À quel point est-il difficile à dénicher ? “C’était un petit label, donc il y a eu peu de disques pressés. Quelqu’un au Brésil avec qui j’ai déjà fait affaire m’a proposé de m’en vendre un exemplaire durant le confinement. Mais le prix était de 650 dollars [548 euros], et il était absurde dans ce contexte sanitaire d’envisager réussir à réunir une telle somme.”

Quant à moi, le disque qui me fait courir, c’est *Play Disco Special*, un disque enregistré au milieu des années 1970 par un mystérieux groupe de soul jazz sud-africain des townships appelé The Star Beams – et qui n’a apparemment sorti que cet unique album. Il y a quelques mois, j’ai pris quelques jours de congé pour aller à la recherche de trésors cachés, dont celui-ci bien sûr, dans quelques villes accessibles en voiture depuis Joburg.

Voilà comment ça s’est passé : j’ai évité les ornières, je suis arrivé dans une petite ville poussiéreuse. J’ai mis un masque. Je suis entré chez un petit prêteur sur gages ou dans une épicerie-droguerie à peine éclairée. “Avez-vous des disques vinyle ?” ai-je demandé au vendeur bouche bée, en dessinant un cercle avec les mains. “Vous savez, ces trucs noirs et ronds qu’on met sur un tourne-disque ?” L’intéressé m’a regardé avec un air soit perplexe soit apitoyé – pas désolé de ne pas en avoir en stock mais désolé pour ce cinglé qui demande un truc aussi obsolète qu’un disque vinyle. Je n’ai rien trouvé, bien sûr.

Une fois de retour, j’ai vu sur Internet que le label britannique Mr Bongo ressortait *Play Disco Special*. Avant de passer commande à l’étranger, j’ai appelé les disquaires de Joburg mais personne ne l’avait en stock. Cependant l’un d’entre eux avait un original – pour la somme ahurissante de 4 000 rands [environ 230 euros]. Je ne pouvais pas dépenser autant d’argent en ces temps de pandémie et j’avais trop peur de faire le DJ avec un disque à quatre chiffres, j’aurais risqué de le rayer. J’ai donc refusé.

“Tu ne veux pas venir jeter un coup d’œil ?” m’a demandé mon pote disquaire. “Je ne préfère pas”, ai-je répondu. Si je l’avais eu entre les mains, je savais que je n’aurais jamais pu le reposer. J’ai finalement commandé la réédition britannique pour 300 rands [environ 17 euros]. C’est un disque génial. Et je guetterai quand même l’original quand j’irai à la chasse aux vinyles. Après tout, nous ne sommes pas seulement des chasseurs de disques, nous sommes aussi des rêveurs.

—Charles Leonard
Publié le 8 février

SOURCE

AL-JAZEERA

Doha, Qatar

aljazeera.net

Site de la chaîne satellitaire Al-Jazeera qui signifie littéralement “L’île”.

Lancée en novembre 1996, cette chaîne est devenue au fil des années la plus regardée dans le monde arabe et parmi les diasporas arabes. Le site publie des informations, des analyses ainsi que des débats. Depuis 2006, il a sa déclinaison anglophone.

**DANS LE PROCHAIN NUMÉRO
DOLLY PARTON MET TOUS
LES AMÉRICAINS D’ACCORD**

culture. 

Construire comme Matrix

De 1980 à 1995, ce collectif d'architectes anglaises a dynamité la ville telle qu'elle était jusque-là conçue, par et pour des hommes. À Londres, une exposition leur rend hommage.

—The Guardian Londres

C'est avec l'image d'un beau policier anglais en tête que, dans les années 1940, Le Corbusier a développé son système de mesure, le Modulor. Le monde de l'après-guerre a été entièrement forgé sur ce système : de la hauteur d'une poignée de porte aux dimensions d'une cage d'escalier, tout a été pensé pour un homme idéal de 1,83 mètre. Le Modulor a même influencé la taille des pâtes de maisons, déterminée en fonction du modèle de la voiture que notre héros imaginaire conduit pour se rendre au travail. Le Corbusier, né en Suisse et vivant à Paris [1887-1965], prévoyait à l'origine de se baser sur la taille moyenne des Français, à savoir 1,75 mètre. Mais il a ensuite ajouté quelques centimètres, en expliquant que *"dans les romans policiers anglais, un bel homme, un commissaire par exemple, fait toujours 1,83 mètre !"*

Ce système a sans doute permis de façonner un monde dynamique, parfait pour cet homme fringant que Le Corbusier représente avec des mollets saillants, la taille étroite, de larges épaules, et une énorme main en forme de pince de crabe levée bien haut. Cette vision très moderne du monde ne prenait toutefois en compte ni les femmes, ni les enfants, ni les personnes âgées ou en situation de handicap. Elle excluait en somme tous ceux qui ne correspondaient pas à l'idéal majestueux fixé par l'architecte.

Dans les années 1980, certaines en ont eu assez. Pendant des décennies, les femmes ont dû s'adapter à ces parcours d'obstacles que sont les villes créées par des hommes : elles ont bataillé avec des poussettes et des cabas à roulettes, elles ont affronté des impasses, des passages souterrains obscurs, et des stations de métro labyrinthiques. Il était grand temps de changer de paradigme.

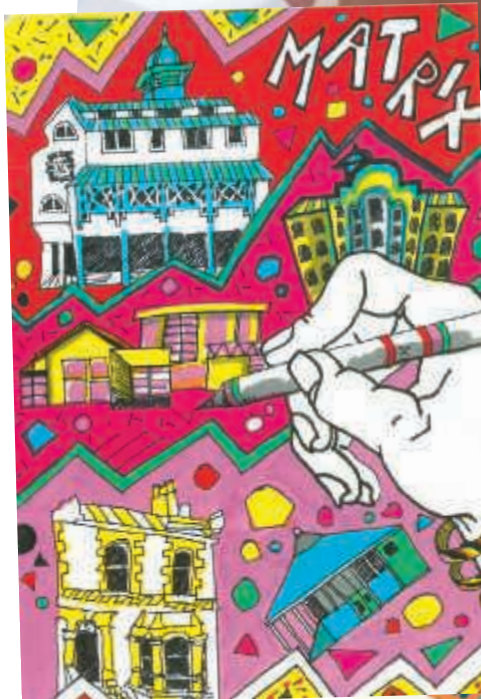
"De par leur expérience, les femmes percevaient leur environnement autrement que les hommes qui l'ont forgé", écrit en 1981,

dans son tout premier manifeste, la Matrix Feminist Design Co-operative, un collectif de femmes architectes : *"Constatant qu'il n'existe pas encore de tradition architecturale féminine, nous souhaitons explorer les possibilités liées aux récents changements dans la vie des femmes, et à leurs nouvelles perspectives d'avenir."*

Quarante ans après la fondation du groupe et vingt-sept ans après sa séparation, les derniers membres de Matrix ont investi une partie du Barbican, à Londres*. Après les récentes veillées organisées en mémoire de Sarah Everard, dont le meurtre [survenu en mars 2021, alors qu'elle rentrait chez elle, à pied, de nuit, dans la banlieue de la capitale britannique] a déclenché une prise de conscience en Angleterre, et dans le sillage des manifestations Black Lives Matter en faveur d'une plus grande justice sociale et spatiale, cette exposition engagée ne pouvait pas mieux tomber.

Intitulée *"How we live now"* [*"Comment nous vivons aujourd'hui"*], l'exposition commence par un documentaire du Centre du cinéma et de l'audiovisuel de Birmingham, diffusé sur la chaîne britannique Channel 4 en 1988. Des femmes racontent leur expérience quotidienne du Paradise Circus, une partie du centre-ville de Birmingham construite après-guerre. Conçue comme une île sur un rond-point, elle est entourée par une rocade et accessible uniquement par des passages souterrains, par des escaliers ou par des ponts entre deux bâtiments. Un journaliste du *Daily Telegraph*, qui s'attendait à un travail *"de gauchistes à moitié folles, amateur et ennuyeux"*, a finalement été séduit par le bon sens avec lequel le film dénonçait les dysfonctionnements de l'aménagement urbain centré sur la voiture. Selon lui, les auteurs du film [réalisé par Heather Powell] *"démontrent simplement l'incapacité des architectes hommes à se mettre à la place des femmes pour comprendre leur utilisation de l'espace et leurs besoins"*.

Une réalité illustrée dans une autre partie de l'exposition, avec l'exemple concret d'un



↑ Bristol promotionnel.

Photo Matrix Open feminist architecture archive

→ Sur le chantier du Walworth Garden, un jardin communautaire londonien. Entre 1987 et 1989, Matrix a aidé à y bâtir un centre d'accueil et de formation horticole. Photo courtesy of Walworth Garden



centre d'hébergement pour femmes situé dans l'Essex [au nord-est de Londres]. Conçu par un homme, il présentait d'importants défauts : de la cuisine commune, bien trop petite, aux terrains de jeux trop éloignés des principaux espaces collectifs pour permettre aux femmes de surveiller leurs enfants. En 1992, Matrix a repensé les lieux. Les architectes du groupe ont utilisé une méthode qui allait devenir leur marque de fabrique : devant les résidentes, elles ont disposé de grandes maquettes en carton représentant différents espaces, qu'elles pouvaient réagencer à loisir pour essayer des configurations différentes. Munies d'un mètre ruban, elles ont également mesuré les espaces existants, pour pouvoir mieux comparer avec leurs plans.

Jos Boys, l'une des fondatrices de Matrix, et commissionnaire de l'exposition en

← Atelier animé par Cath Taylor et Anne Thorne, de Matrix, sur la construction à Londres du Dalston Children's Centre.



↑ Anne De Graft-Johnson, une membre de Matrix.

Photo Brenda Price/Photofusion

collaboration avec Jon Ast, du Barbican, raconte : *"C'était des techniques très simples, mais elles permettaient aux femmes de se sentir intégrées au projet. Pour chacune de nos commandes, nous avons mis un point d'honneur à rendre la pratique concrète et le vocabulaire de l'architecture plus transparents et plus accessibles aux non-initiés."*

En entendant Jos Boys parler de leur travail, on a l'impression d'un âge d'or, aujourd'hui inimaginable, de l'action communautaire : élaboration participative des plans, occupation des lieux, fondation de coopératives et de centres de partage des compétences, tout cela grâce à de l'argent public qui coulait à flots. Une grande partie de ce que Matrix a accompli a été financée par le Conseil du Grand Londres, avant que cet organe ne soit aboli en 1986 par la Première ministre, Margaret Thatcher.

Entre autres projets, Matrix s'est chargé des plans innovants de Jagonari, centre d'aide et d'éducation pour les femmes, dans le quartier de Whitechapel, dans l'est de Londres. Travaillant pour et avec une communauté de femmes originaires d'Asie du Sud, les architectes ont utilisé des maquettes en carton, ont demandé à leurs clientes de leur apporter des photos de bâtiments qui leur plaisaient dans leur pays, et les ont emmenées faire du "lèche-façades", afin qu'elles indiquent les matériaux de construction et les couleurs qu'elles préféraient.

Le bâtiment, achevé en 1987 et depuis transformé en crèche, présente de nombreux éléments inspirés de l'architecture du sous-continent indien, délibérément dégagés de tout lien avec l'iconographie hindoue ou islamique. Ainsi, des moucharbihs de métal ont été placés devant les fenêtres, intéressants d'un point de vue esthétique, mais également pour la sécurité des résidentes. Des mosaïques ornent le pourtour des portes, les toilettes sont à la turque et les éviers près du sol, afin de pouvoir nettoyer en position assise les grands plats collectifs. Notons également que toutes les pièces du centre étaient accessibles en fauteuil roulant, élément exceptionnel à l'époque de sa conception.

Les membres de Matrix ont promu, non une esthétique féministe, mais une façon d'observer, d'écouter et de créer.

"Elles ont parfaitement saisi la nature de nos besoins et nous ont aidées sans condescendance ni jugement", raconte leur cliente, Solma Ahmed, dans un hommage enthousiaste rédigé trente ans plus tard. Matrix était alors en lice pour gagner, malgré la séparation du groupe, un prix d'architecture décerné annuellement au nom de la reine. "Nous avons expliqué ce que nous attendions de ce lieu : il fallait que les femmes s'y sentent en sécurité, qu'il soit doté d'une crèche, adapté aux besoins culturels et religieux des femmes tout en brisant certains clichés, particulièrement ceux qui concernent les femmes musulmanes. Personne n'aurait pu mieux faire que Matrix", résume-t-elle.

Par le passé, il est arrivé qu'en entendant parler de Matrix certains se demandent à quoi pouvait bien ressembler une architecture féministe. En quoi une ville conçue et construite par des femmes serait-elle différente ? Néanmoins, à en croire Jos Boys, cette question n'a pas grand intérêt pour comprendre leur travail. En effet, les membres de Matrix ne cherchaient pas à promouvoir une esthétique féministe, mais plutôt une manière d'observer, d'écouter, et de créer, qui prendrait toujours en compte la diversité des besoins

et des désirs, une esthétique qui refléterait "toute la richesse et la variété de nos modes de vie". Il s'agissait également de se demander qui construit.

Matrix s'est en grande partie consacré à la publication de revues et de manuels, et à l'organisation d'événements. Y étaient présentées les différentes manières d'accéder aux métiers du bâtiment, et des formations étaient proposées. Les membres de la coopérative, entre 12 et 16 femmes, recevaient toutes le même salaire. Lorsque le financement public a commencé à s'épuiser, leur modèle est devenu difficilement viable.

Bien qu'elles se soient toutes reconverties dans des domaines très différents – enseignement universitaire, gestion d'un restaurant, ouverture de leur propre cabinet d'architecture –, elles ont été, par cette courte mais intense expérience, une source d'inspiration pour les générations d'architectes qui ont suivi. C'est particulièrement vrai depuis quelques années, car les étudiants ont redécouvert leur travail. La demande est maintenant telle que l'ouvrage fondamental de Matrix, *Making Space : Women and the Man Made Environment*, publié en 1984 et depuis longtemps épuisé, devrait être réédité cette année ["Matrix : l'architecture des hommes, la place des femmes", inédit en français].

La dernière partie de l'exposition est dédiée à des architectes, des artistes et des réalisateurs dont les travaux s'inscrivent dans la droite ligne du groupe, comme Winnie Herstein. Ses installations et ses vidéos de 2018, intitulées *Studwork*, déconstruisaient les rôles genrés dans le domaine du bâtiment. Elle travaillait en collaboration avec un institut de formation aux métiers du bâtiment de Glasgow réservé aux femmes, et avec une association de soudeuses féministes. Citons également le travail de cabinets d'architectes solidaires tels que Muf ou Public Works, des associations militantes comme Part W, Black Females in Architecture (BFA), ou le collectif de designeuses féministes Edit, qui a brillamment conçu la structure de l'exposition. La source des financements publics a beau s'être tarie, ces cabinets et ces associations ont trouvé d'autres moyens de faire entendre des voix généralement exclues, marginalisées.

Matrix l'explique bien : "Consciemment ou non, un architecte travaille avec un ensemble d'idées préconçues sur le fonctionnement de la société : qui et quoi a de la valeur ? Qui se déplace, et où ?" L'enjeu, c'est donc de savoir qui sera exclu ou non, quelles valeurs auront la priorité, et quel monde nous souhaitons bâtir.

— Oliver Wainwright
Publié le 19 mai

* L'exposition "How we live now" ["Comment nous vivons aujourd'hui"] est à voir jusqu'au 23 décembre 2021. [Infos sur barbican.org.uk](https://www.infosurbarbican.org.uk)

COMMANDEZ DÈS MAINTENANT



8,50€
Frais de port offerts

Moyen-Orient - Les nouveaux maîtres

Dans ce hors-série, Courrier international, avec les presses libanaise, égyptienne, iranienne, israélienne, panarabe, etc., fait le point sur les forces en présence et les alliances qui se dessinent aujourd'hui au Moyen-Orient.

• Format : 230 mm x 297 mm
• 76 pages

Le coup d'état numérique

Internet menace-t-il la démocratie ? Le Net est désormais un espace régi par la loi du plus fort, celle des géants de la tech – Google, Amazon, Facebook et Apple.

• Format : 230 mm x 297 mm
• 76 pages



8,50€
Frais de port offerts

BON DE COMMANDE

À retourner accompagné de votre règlement à :

Courrier international - Service VPC - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

N° Titre	Infos pratiques	Prix	Quantité	Total
1 - Moyen-Orient, les nouveaux maîtres		8,50 €	x	= €
2 - Le coup d'état numérique		8,50 €	x	= €
Frais de port offerts				0€
Total		=		€

Mes coordonnées :

VCO21BA1606

☐ Monsieur ☐ Madame
NOM
PRÉNOM
ADRESSE
CP [] [] [] [] VILLE

Je règle par chèque à l'ordre de Courrier international

Pour tout autre moyen de paiement, téléphonez au service Clients
<https://abo.courrierinternational.com/vpc>
au 03.21.13.04.31 (du lundi au vendredi, de 9 h à 18 h)

Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine jusqu'au 31/12/2021
*Réception chez vous environ trois semaines après la prise en compte de votre commande.
Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site Internet : [boutique.courrierinternational.com/cgv-co](https://www.boutique.courrierinternational.com/cgv-co)

En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et de la gestion des réclamations et, en fonction de vos choix, d'actions marketing sur ses produits et services et/ou ceux de ses partenaires. Conformément à la loi "informatique et libertés" du 06/01/1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de portabilité, de suppression et d'opposition au traitement de vos données, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI - 67/69 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris. Pour toute réclamation, www.cnll.fr.

plein écran.



↓ Une scène du documentaire *Inside the Red Brick Wall*. Photo Hong Kong Documentary Filmmakers/Ying E Chi Cinema



—Nihon Keizai Shimbun Tokyo

Nous avons tous imité Bruce Lee et Jackie Chan, admiré Chow Yun-fat dans *Le Syndicat du crime* [1986], vibré devant *Chungking Express* de Wong Kar-wai [1994] et ri aux larmes grâce au loufoque *Shaolin Soccer* [2001]. Mais le cinéma hongkongais, autrefois le plus populaire d'Asie, n'est plus ce qu'il était.

Selon les données de l'Association de l'industrie cinématographique de Hong Kong, à peine 34 films hongkongais sont sortis en 2020. L'épidémie de Covid-19 est certes en cause, mais si l'on compare ce chiffre aux 200 sorties annuelles de la première moitié des années 1990, le déclin est flagrant. Ce recul est à replacer dans le contexte de croissance rapide du marché chinois. L'Accord de rapprochement économique signé avec la Chine en 2003 a ouvert le continent aux cinéastes de Hong Kong. «*La Chine compterait quelque 70 000 salles, soit 20 fois plus que le Japon*», indique le producteur de films [japonais] Satoru Iseki. *Réalisateurs et acteurs hongkongais ont déferlé sur Pékin [où ils travaillent désormais].*»

L'industrie cinématographique déclinante de Hong Kong est également confrontée à la censure. «*Japonaises,*

Hong Kong perd ses étoiles

Autrefois florissante, l'industrie du 7^e art est à bout de souffle dans l'ancienne ville-État. Le Covid-19 et la censure chinoise, toujours plus présente, précipitent son déclin, décrypte ce quotidien japonais.

Japonais, soutenez-nous», a imploré le producteur de films hongkongais Peter Yam en avril, lors d'une interview en ligne. *Blue Island**, son documentaire-fiction sur la quête de liberté de la jeunesse hongkongaise [réalisé par Chan Tze-woon, ce documentaire suit l'évolution de plusieurs personnes au cours des mouvements de protestation depuis 2017], était en cours de production, mais des difficultés financières, aggravées par la crise sanitaire, l'ont amené à lancer une campagne de financement participatif au Japon, un cas sans précédent.

Dans la mesure où le film aborde un sujet jugé sensible, il est peu probable

qu'il sorte à Hong Kong. L'œuvre a finalement été coproduite avec la société japonaise de distribution de films Uzumasa. «*Nous désirons projeter le film au Japon, qui compte de nombreuses petites salles indépendantes, puis le diffuser dans le monde entier*», a déclaré son directeur général, Sanshiro Kobayashi.

Le 11 juin, le gouvernement hongkongais a annoncé un renforcement de la censure cinématographique, portant un nouveau coup aux productions locales. En vertu de la loi sur la sécurité nationale entrée en vigueur à Hong Kong en juin 2020, tout film «*mettant en danger la sécurité nationale*» peut désormais être interdit.

Des signes avant-coureurs étaient visibles. En mars, la projection d'*Inside the Red Brick Wall*, documentaire sur un mouvement de résistance dans une université de Hong Kong, avait été suspendue, et en avril la projection du film d'ouverture du Festival international du film de Hong Kong, *Where the Wind Blows*, avec Aaron Kwok et Tony Leung, avait été annulée trois jours avant. Les organisateurs ont avancé un «*problème technique*», mais beaucoup se sont demandé si la raison n'était pas à chercher du côté du thème du film, la corruption dans la police [véritable fléau à Hong Kong jusque dans les années 1970] ; en Chine continentale, la police doit toujours être présentée comme vertueuse.

Terrifiés. Le critique de cinéma [japonais] Sozo Teruoka craint que la liberté d'expression ne continue de se restreindre : «*À l'avenir, non seulement il sera plus compliqué de réaliser des films sur le mouvement démocratique, mais les cinéastes devront également faire très attention à la façon dont ils dépeignent la police et le gouvernement dans leurs œuvres de divertissement.*»

Actuellement à l'affiche au Japon, le documentaire américain *Denise Ho. Becoming the Song* retrace le parcours d'une vedette de la chanson hongkongaise qui s'est engagée dans le mouvement démocratique [elle en est devenue la porte-parole en intervenant au Conseil des droits de l'homme des Nations unies en juillet 2019]. «*Il est sans doute impossible de le projeter à Hong Kong*», regrette la réalisatrice, Sue Williams, qui a pris conscience de l'ampleur de l'oppression subie par la population locale lors du tournage. «*Amis et fans de Denise Ho sont venus en nombre, mais lorsque je dirigeais la caméra sur eux, ils devenaient mutiques, ils étaient terrifiés à l'idée de s'exprimer.*»

La ténacité de la jeune génération est néanmoins porteuse d'espoir. Les films à petit budget *Mad World* de Wong Chun et *Still Human* d'Oliver Chan, également sortis au Japon, ont remporté un grand succès. «*La force du cinéma de Hong Kong réside dans son style caractéristique et sa créativité débordante*», souligne Peter Yam. *En tant que créateurs, nous continuerons simplement à faire des films.*»

—Noriko Sekihara
Publié le 6 juillet

* Ce film ainsi que tous ceux cités dans la suite de cet article sont encore inédits en France.

LES
MOTS
DES
AUTRES

L'actualité racontée par les langues étrangères. Un podcast de Courrier international.

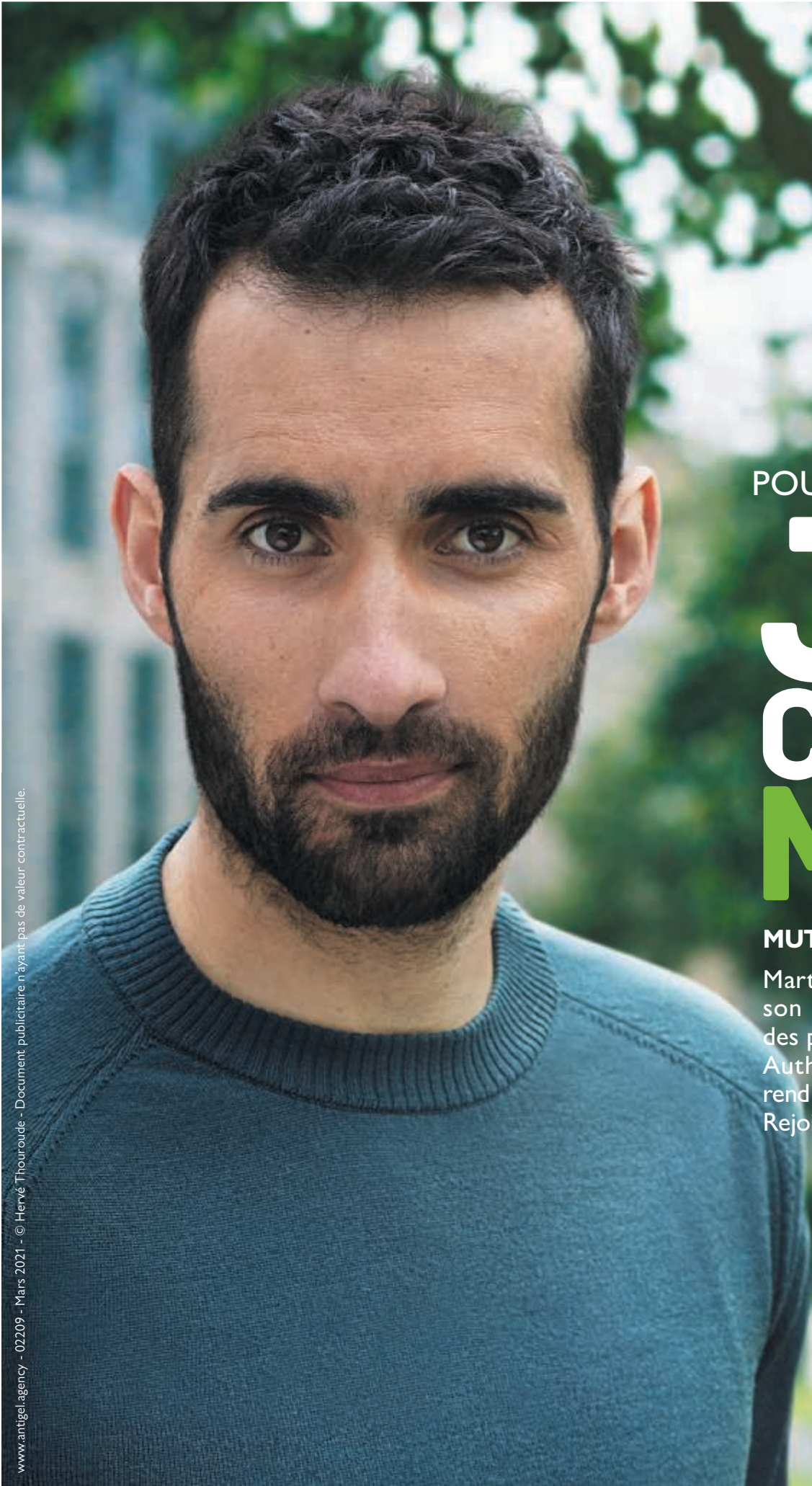
À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE

De nouvelles puissances émergent, les alliances se redessinent,
le Moyen-Orient bascule une fois de plus.



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

A portrait of Martin Fourcade, a man with dark curly hair and a beard, wearing a teal sweater, looking directly at the camera. The background is a blurred outdoor scene with green trees.

mgen[★]

GROUPE **vyv**

POUR SON AUTHENTICITÉ

**J'AI
CHOISI
MGEN**

MUTUELLE SANTÉ - PRÉVOYANCE

Martin Fourcade a choisi MGEN pour son engagement à protéger la santé des personnes en toutes circonstances. Authentiquement mutualiste, MGEN rend accessibles les meilleurs soins à tous. Rejoignez-la.

MARTIN FOURCADE
**CHAMPION DU MONDE &
CHAMPION OLYMPIQUE
DE BIATHLON**

MGEN, Mutuelle Générale de l'Éducation Nationale, immatriculée sous le numéro SIREN 775 685 399, MGEN Vie, immatriculée sous le numéro SIREN 441 922 002, MGEN Filia, immatriculée sous le numéro SIREN 440 363 588, mutuelles soumises aux dispositions du livre II du Code de la mutualité. MGEN Action sanitaire et sociale, immatriculée sous le numéro SIREN 441 921 913, MGEN Centres de santé, immatriculée sous le numéro SIREN 477 901 714, mutuelles soumises aux dispositions du livre III du Code de la mutualité. Siège social : 3 square Max-Hymans - 75748 Paris CEDEX 15.